

# Rapport aux actionnaires

# 2

## La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le deuxième trimestre de 2008

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent communiqué portant sur les résultats est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 :

- Bénéfice net de 928 millions de dollars, en baisse de 27 % par rapport à 1 279 millions
- Bénéfice dilué par action de 0,70 \$, en baisse de 0,28 \$ par rapport à 0,98 \$
- Revenus de 4 954 millions de dollars, en baisse de 13 % par rapport à 5 669 millions
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,6 %, en baisse de 790 points de base par rapport à 23,5 %
- Ratio du capital de première catégorie de 9,5 %
- Incidence des réductions de valeur
  - Revenus : 854 millions de dollars
  - Bénéfice net : 436 millions de dollars;
  - bénéfice dilué par action : 0,33 \$

### Premier semestre de 2008 par rapport au premier semestre de 2007 :

- Bénéfice net de 2 173 millions de dollars, en baisse de 22 % par rapport à 2 773 millions
- Bénéfice dilué par action de 1,64 \$, en baisse de 0,48 \$ par rapport à 2,12 \$
- Revenus de 10 601 millions de dollars, en baisse de 7 % par rapport à 11 367 millions
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,5 %, en baisse de 700 points de base par rapport à 25,5 %
- Incidence des réductions de valeur
  - Revenus : 1 284 millions de dollars
  - Bénéfice net : 623 millions de dollars;
  - bénéfice dilué par action : 0,48 \$

TORONTO, le 29 mai 2008 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 928 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2008, en baisse de 351 millions par rapport à l'an dernier. Nos résultats pour le deuxième trimestre de 2008 ont été touchés principalement par les réductions de valeur liées aux secteurs Marchés des Capitaux et Services de soutien généraux, annoncées précédemment. Nous sommes d'avis qu'une partie importante des réductions de valeur est imputable aux pressions sur les liquidités qui se répercutent sur les actifs que nous détenons, plutôt qu'à la qualité du crédit sous-jacent. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, principalement liée à nos services bancaires américains, a également eu une incidence sur les résultats.

« Nous ne nous réjouissons guère de ces réductions de valeur et nous continuons d'être touchés par une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires américains. Cependant, nous avons confiance en la solidité de nos opérations et nous bâtissons nos activités au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale afin d'assurer notre croissance à long terme. Nos activités bancaires canadiennes, notamment, continuent d'afficher une solide croissance », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction.

### Table des matières

1	Faits saillants du deuxième trimestre	15	Questions et contrôles comptables	26	Situation financière
2	Rapport de gestion	15	Résultats des secteurs d'exploitation	26	Principales données figurant au bilan
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	16	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	27	Gestion des risques
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	18	Services bancaires canadiens	39	Gestion du capital
3	Faits saillants financiers	20	Gestion de patrimoine	43	Arrangements hors bilan
4	Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2008	21	Services bancaires américains et internationaux	43	Opérations entre apparentés
4	Rendement financier	23	Marchés des Capitaux	44	États financiers consolidés intermédiaires
14	Résultats trimestriels et analyse des tendances	24	Services de soutien généraux	48	Notes complémentaires
		25	Résultats par secteur géographique	76	Renseignements aux actionnaires

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 31 janvier 2008. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2007 aux actionnaires (rapport annuel 2007). Ce rapport de gestion est daté du 29 mai 2008. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2007, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com), et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

### Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent communiqué portant sur les résultats, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2008, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisions pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque opérationnel et les autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque et dans notre rapport annuel 2007; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la volatilité continue du marché américain des prêts à risque ainsi que des marchés connexes, de même que le manque de liquidités dans les marchés des capitaux; l'incidence des fluctuations du dollar

canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à bien des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions et dotations aux provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés; les modifications apportées à nos cotes de crédit; le développement ainsi que l'intégration de nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs de notre rapport annuel 2007.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

### Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services

d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons plus de 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 15 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 36 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	2008	2008	2007	2008	2007
Total des revenus	4 954 \$	5 647 \$	5 669 \$	10 601 \$	11 367 \$
Frais autres que d'intérêt	2 970	3 120	3 148	6 090	6 215
Dotation à la provision pour pertes sur créances	349	293	188	642	350
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	548	616	677	1 164	1 193
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 087	1 618	1 656	2 705	3 609
<b>Bénéfice net</b>	<b>928 \$</b>	<b>1 245 \$</b>	<b>1 279 \$</b>	<b>2 173 \$</b>	<b>2 773 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net (perte nette)</b>					
Services bancaires canadiens	708 \$	762 \$	618 \$	1 470 \$	1 389 \$
Gestion de patrimoine	182	181	194	363	405
Services bancaires américains et internationaux	38	31	67	69	134
Marchés des Capitaux	13	304	350	317	746
Services de soutien généraux	(13)	(33)	50	(46)	99
<b>Bénéfice net</b>	<b>928 \$</b>	<b>1 245 \$</b>	<b>1 279 \$</b>	<b>2 173 \$</b>	<b>2 773 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	0,70 \$	0,96 \$	0,99 \$	1,66 \$	2,15 \$
Bénéfice par action – dilué	0,70 \$	0,95 \$	0,98 \$	1,64 \$	2,12 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	15,6 %	21,4 %	23,5 %	18,5 %	25,5 %
Rendement du capital de risque (2)	26,0 %	35,6 %	35,2 %	30,8 %	38,4 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,39 %	1,38 %	1,34 %	1,39 %	1,33 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,54 %	0,44 %	0,35 %	0,49 %	0,31 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,73 %	0,58 %	0,37 %	0,73 %	0,37 %
<b>Ratios de capital et coefficients (4)</b>					
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,8 %	9,3 %	9,5 %	9,3 %
Ratio du capital total	11,5 %	11,2 %	11,7 %	11,5 %	11,7 %
Coefficient actif-capital	20,1 X	22,0 X	20,1 X	20,1 X	20,1 X
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>					
Total de l'actif	627 471 \$	632 761 \$	589 076 \$	627 471 \$	589 076 \$
Valeurs mobilières	175 352	184 348	198 509	175 352	198 509
Prêts de détail	181 802	174 779	158 616	181 802	158 616
Prêts de gros	77 822	72 430	67 033	77 822	67 033
Dépôts	399 425	394 416	372 728	399 425	372 728
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	23 550	22 750	21 950	23 150	21 650
Moyenne du capital de risque (2)	14 150	13 650	14 650	13 900	14 350
Actif ajusté en fonction des risques (4)	249 242	241 206	243 202	249 242	243 202
Biens sous gestion	173 100	165 000	159 000	173 100	159 000
Biens administrés – RBC (5)	612 800	607 200	624 300	612 800	624 300
– RBC Dexia IS (6)	2 697 000	2 922 000	2 764 900	2 697 000	2 764 900
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 287 245	1 273 862	1 272 212	1 280 616	1 273 419
– moyenne (diluée)	1 298 069	1 286 595	1 288 415	1 292 291	1 290 808
– à la fin	1 294 084	1 276 635	1 275 327	1 294 084	1 275 327
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,46 \$	1,00 \$	0,86 \$
Rendement de l'action	4,2 %	4,0 %	3,3 %	4,1 %	3,1 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	48,02 \$	50,65 \$	57,82 \$	48,02 \$	57,82 \$
Capitalisation boursière (TSX)	62 142	64 662	73 739	62 142	73 739
<b>Renseignements généraux</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) (7)	66 748	64 905	63 329	66 748	63 329
Nombre de succursales	1 648	1 544	1 515	1 648	1 515
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 634	4 547	4 333	4 634	4 333
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	0,994 \$	1,002 \$	0,874 \$	0,998 \$	0,867 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,993	0,996	0,901	0,993	0,901

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques sont calculés selon les lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), lesquelles sont formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II. Les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques des périodes précédentes sont calculés selon les lignes directrices publiées par le BSIF, lesquelles sont formulées conformément au cadre de l'accord de Bâle I. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2008, le BSIF a modifié le traitement de la provision générale aux fins du calcul du coefficient actif-capital selon le cadre de l'accord de Bâle II. Les coefficients des périodes précédentes n'ont pas été révisés. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée à la rubrique Gestion du capital.

(5) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, le poste Biens administrés – RBC a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

(6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 31 mars 2008, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(7) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, nous n'avons pas tenu compte de la rémunération pour les jours fériés versée aux employés à temps partiel pour calculer le nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps), conformément à notre cadre d'information de gestion. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes reflètent ce changement dans le calcul.

(8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2008

### Canada

Le Canada a affiché une croissance économique modérée au cours du trimestre civil, facteur qui tient au fait que le ralentissement de l'économie aux États-Unis et le raffermissement du dollar canadien ont continué de se répercuter sur la croissance des exportations. Malgré un modeste resserrement des conditions de crédit, la croissance des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises est demeurée solide au premier trimestre civil. Les préoccupations liées aux marchés du crédit ont commencé à s'atténuer en avril, les écarts de taux ayant diminué par rapport aux plafonds enregistrés récemment et les marchés boursiers ayant connu une reprise. Le dollar canadien a connu une forte appréciation par rapport aux principales devises comparativement à 2007, mais il a subi une faible dépréciation ce trimestre. La Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour de 50 points de base à deux reprises, soit le 4 mars 2008 et le 22 avril 2008, le fixant à 3 %.

L'économie canadienne devrait continuer d'afficher un rendement supérieur à l'économie américaine au deuxième semestre de 2008, en raison de sa croissance continue. La solidité de l'économie canadienne devrait plus que compenser la modération du secteur du commerce. Bien que l'on s'attende à un ralentissement modéré des dépenses de consommation au deuxième semestre de 2008, le marché du travail serré et les salaires à la hausse devraient continuer de soutenir la croissance. Nous prévoyons que la Banque du Canada réduira le taux de financement à un jour à 2,75 % cet été, afin de favoriser la croissance économique et de neutraliser les risques de ralentissement de l'économie canadienne auxquels un affaiblissement continu de la croissance économique américaine pourrait donner lieu. Nous nous attendons à une légère dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au deuxième semestre de 2008, en raison des attentes des investisseurs quant à une solidité accrue de l'économie américaine et de la fin du programme de réduction des taux mis en œuvre par la Réserve fédérale américaine. Nous prévoyons maintenant un taux de croissance de l'économie canadienne de 1,6 % en 2008, en baisse comparativement au taux de 1,7 % que nous avons prévu le 29 février 2008 et au taux de 2,2 % que nous avons prévu le 29 novembre 2007, et par rapport à la croissance réelle de 2,7 % en 2007, car nous nous attendons à une détérioration continue des exportations nettes, situation qui tient à l'affaiblissement de l'économie américaine.

### États-Unis

Au cours du premier trimestre civil, le ralentissement de la croissance de l'économie américaine s'est poursuivi, situation qui tient en grande partie au ralentissement des investissements sur le marché résidentiel et à la diminution des dépenses de consommation et des dépenses effectuées par des entreprises, facteurs qui tiennent au resserrement des conditions de crédit et à la volatilité des marchés financiers. La qualité du crédit est demeurée faible, et l'élargissement des écarts de

taux s'est poursuivi, quoiqu'un rétrécissement se soit produit en avril et un autre au début du mois de mai. Afin de favoriser la croissance économique, la Réserve fédérale américaine a réduit le taux des fonds fédéraux de 75 points de base le 18 mars 2008 et de 25 points de base le 30 avril 2008, le fixant à 2 %. Depuis septembre 2007, la Réserve fédérale américaine a réduit le taux des fonds fédéraux de 325 points de base. La faiblesse de l'économie américaine s'est maintenue au cours du premier trimestre civil, le taux de croissance égalant le gain de 0,6 % enregistré au quatrième trimestre civil de 2007, résultat qui représente la plus faible croissance semestrielle de l'économie depuis 2001.

Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie américaine de 2,1 % au deuxième semestre de 2008, en raison de la politique monétaire expansionniste et de la mise en œuvre d'un plan de relance économique, lequel prévoit des remboursements d'impôts pour les ménages américains. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine procède à une autre baisse des taux d'intérêt plus tard cette année, afin de prévenir un important repli prolongé de l'économie. Nous prévoyons un taux de croissance de l'économie américaine de 1,2 % en 2008, en baisse comparativement au taux de 1,4 % que nous avons prévu le 29 février 2008 et au taux de 2,2 % que nous avons prévu le 29 novembre 2007, et par rapport à la croissance réelle de 2,2 % en 2007.

### Autres économies mondiales

La croissance dans certaines autres économies mondiales a ralenti au cours du trimestre civil, situation qui tient en partie à l'affaiblissement de la demande aux États-Unis, ainsi qu'au resserrement des conditions de crédit découlant de l'incertitude qui continue de régner sur les marchés financiers mondiaux. Toutefois, le Japon et les pays de la zone euro ont affiché une forte croissance de janvier à mars. Les nouvelles économies, principalement la Chine, ont continué d'afficher une solide croissance. La plupart des principaux marchés boursiers sont demeurés volatils en raison du resserrement continu des conditions de crédit et des plus faibles perspectives de croissance, situation qui tient aux réductions de valeur et aux pertes auxquelles les prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et les produits connexes ont continué de donner lieu.

La croissance de l'économie mondiale devrait ralentir cette année, en raison de l'incidence de la volatilité continue des marchés financiers et de l'affaiblissement de la demande aux États-Unis. Nous ne nous attendons toutefois qu'à un léger ralentissement de la croissance des nouvelles économies, en raison de la forte demande intérieure, laquelle est étayée par une solide conjoncture dans ces économies. Les conditions sur les marchés financiers mondiaux ont commencé à se stabiliser, et nous prévoyons un retour à des niveaux d'activité plus normaux sur les marchés financiers mondiaux au cours de l'année.

## Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net de 928 millions de dollars pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2008, en baisse de 351 millions ou 27 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,70 \$, en baisse de 29 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 15,6 %, par rapport à 23,5 % l'an dernier. Nos résultats ont été touchés de façon défavorable par des réductions de valeur de 854 millions de dollars liées à nos secteurs Marchés des Capitaux et Services de soutien généraux, pour lesquelles une analyse détaillée est fournie ci-après dans la section Incidence des perturbations sur le marché. Ces réductions de valeur ont été neutralisées en partie par une écriture de compensation connexe de 176 millions de dollars et par une réduction de 242 millions de la charge d'impôts, qui se sont traduites par une incidence de 436 millions sur le bénéfice net. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'augmentation des coûts à l'appui des initiatives visant la croissance, laquelle a toutefois été neutralisée en partie par une gestion efficace des coûts, ont également

contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des revenus tirés de certaines activités sur les marchés financiers, laquelle tient à la baisse des taux d'intérêt et à la volatilité accrue des marchés, ainsi que par la solide croissance des soldes de nos clients des services bancaires, laquelle a été limitée par la compression des écarts. La diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation a également influé sur le bénéfice.

**Comparativement au premier semestre de 2007**, le bénéfice net a reculé de 600 millions de dollars ou 22 % et le bénéfice dilué par action pour le semestre a diminué de 0,48 \$ ou 23 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,5 % pour le semestre, par rapport à 25,5 % au semestre de l'exercice précédent. Ces résultats reflètent principalement les réductions de valeur de 1 284 millions de dollars découlant des perturbations continues sur le marché, et ils ont été neutralisés en partie par une écriture de compensation connexe de 308 millions de dollars et par une réduction de 353 millions de la charge d'impôts, résultats qui se sont traduits par une incidence de 623 millions sur le bénéfice net. La

hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contre-balançés en partie par la croissance de certaines activités sur les marchés financiers, laquelle tient à la baisse des taux d'intérêt et à la volatilité accrue des marchés, ainsi que par la croissance solide des soldes de nos clients des services bancaires, laquelle a été limitée par la compression des écarts. La diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation a également influé sur le bénéfice.

**Comparativement au premier trimestre de 2008**, le bénéfice net a diminué de 317 millions de dollars ou 25 % et le bénéfice dilué par action a reculé de 0,25 \$ ou 26 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 15,6 %, par rapport à 21,4 %. Ces résultats reflètent en grande partie les réductions de valeur plus importantes que nous avons constatées, ainsi que la baisse des revenus tirés des activités de négociation découlant des perturbations continues sur le marché et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

### Incidence des perturbations sur le marché

La détérioration des marchés du crédit s'est poursuivie au deuxième trimestre de 2008, situation qui a entraîné la comptabilisation d'une réduction de valeur de 854 millions de dollars (436 millions après impôts et écritures de compensation connexes). Une tranche de 714 millions de dollars (323 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de ce montant est liée au secteur Marchés des Capitaux et une tranche de 140 millions (113 millions après impôts), au secteur Services de soutien généraux, lequel comprend nos activités de trésorerie générale.

Les réductions de valeur sont liées à la diminution de la juste valeur des prêts à risque et des prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain ainsi que des titres adossés à des actifs (TAA) sur les marchés américains autres que le marché des prêts à risque, et elles sont également liées aux pertes au titre des polices d'assurance vie détenues par une banque que nous détenons dans le cadre de nos activités visant la prestation de solutions d'assurance et de retraite aux États-Unis. Les réductions de valeur ont été neutralisées en partie par

des gains de 49 millions de dollars (26 millions après impôts et écritures de compensation connexes) découlant de l'augmentation de la juste valeur de nos passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, laquelle tient à l'élargissement de nos écarts de taux au deuxième trimestre.

Lorsque nous acquérons des titres, nous les classons soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Dans le cas des titres détenus à des fins de transaction, nous reflétons les variations non réalisées de la juste valeur au poste Revenus autres que d'intérêt. Dans le cas des titres disponibles à la vente, nous reflétons les variations non réalisées de la juste valeur au poste Cumul des autres éléments du résultat étendu (une composante des capitaux propres) ou au poste Revenus autres que d'intérêt si nous jugeons que des pertes de valeur durables se sont produites. Une fois que les titres sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente, leur classement ne peut pas être modifié.

### Sommaire des réductions de valeur

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2008
<b>Marchés des Capitaux</b>			
Prêts à risque sur le marché américain			
Couverts par MBIA	204 \$	79 \$	283 \$
Autres risques	87	209	296
Titres à enchères sur le marché américain	184	28	212
Contrats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal américain	142	92	234
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain	21	22	43
Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain	76	–	76
<b>Total avant impôts</b>	<b>714 \$</b>	<b>430 \$</b>	<b>1 144 \$</b>
<b>Services de soutien généraux</b>			
Prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain	140	–	140
<b>Total avant impôts et écritures de compensation connexes</b>	<b>854 \$</b>	<b>430 \$</b>	<b>1 284 \$</b>
Écritures de compensation	176	132	308
Impôts	242	111	353
<b>Total après impôts et écritures de compensation</b>	<b>436 \$</b>	<b>187 \$</b>	<b>623 \$</b>

### Marchés des Capitaux

#### Prêts à risque sur le marché américain couverts par MBIA

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2008				Réductions de valeur		
	Risque sous-jacent		Protection de crédit fournie par des swaps sur défaillance		Juste valeur de la protection fournie par MBIA (2)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur	Garantis par des espèces	Assurés par MBIA (1)			
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	1 107 \$	607 \$					
Titres garantis par des créances (TGC) liés à des titres adossés à des actifs (TAA) à risque	1 062	39					
Titres autres que des prêts à risque (TGC de sociétés)	2 721	2 350					
<b>Total</b>	<b>4 890 \$</b>	<b>2 996 \$</b>	<b>574 \$</b>	<b>4 377 \$</b>	<b>1 016 \$</b>	<b>204 \$</b>	<b>283 \$</b>

(1) La contrepartie est une filiale de MBIA Inc., un assureur spécialisé auquel Moody's Investors Service et Standard & Poor's ont respectivement accordé la cote Aaa (avec perspective négative) et la cote AAA (avec perspective négative) relativement à sa capacité financière.

(2) La juste valeur est comprise dans le poste Autres – Dérivés.

Les réductions de valeur de 204 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre sont imputables à la diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA Inc., un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection de

crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit lié aux tranches de premier rang supérieur (AAA) liées à nos activités de crédit structuré.

### Prêts à risque aux États-Unis (autres expositions)

	Au 30 avril 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur (1), (2)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens)				
TGC liés à des TAA	735 \$	170 \$	114 \$	339 \$
Autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	(37)	62	(27)	(43)
<b>Total</b>	<b>698 \$</b>	<b>232 \$</b>	<b>87 \$</b>	<b>296 \$</b>

(1) La juste valeur est comprise dans les postes Valeurs mobilières – Titres du compte de négociation et Autres – Dérivés.

(2) La juste valeur des autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque a trait au montant net des titres liés aux activités de négociation figurant au bilan.

Les réductions de valeur de 87 millions de dollars liées aux Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre découlent de la diminution de la juste valeur des TGC liés à des TAA et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque. Ces titres comprennent des tranches des TGC commandités par RBC d'une valeur nominale de 453 millions de dollars qui bénéficient pour la plupart d'une cote AAA et

qui sont couverts par ACA Capital Holdings Inc. (ACA), un assureur spécialisé. Étant donné que la juste valeur du contrat d'assurance conclu avec ACA a été réduite à une valeur nominale au premier trimestre de 2008, les risques sous-jacents relatifs aux TGC liés à des TAA couverts par ACA sont maintenant présentés à titre d'expositions aux TGC liés à des TAA dans le tableau ci-dessus.

### Titres à enchères sur le marché américain

	Au 30 avril 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Titres à enchères liés à des prêts aux étudiants	3 697 \$	3 480 \$	184 \$	212 \$
Fonds d'investissement à capital fixe et titres à enchères de municipalités	147	147	–	–
<b>Total</b>	<b>3 844 \$</b>	<b>3 627 \$</b>	<b>184 \$</b>	<b>212 \$</b>

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres du compte de négociation.

Les titres à enchères sur le marché américain sont émis sur les marchés financiers aux États-Unis par l'entremise de fiducies désignées comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV détiennent des actifs à long terme et elles les financent au moyen de titres de créance à long terme négociés selon les prix de titres de créance à court terme; le taux d'intérêt est révisé sur des périodes allant d'une semaine à 35 jours. Ces titres sont émis par des municipalités, par des autorités responsables de l'octroi de prêts aux étudiants et par d'autres commanditaires, dans le cadre d'enchères gérées par des banques. La valeur estimative totale du marché des titres à enchères s'élève à 360 milliards de dollars US. Nous participons à titre d'agent de revente à un programme totalisant 21,3 milliards de dollars US sur le marché des titres à enchères; une tranche de 20,2 milliards de dollars US est garantie par des prêts aux étudiants, et ce montant est en grande partie assuré par le gouvernement.

Les réductions de valeur de 184 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre découlent de la diminution de la juste valeur de nos positions liées aux activités de négociation de titres à enchères, selon les prix du marché et une méthode d'évaluation fondée sur des modèles. Nous avons acquis les titres à enchères de 3 627 millions de dollars détenus dans notre portefeuille de négociation au cours du premier trimestre principalement, et dans une moindre mesure au début du deuxième trimestre, afin d'être en mesure de fournir des liquidités au marché. Au cours du deuxième trimestre, nous avons vendu ou nous nous étions engagés à vendre des titres à enchères de 1,3 milliard de dollars détenus dans notre portefeuille de négociation à des structures d'accueil hors bilan auxquelles nous pourrions fournir des facilités de liquidités. Ces opérations sont prises en compte à la juste valeur. Pour plus de détails sur les EDDV, se reporter à la note 9 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Activités de CPG sur le marché municipal américain

	Au 30 avril 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence	2 195 \$	2 089 \$	33 \$	106 \$
Billets et obligations à escompte garantis par une agence	677	679	16	(2)
Titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence (AAA ou Alt-A)	284	222	70	62
Obligations fédérales, municipales et de sociétés	357	332	14	25
<b>Total</b>	<b>3 513 \$</b>	<b>3 322 \$</b>	<b>133 \$</b>	<b>191 \$</b>
Obligation au titre des CPG et gains et pertes de couverture			9	43
<b>Total</b>			<b>142 \$</b>	<b>234 \$</b>

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres du compte de négociation.

(2) Comprend la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac) et la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae).

En ce qui concerne nos activités de CPG sur le marché municipal américain, nous émettons des CPG au titre des espèces reçues de municipalités, le plus souvent dans des situations où une municipalité a émis des titres de créance et n'a pas immédiatement besoin du produit découlant de l'émission. La durée des obligations au titre des CPG varie, la durée moyenne étant d'environ 18 mois, et les paiements font l'objet d'un swap à un taux variable. Nous investissons ensuite les espèces reçues de municipalités principalement dans des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des agences et non garantis par des agences (se reporter au tableau précédent).

Les réductions de valeur de 142 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre découlent de la diminution de la juste valeur de nos positions liées aux activités de négociation, selon les prix du marché. Au 30 avril 2008, la juste valeur de notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain s'élevait à 3 322 millions de dollars, en baisse par rapport à 4 379 millions au 31 janvier 2008. Cette baisse tient au montant net des titres arrivés à échéance et des ventes ainsi qu'à la diminution de la valeur de certaines positions.

### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain

	Au 30 avril 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Prêts aux grandes entreprises et titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	769 \$	734 \$	21 \$	43 \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Prêts – Prêts de gros.

Dans le cadre de nos activités liées à des titres adossés à des créances hypothécaires, nous effectuons le montage de prêts hypothécaires commerciaux aux États-Unis et les conservons jusqu'à ce que nous ayons l'occasion de les titriser moyennant une commission en émettant des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Les prêts que nous conservons sont classés comme détenus à des fins de transaction.

Le secteur Marché des Capitaux a comptabilisé une perte de 21 millions de dollars ce trimestre, en raison de la détérioration des marchés du crédit et de la réduction des liquidités sur le marché de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Au 30 avril 2008, la juste valeur des titres que nous détenions s'élevait à 734 millions de dollars.

### Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain

	Au 30 avril 2008		Réductions de valeur	
	Valeur nominale (1)	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque	7 660 \$	6 519 \$	76 \$	76 \$

(1) La valeur nominale représente le montant total des placements protégés en vertu de contrats à valeur stable et est présentée à titre de produits à valeur stable à la note 14 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La juste valeur représente la juste valeur estimative actuelle des placements auxquels les contrats à valeur stable font référence.

Nos solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain fournissent des polices à valeur stable liées aux polices d'assurance vie détenues par une banque que les banques souscrivent relativement à un groupe d'employés admissibles. L'entité qui souscrit ce type de police verse les primes à la société d'assurance, et ces primes sont ensuite investies dans un portefeuille d'actifs admissibles. Lorsque l'assurance est en vigueur, l'entité qui a souscrit l'assurance touche un bénéfice exonéré d'impôt qui est lié au rendement des actifs sous-jacents, et il touche également un capital-décès lorsque survient le décès d'un assuré.

Les contrats à valeur stable fournies dans le cadre de nos solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain réduisent la volatilité des flux de rentrées stables exonérés d'impôt liés aux actifs de la police que touchent les entités ayant souscrit une police d'assurance vie détenue par une banque. Si l'entité annule sa police avant qu'elle

n'arrive à échéance, nous sommes généralement tenus, en vertu des modalités de la police à valeur stable, de suppléer l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des actifs sous-jacents. L'entité recevra un paiement représentant cet écart de valeur, mais elle devra payer des impôts sur la valeur de rachat, elle renoncera aux flux de rentrées stables exonérés d'impôt tirés de la police, et elle pourrait être exposée à des passifs d'impôts reportés à long terme non couverts.

Au 30 avril 2008, l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur de nos polices d'assurance détenues par une banque se chiffrait à 1 141 millions de dollars. Ce montant représente la perte qui serait constatée si toutes les polices d'assurance étaient rachetées à cette date. Le secteur Marchés des Capitaux a comptabilisé des réductions de valeur de 76 millions de dollars ce trimestre, dont une tranche de 6 millions représente les pertes réalisées sur une police résiliée.

## Services de soutien généraux

### Prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2008		Réductions de valeur	
	Valeur nominale	Juste valeur	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008
Détenus à des fins de transaction				
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A et autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles	540 \$	463 \$	73 \$	73 \$
Disponibles à la vente				
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	1 292	1 041	9	9
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	348	202	58	58
<b>Total</b>	<b>2 180 \$</b>	<b>1 706 \$</b>	<b>140 \$</b>	<b>140 \$</b>

Les réductions de valeur de 73 millions de dollars liées aux Services de soutien généraux comptabilisées ce trimestre découlent de la diminution de la juste valeur de certains titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles détenus à des fins de transaction. Nous détenons également des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A et des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque disponibles à la vente, par

l'entremise des Services de soutien généraux et d'autres secteurs d'activité. Des réductions de valeur de 67 millions de dollars ont trait à certains titres disponibles à la vente liés aux Services de soutien généraux qui sont considérés comme ayant subi une perte de valeur durable, selon les estimations de la juste valeur fondées sur les prix du marché, et reflètent une détérioration de la qualité du crédit.

### Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Comme il est expliqué en détail à la note 3 de nos états financiers consolidés non vérifiés, les montants bruts des gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente s'élevaient à 475 millions de dollars et à 779 millions, respectivement, au 30 avril 2008. Ces résultats sont pris en compte dans la perte non réalisée nette de 248 millions de dollars après impôts sur les titres disponibles à la vente, laquelle a été portée en déduction des capitaux propres. Nos portefeuilles de titres disponibles à la vente comprennent des créances

du gouvernement (créances des gouvernements canadien et américain et autres créances de gouvernements de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques), des titres d'emprunt de sociétés et autres créances, des titres adossés à des créances hypothécaires, des titres de participation, des titres adossés à des créances mobilières et des titres de substitut de prêt ayant un coût non amorti totalisant 35 140 millions de dollars et une juste valeur de 34 836 millions.

### Rendement pour l'exercice à ce jour par rapport aux objectifs établis pour 2008

Nous avons établi nos objectifs pour 2008 en novembre 2007, en fonction de nos perspectives économiques et commerciales pour 2008. Nous étions conscients du fait que le début de 2008 serait difficile, en raison de la volatilité continue des marchés et du ralentissement de la croissance économique, mais nous ne nous attendions pas à ce que ces conditions se maintiennent aussi longtemps, ni à ce qu'elles aient de si vastes répercussions. Au deuxième trimestre de 2008, le Canada et les États-Unis ont affiché une baisse de la croissance économique, pour laquelle une analyse est présentée à la rubrique Revue économique et revue des marchés et perspectives pour 2008. Cependant, les progrès réalisés relativement à l'atteinte de nos objectifs pour l'exercice à ce jour ont été touchés principalement par les réductions de valeur constatées et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre de nos services bancaires aux États-Unis, ainsi que par la compression des écarts. Notre situation de capital demeure solide, le ratio du capital de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle II s'étant chiffré à 9,5 %, soit un résultat de loin supérieur à l'objectif de plus de 8 %.

Nous nous attendons à ce que le ratio du capital de première catégorie demeure de loin supérieur à notre objectif de 8 %+ en 2008. La conjoncture des marchés a eu des répercussions importantes sur notre capacité à atteindre nos autres objectifs en matière de rendement. Les marchés financiers continuent de refléter les pressions qui s'exercent sur les liquidités et sur les prix. Les actifs liés à nos activités de négociation sont détenus à la juste valeur, laquelle est calculée au moyen des prix du marché ou de modèles d'évaluation fondés sur des hypothèses concernant les conditions du marché. Par conséquent, les justes valeurs des actifs liés à nos activités de négociation et leur incidence sur nos résultats financiers dépendront des faits qui surviendront sur le marché dans l'avenir. Malgré les défis avec lesquels nous devons composer à court terme, nous continuons de viser une croissance à long terme pour nos actionnaires.

### Principaux événements de 2008

**Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW) :** Le 14 février 2008, le secteur Gestion de patrimoine a annoncé qu'il comptait acquérir FBW, une société de courtage en valeurs mobilières de plein exercice comptant environ 330 conseillers financiers et gérant des actifs d'une valeur de 18,5 milliards de dollars US. Cette acquisition nous permettra d'accroître considérablement notre présence dans les régions de l'est, du Midwest et du centre de la zone Atlantique des États-Unis. L'acquisition se fera sous réserve des conditions d'usage, notamment l'approbation par les autorités de réglementation et par les actionnaires, et elle devrait être conclue au troisième trimestre de 2008.

**Alabama National Bancorporation (ANB) :** Le 22 février 2008, le secteur Services bancaires américains et internationaux a finalisé conclu l'acquisition d'ANB, qui a donné lieu à l'ajout de 103 succursales à notre réseau de services de détail et qui a renforcé ce réseau en portant à plus de 430 le nombre de nos succursales dans le sud-est des États-Unis.

	Objectifs pour 2008	Rendement pour le premier semestre
1. Croissance du bénéfice dilué par action	7 % – 10 %	(23)%
2. Levier d'exploitation défini (1)	> 3 %	(3,0)%
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20%+	18,5 %
4. Ratio du capital de première catégorie (2)	8%+	9,5 %
5. Ratio de distribution	40% – 50 %	60 %

(1) Notre levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II, lequel modifie la méthode utilisée pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques et le capital réglementaire.

**Événements postérieurs à la fin du trimestre**

*Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N)* : Le 1<sup>er</sup> mai 2008, le secteur Gestion de patrimoine a finalisé l'acquisition de PH&N, opération qui a donné lieu à la création du plus important gestionnaire d'actifs du secteur privé au Canada, selon la quantité d'actifs sous gestion.

**Nouveau secteur Assurances** : Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> mai 2008 et comme nous l'annoncions le 11 avril 2008, nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités faisaient auparavant partie du secteur Services bancaires canadiens, et nous avons changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux, qui sera dorénavant connu sous le nom de Services bancaires internationaux. Le secteur Assurances comprend toutes nos activités d'assurance à l'échelle mondiale, dans le cadre desquelles nous offrons un vaste éventail de produits et services d'assurance vie et d'assurances crédit, maladie, voyage, habitation et automobile aux particuliers et aux entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et à l'étranger, ainsi que des services de réassurance. Nous présenterons nos résultats selon nos nouveaux secteurs d'exploitation à compter du troisième trimestre de 2008.

**Premier appel public à l'épargne effectué par Visa Inc.**

Nous avons constaté une perte nette de 20 millions de dollars (17 millions après impôts) au titre des actions de Visa Inc. que nous détenons, y compris celles qui étaient assujetties à un rachat obligatoire au moment du premier appel public à l'épargne effectué par Visa ce trimestre. La perte nette comprend une perte de 35 millions de dollars constatée dans le secteur Services bancaires canadiens au titre des actions qui étaient assujetties à un rachat obligatoire, laquelle représente l'écart entre le prix auquel nous avons comptabilisé les actions au moment où nous les avons reçues le 3 octobre 2007, lors de la restructuration de Visa Canada, et le prix de ces actions en vertu du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Le secteur Services bancaires américains et internationaux a constaté un gain de 15 millions de dollars relativement aux actions détenues lors du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. À l'heure actuelle, nous détenons environ 2,9 millions d'actions de Visa Inc. de deux catégories différentes, qui sont comptabilisées au coût initial et qui continueront de l'être jusqu'à ce que les restrictions en matière de vente et de cession qui leur sont liées arrivent à échéance, soit trois ans après le premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Nous avons comptabilisé ces actions comme des titres disponibles à la vente, pour un coût moyen d'environ 52 \$ US.

**Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien**

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié de 14 % en moyenne par rapport au deuxième trimestre de 2007. Nous avons constaté une perte nette au titre de nos activités libellées en dollars américains, qui tient principalement aux réductions de valeur découlant des perturbations continues sur le marché et à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. En raison de l'appréciation du dollar canadien, la valeur de conversion de la perte nette libellée en dollars américains s'est traduite par une augmentation de 40 millions de dollars du bénéfice consolidé et par une hausse de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 15 % par rapport au premier semestre de 2007, ce qui a donné lieu à une baisse de 5 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007	Premier semestre de 2008 par rapport au premier semestre de 2007
Taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien (moyenne)		
30 avril 2008	0,994	0,998
30 avril 2007	0,874	0,867
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	14 %	15 %
Total des revenus, en baisse	65 \$	285 \$
Frais autres que d'intérêt, en baisse	125	255
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	40	(5)
Bénéfice par action de base, en hausse	0,03 \$	– \$
Bénéfice dilué par action, en hausse	0,03 \$	– \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation

**Total des revenus**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Intérêts créditeurs	6 405 \$	6 824 \$	6 594 \$	13 229 \$	13 021 \$
Intérêts débiteurs	4 166	4 650	4 705	8 816	9 282
Revenu net d'intérêt	2 239 \$	2 174 \$	1 889 \$	4 413 \$	3 739 \$
Services de placement (1)	1 121 \$	1 141 \$	1 093 \$	2 262 \$	2 140 \$
Activités d'assurance (2)	800	841	855	1 641	1 675
Activités de négociation	(273)	366	575	93	1 378
Services bancaires (3)	690	757	684	1 447	1 333
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	163	216	319	379	607
Autres (4)	214	152	254	366	495
Revenus autres que d'intérêt	2 715 \$	3 473 \$	3 780 \$	6 188 \$	7 628 \$
<b>Total des revenus</b>	<b>4 954 \$</b>	<b>5 647 \$</b>	<b>5 669 \$</b>	<b>10 601 \$</b>	<b>11 367 \$</b>
<b>Renseignements supplémentaires</b>					
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)					
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	272 \$	95 \$	(31)\$	367 \$	(182)\$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	(273)	366	575	93	1 378
<b>Total</b>	<b>(1)\$</b>	<b>461 \$</b>	<b>544 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>1 196 \$</b>
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	(328)\$	132 \$	221 \$	(196)\$	596 \$
Titres de participation	221	177	232	398	433
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	106	152	91	258	167
<b>Total</b>	<b>(1)\$</b>	<b>461 \$</b>	<b>544 \$</b>	<b>460 \$</b>	<b>1 196 \$</b>

- (1) Comprend les commissions de courtage en valeurs mobilières, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.  
(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.  
(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.  
(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, (la perte nette) le gain net à la vente de titres disponibles à la vente et les revenus tirés des opérations de titrisation.  
(5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt. Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus tirés des titres liquides et des dérivés sous-jacents.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

Le total des revenus a diminué de 715 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur découlant des perturbations continues sur le marché. La diminution tient aussi à la réduction des activités de montage de prêts et de titres de participation, ainsi qu'à l'incidence défavorable de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des revenus tirés de certaines activités de négociation sur les marchés financiers, ainsi que par la croissance des soldes des clients liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, qui tient à la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et à nos activités continues à des fins d'expansion, y compris les acquisitions effectuées.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 350 millions de dollars ou 19 %, résultat qui tient en grande partie à la baisse des coûts de financement sur certaines positions liées aux activités de négociation ainsi qu'à la forte croissance des prêts et des dépôts, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 28 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement de l'accroissement des services de garde et des activités de prêts de titres, de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète les ventes nettes plus élevées ainsi que l'embauche de conseillers chevronnés, ainsi que de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel, laquelle reflète l'incertitude caractérisant les conditions du marché.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 55 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. La diminution reflète principalement les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement contrebalancé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. La diminution a été neutralisée en partie par

l'augmentation de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont subi une baisse de 848 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Le total des pertes liées aux activités de négociation s'est établi à 1 million de dollars, comparativement à des revenus tirés des activités de négociation de 544 millions l'an dernier. Cette baisse tient principalement aux réductions de valeur découlant des perturbations continues sur le marché. La diminution a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, opérations de change et activités de négociation de dérivés sur actions, qui tiennent aux taux d'intérêt à la baisse et à la plus grande volatilité des marchés, ainsi que par un gain au titre de la variation de la juste valeur de certains passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, lequel découle de l'élargissement de nos écarts de taux. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur constatées au deuxième trimestre et pour l'exercice à ce jour, se reporter à la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 6 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier. La hausse des revenus tirés des opérations de change découlant principalement de l'accroissement des volumes de transactions a été en grande partie neutralisée par la diminution des frais bancaires et par la réduction des activités de syndication de prêts.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont reculé de 156 millions de dollars ou 49 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation ainsi que des activités de fusion et d'acquisition.

Les *autres revenus* ont diminué de 40 millions de dollars ou 16 %. Cette baisse est en grande partie imputable aux réductions de valeur de certains portefeuilles de titres disponibles à la vente détenus dans le secteur Services de soutien généraux, à la contrepassation de gains non réalisés comptabilisés précédemment au titre des contrats dérivés de crédit comptabilisés à la juste valeur ayant servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et à la

perte nette découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par des gains liés à la variation de la juste valeur de certains dérivés de crédit liés aux couvertures économiques, par des gains découlant de la variation de la juste valeur de nos passifs liés aux financements à terme et des débentures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction en raison de l'élargissement de nos écarts de taux, ainsi que par les gains liés aux activités de titrisation.

#### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le total des revenus a diminué de 766 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur découlant des perturbations continues sur le marché. Ce résultat à la baisse est aussi imputable à la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation et à l'incidence négative de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos revenus libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des revenus tirés de certaines activités de négociation sur les marchés financiers découlant des taux d'intérêt à la baisse et de la volatilité accrue des marchés, ainsi que par la croissance des soldes des clients liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 674 millions de dollars ou 18 %, résultat qui tient en grande partie à la baisse des coûts de financement sur certaines positions liées aux activités de négociation ainsi qu'à la forte croissance des prêts et des dépôts, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 122 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement de l'accroissement des services de garde et des activités de prêts de titres et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète les ventes nettes plus élevées ainsi que l'embauche de conseillers chevronnés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos services de courtage traditionnel.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont diminué de 34 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier. La diminution reflète principalement les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement contrebalancé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance ainsi que par la réduction des ventes de rentes aux États-Unis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont subi une baisse de 1 285 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 460 millions de dollars, en baisse de 736 millions ou 62 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat tient en grande partie aux réductions de valeur découlant des perturbations continues sur le marché. La baisse a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation

de titres à revenu fixe, opérations de change et activités de négociation de dérivés sur actions, découlant des taux d'intérêt à la baisse et de la volatilité accrue des marchés, et par un gain au titre de la variation de la juste valeur de nos passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 114 millions de dollars ou 9 %, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus tirés des opérations de change découlant en grande partie de l'accroissement des volumes de transactions et de l'augmentation des activités de syndication de prêts.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont reculé de 228 millions de dollars ou 38 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Les *autres revenus* ont diminué de 129 millions de dollars ou 26 %. Cette baisse est en grande partie imputable aux réductions de valeur de certains titres disponibles à la vente détenus dans le secteur Services de soutien généraux, à la baisse des distributions sur les placements privés et à un écart de conversion lié à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains. La diminution tient aussi à l'écart de conversion favorable comptabilisé l'an dernier relativement à la réaffectation de certains capitaux de placements étrangers, à la perte nette découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa ainsi qu'à la baisse du gain découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique à notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est compensée en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt).

La baisse des autres revenus a été neutralisée en partie par des gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés de crédit liés aux couvertures économiques, par des gains découlant de la variation de la juste valeur de nos passifs liés au financement à terme et des débentures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, ainsi que par les gains liés à la variation de la juste valeur des dérivés de crédit comptabilisés à la juste valeur ayant servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

#### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le total des revenus a diminué de 693 millions de dollars ou 12 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des réductions de valeur plus importantes découlant des perturbations continues sur le marché, de la baisse des revenus tirés des activités de négociation, de la contrepassation de gains non réalisés constatés précédemment relativement à des dérivés de crédit comptabilisés à la juste valeur ayant servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, de l'incidence défavorable de facteurs saisonniers tels que le fait que les résultats liés à nos services bancaires portent sur quelques jours de moins et de la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des gains liés aux activités de titrisation et des gains découlant des variations de la juste valeur de certains dérivés relatifs aux couvertures économiques.

#### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Salaires	924 \$	891 \$	880 \$	1 815 \$	1 744 \$
Rémunération variable	535	766	804	1 301	1 595
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	297	294	295	591	589
Rémunération à base d'actions	44	41	43	85	101
Ressources humaines	1 800 \$	1 992 \$	2 022 \$	3 792 \$	4 029 \$
Autres charges	1 170	1 128	1 126	2 298	2 186
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>2 970 \$</b>	<b>3 120 \$</b>	<b>3 148 \$</b>	<b>6 090 \$</b>	<b>6 215 \$</b>

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 178 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse, l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, ainsi que notre gestion efficace des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'expansion des équipes de vente et de service dans nos succursales bancaires et au sein de *RBC Dexia IS* ainsi que par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'incidence des acquisitions effectuées aux États-Unis, l'ouverture de nouvelles succursales au Canada et l'ouverture de bureaux internationaux.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 125 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la

diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse et l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les succursales supplémentaires découlant de l'incidence des acquisitions effectuées aux États-Unis, l'ouverture de nouvelles succursales au Canada, l'ouverture de bureaux internationaux et l'expansion des équipes de vente et de service dans nos succursales bancaires et au sein de *RBC Dexia IS*.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 150 millions de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse. Ce résultat a été neutralisé en partie par la hausse des coûts liés à l'effectif, des frais d'occupation et des frais d'intégration liés à l'acquisition de ANB.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Prêts hypothécaires résidentiels	3 \$	3 \$	1 \$	6 \$	3 \$
Prêts aux particuliers	110	110	96	220	187
Prêts sur cartes de crédit	66	65	59	131	108
Prêts aux petites entreprises (1)	12	9	7	21	15
<b>Prêts de détail</b>	<b>191</b>	<b>187</b>	<b>163</b>	<b>378</b>	<b>313</b>
Prêts aux entreprises (2)	159	94	32	253	44
Prêts aux États souverains (3)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (4)	–	–	–	–	–
<b>Prêts de gros</b>	<b>159</b>	<b>94</b>	<b>32</b>	<b>253</b>	<b>44</b>
Dotation aux provisions spécifiques	350 \$	281 \$	195 \$	631 \$	357 \$
Dotation à la provision générale	(1)	12	(7)	11	(7)
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>349 \$</b>	<b>293 \$</b>	<b>188 \$</b>	<b>642 \$</b>	<b>350 \$</b>
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,54 %	0,44 %	0,35 %	0,49 %	0,31 %

(1) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement, y compris les activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

(3) Par États souverains, on entend toutes les Administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(4) Par banques, on entend principalement les institutions de dépôt réglementées et les maisons de courtage.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 161 millions de dollars ou 86 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement une hausse des provisions spécifiques. Les provisions spécifiques se sont accrues de 155 millions de dollars ou 79 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels, particulièrement en Californie, en Géorgie et en Arizona, ainsi que la hausse des radiations au titre de nos prêts de détail, laquelle reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement de la conjoncture dans ce pays. Le résultat à la hausse reflète également une dotation à la provision de 35 millions de dollars au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) offerts par des conduits multicédants administrés par RBC et la baisse des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, qui reflète principalement la croissance des portefeuilles, a également contribué au résultat à la hausse.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 292 millions de dollars ou 83 % par rapport à l'an dernier, résultat qui est en grande partie imputable à l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels, ainsi qu'à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de détail, résultat qui reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement économique dans ce pays. Le résultat à la hausse reflète également une dotation à la provision de 35 millions de dollars au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA administrés par RBC et la baisse des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, qui reflète principalement la croissance des portefeuilles et les taux de perte plus élevés, a également contribué au résultat à la hausse.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 56 millions de dollars ou 19 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est en grande partie imputable à l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis,

principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels, ainsi qu'à l'augmentation des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, y compris la dotation à la provision de 35 millions de dollars mentionnée précédemment.

**Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	374 \$	472 \$	524 \$	846 \$	893 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	174	144	153	318	300
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	<b>548 \$</b>	<b>616 \$</b>	<b>677 \$</b>	<b>1 164 \$</b>	<b>1 193 \$</b>

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 129 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution reflète principalement les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement neutralisé par les revenus liés aux activités d'assurance, l'amélioration des sinistres au titre des polices d'assurance vie universelle, la baisse des coûts liés aux sinistres en matière d'invalidité et l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la croissance de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices

d'assurance ont diminué de 29 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution reflète les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement neutralisé par les revenus liés aux activités d'assurance, ainsi que l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la croissance de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 68 millions de dollars ou 11 % par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est en grande partie attribuable aux répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement neutralisé par les revenus liés aux activités d'assurance.

**Impôts**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Bénéfice net avant impôts	1 087 \$	1 618 \$	1 656 \$	2 705 \$	3 609 \$
Charge d'impôts	156	343	353	499	788
<b>Taux d'imposition effectif (1)</b>	<b>14,4 %</b>	<b>21,2 %</b>	<b>21,3 %</b>	<b>18,4 %</b>	<b>21,8 %</b>

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

La charge d'impôts a diminué de 197 millions de dollars ou 56 % par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts. La réduction du taux d'imposition effectif tient principalement aux pertes et aux réductions de valeur enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés, au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la contrepassation, au deuxième trimestre de 2007, de montants passés en charges, en raison du règlement favorable d'une vérification fiscale.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)**

La charge d'impôts a diminué de 289 millions de dollars ou 37 % par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts.

La réduction du taux d'imposition effectif tient principalement au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes), à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes, ainsi qu'aux pertes et aux réductions de valeur enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la contrepassation, au deuxième trimestre de 2007, de montants passés en charges, en raison du règlement favorable d'une vérification fiscale.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

La charge d'impôts a reculé de 187 millions de dollars ou 55 % par rapport au trimestre précédent. La réduction du taux d'imposition tient principalement aux pertes et aux réductions de valeur enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés.

## Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché. Plus de détails sont fournis aux pages 51 et 52 de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2008		2007				2006	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu net d'intérêt	2 239 \$	2 174 \$	2 031 \$	1 965 \$	1 889 \$	1 850 \$	1 731 \$	1 766 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 715	3 473	3 584	3 515	3 780	3 848	3 618	3 440
<b>Total des revenus</b>	<b>4 954 \$</b>	<b>5 647 \$</b>	<b>5 615 \$</b>	<b>5 480 \$</b>	<b>5 669 \$</b>	<b>5 698 \$</b>	<b>5 349 \$</b>	<b>5 206 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	2 970	3 120	3 093	3 165	3 148	3 067	2 955	2 861
Dotation à la provision pour pertes sur créances	349	293	263	178	188	162	159	99
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	548	616	637	343	677	516	611	627
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 087 \$	1 618 \$	1 622 \$	1 794 \$	1 656 \$	1 953 \$	1 624 \$	1 619 \$
Impôts sur les bénéfices	156	343	255	349	353	435	342	381
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	3	30	43	50	24	24	19	44
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$	1 194 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	–	(1)	(17)
<b>Bénéfice net</b>	<b>928 \$</b>	<b>1 245 \$</b>	<b>1 324 \$</b>	<b>1 395 \$</b>	<b>1 279 \$</b>	<b>1 494 \$</b>	<b>1 262 \$</b>	<b>1 177 \$</b>
Bénéfice par action – de base	0,70 \$	0,96 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,97 \$	0,91 \$
– dilué	0,70 \$	0,95 \$	1,01 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,14 \$	0,96 \$	0,90 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (2)	0,994 \$	1,002 \$	1,001 \$	0,937 \$	0,874 \$	0,861 \$	0,897 \$	0,896 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,993	0,996	1,059	0,937	0,901	0,850	0,890	0,884

(1) Représente les activités abandonnées de RBC Mortgage Company.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

### Analyse des tendances

Les perturbations continues sur le marché ont influé sur notre bénéfice net consolidé au quatrième trimestre de 2007 et aux deux premiers trimestres de 2008. Nos résultats au cours des huit derniers trimestres reflètent en grande partie la hausse générale des revenus dans tous nos secteurs d'activité, sauf au deuxième trimestre de 2008, au cours duquel nous avons comptabilisé des réductions de valeur plus importantes qu'aux deux trimestres précédents. La diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation ce trimestre a également influé sur nos résultats. De plus, les revenus au quatrième trimestre de 2007 tenaient compte d'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. et de la hausse du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Les revenus ont aussi été touchés de façon défavorable par la diminution de la valeur de conversion des revenus et du bénéfice libellés en devises, laquelle découle de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollars américain pendant presque toute la période, et plus particulièrement au cours des deux derniers trimestres.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période. Ces frais ont diminué au deuxième trimestre de 2008, résultat qui reflète en grande partie la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse. La diminution des frais autres que d'intérêt au cours des deux trimestres les plus récents tient aussi à l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains. Au cours des autres trimestres, les frais autres que d'intérêt ont augmenté, résultat qui tient principalement à l'accroissement des coûts imputable à l'augmentation des activités, aux acquisitions et aux dépenses plus élevées engagées à l'appui de nos initiatives visant la croissance.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a affiché une tendance à la hausse au cours des sept derniers trimestres, après être demeurée à un creux cyclique en 2006, résultat qui reflète principalement un environnement de crédit généralement favorable et des recouvrements favorables au titre des prêts aux grandes entreprises. La croissance des portefeuilles ainsi que l'augmentation des taux de pertes et du nombre de prêts douteux ont contribué à la tendance vers des résultats qui tendent à se rapprocher des moyennes historiques. Au quatrième trimestre de 2007 et au cours des deux premiers trimestres de 2008, la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, en raison de la hausse du nombre de prêts douteux découlant principalement du repli du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'augmentation des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison des répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant les obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle. L'incidence des normes comptables concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a augmenté la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques et les ajustements de la provision actuarielle, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance.

Le taux d'imposition effectif a dans l'ensemble affiché une tendance à la baisse au cours de la période. Ce résultat tient en grande partie au bénéfice plus élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et au règlement favorable d'une vérification fiscale aux deuxième et troisième trimestres de 2007. Les résultats au quatrième trimestre de 2007 et aux deux premiers trimestres de 2008 reflètent les réductions de valeur. Ces pertes nettes ont été comptabilisées dans les pays où les taux d'imposition sont plus élevés. La baisse du taux d'imposition au titre du gain lié à la

restructuration de Visa Inc. comptabilisé au quatrième trimestre de 2007, lequel a été imposé à un taux sur les gains en capital moins élevé, a également contribué à la diminution du taux d'imposition effectif.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période. Cela reflète le bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

## Questions et contrôles comptables

### Conventions comptables et estimations critiques

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de notre rapport annuel 2007. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 38 à 42 de notre rapport annuel 2007.

### Modifications des conventions comptables ou des estimations

*Informations à fournir sur le capital et instruments financiers – comptabilisation et évaluation*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535 du *Manuel*, intitulé *Informations à fournir sur le capital*, en vertu duquel nous devons fournir aux utilisateurs des

informations qui leur permettent d'évaluer nos objectifs, nos processus et nos procédures de gestion du capital, ainsi que le chapitre 3862 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – présentation*, en vertu desquels nous sommes tenus de présenter davantage d'informations sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont nous gérons ces risques. Une analyse de ces normes est fournie à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant le trimestre terminé le 30 avril 2008, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à les aligner plus étroitement sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraits les chiffres correspondants des périodes précédentes.

### Nouveau secteur Assurances à compter du troisième trimestre de 2008

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> mai 2008 et comme nous l'annoncions le 11 avril 2008, nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités faisaient auparavant partie du secteur Services bancaires canadiens, et nous avons changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux, qui sera dorénavant connu sous le nom de Services bancaires internationaux. Nous présenterons nos résultats selon nos nouveaux secteurs d'exploitation à compter du troisième trimestre de 2008.

## Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, à savoir l'attribution des charges, l'attribution du capital, les prix de cession interne des fonds et la majoration au montant imposable équivalent aux fins de la constatation des revenus, sont décrites à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2007. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

### Changements effectués au premier semestre de 2008

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à notre cadre d'information de gestion et à nos secteurs d'exploitation au cours du premier semestre de 2008. Les résultats des secteurs d'exploitation pour les périodes antérieures ont tous été révisés en conséquence. Sauf indication

contraire, ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Au deuxième trimestre, nous avons révisé les soldes des primes d'assurance brutes et des dépôts liés au secteur Services bancaires canadiens, de manière à y inclure les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Nous avons transféré aux Services de soutien généraux la supervision des activités de gestion du portefeuille américain de prêts à risque et de titres garantis par des créances disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine, car les Services de soutien généraux possèdent une plus grande expertise en matière de gestion de ces types de placements, particulièrement compte tenu du contexte actuel des marchés. Nous avons comptabilisé une réduction de valeur de notre exposition au marché américain des prêts à risque de 58 millions de dollars dans les résultats du secteur Services de soutien généraux à l'égard de ce portefeuille. Les résultats comparatifs des secteurs n'ont pas été révisés pour refléter ce changement de gestion, en raison de l'importance de son incidence sur les périodes correspondantes.

Au premier trimestre, nous avons révisé le calcul des biens administrés du secteur Services bancaires canadiens, de manière qu'il reflète la prise en compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada.

Nous avons révisé les calculs du nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) de manière à ne pas tenir compte de la rémunération pour les jours fériés qui est versée aux employés à temps partiel, conformément à notre cadre d'information de gestion. Cela a entraîné une réduction du nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) présenté précédemment.

Nous avons amélioré les méthodes et paramètres utilisés pour déterminer le capital économique. Cela a donné principalement lieu à une réduction du capital lié au risque de marché relatif aux activités autres que de négociation attribué à nos secteurs d'exploitation et à une augmentation du capital lié au risque de crédit attribué au secteur Marchés des Capitaux.

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 octobre 2007, nous avons reclassé i) le montant des nouveaux prêts douteux et le montant brut des prêts douteux, ii) le montant net des prêts douteux et iii) la provision pour pertes sur créances et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui ont été surévaluées de 30 millions de dollars,

de 22 millions et de 8 millions, respectivement, au titre du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels de détail aux États-Unis, et qui ont été sous-évalués de 30 millions, de 22 millions et de 8 millions, respectivement, au titre du portefeuille de prêts de gros lié au secteur Immobilier et secteurs connexes aux États-Unis. Les montants totaux relatifs aux nouveaux prêts douteux, au montant brut des prêts douteux, au montant net des prêts douteux, à la provision pour pertes sur créances et à la dotation à la provision pour pertes sur créances demeurent inchangés. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur notre bénéfice net consolidé ni sur notre bilan.

Nous avons reclassé dans le revenu net d'intérêt certains revenus tirés des activités de négociation comptabilisés au quatrième trimestre de 2007 sous le poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter leur nature. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des revenus tirés des activités de négociation.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

### Principales mesures du rendement

#### *Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque*

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque à titre de mesures du

rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

	Pour le trimestre terminé le						Pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2008						31 janvier 2008	30 avril 2007
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	700 \$	180 \$	33 \$	8 \$	(16)\$	905 \$	1 221 \$	1 257 \$
Moyenne du capital de risque (2)	6 000 \$	1 000 \$	2 150 \$	3 900 \$	1 100 \$	14 150 \$	13 650 \$	14 650 \$
Ajouter : capital non attribué	–	–	–	–	3 000	3 000	3 650	1 700
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 000	1 100	2 400	900	–	6 400	5 450	5 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 000 \$	2 100 \$	4 550 \$	4 800 \$	4 100 \$	23 550 \$	22 750 \$	21 950 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	35,5 %	34,8 %	3,0 %	0,7 %	(1,6)%	15,6 %	21,4 %	23,5 %
Rendement du capital de risque	47,4 %	72,4 %	6,3 %	0,8 %	n.s.	26,0 %	35,6 %	35,2 %

	Pour le semestre terminé le						Pour le semestre terminé le
	30 avril 2008						30 avril 2007
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Services bancaires américains et internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)							
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 454 \$	359 \$	61 \$	307 \$	(55)\$	2 126 \$	2 735 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 950 \$	950 \$	1 950 \$	4 000 \$	1 050 \$	13 900 \$	14 350 \$
Ajouter : capital non attribué	–	–	–	–	3 300	3 300	1 800
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 050	1 100	1 900	900	–	5 950	5 500
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 000 \$	2 050 \$	3 850 \$	4 900 \$	4 350 \$	23 150 \$	21 650 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,6 %	35,2 %	3,2 %	12,6 %	(2,5)%	18,5 %	25,5 %
Rendement du capital de risque	49,3 %	74,5 %	6,3 %	15,4 %	n.s.	30,8 %	38,4 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont également désignés à titre de capital attribué.
- n.s. : non significatif

### Mesures hors PCGR

#### Levier d'exploitation défini

Conformément à notre cadre de gestion, nous utilisons et présentons le levier d'exploitation défini, qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Le levier d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des

entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées n'est pas prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus en 2007 excluent également les ajustements comptables liés à l'adoption des normes concernant les instruments financiers. Les résultats des activités d'Assurance mondiale sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation défini.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation défini :

	Pour le semestre terminé le		Variation
	30 avril 2008	30 avril 2007	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
<b>Total des revenus</b>	<b>10 601 \$</b>	<b>11 367 \$</b>	
Ajouter : ajustement lié au montant imposable équivalent	222	136	
Déduire : revenus liés aux EDDV	(10)	19	
Déduire : revenus tirés des activités d'Assurance mondiale	1 641	1 715	
Déduire : incidence des normes comptables concernant les instruments financiers (1)	–	65	
<b>Total des revenus (ajusté)</b>	<b>9 192 \$</b>	<b>9 704 \$</b>	<b>(5,3)%</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>6 090 \$</b>	<b>6 215 \$</b>	
Déduire : frais autres que d'intérêt liés aux activités d'Assurance mondiale	277	263	
<b>Frais autres que d'intérêt (ajusté)</b>	<b>5 813 \$</b>	<b>5 952 \$</b>	<b>(2,3)%</b>
<b>Levier d'exploitation défini pour le semestre terminé le 30 avril 2008</b>			<b>(3,0)%</b>

- (1) Exclut l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'Assurance mondiale, de l'adoption des normes comptables concernant les instruments financiers.

## Services bancaires canadiens

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	1 636 \$	1 687 \$	1 559 \$	3 323 \$	3 106 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 451	1 561	1 521	3 012	3 055
<b>Total des revenus</b>	<b>3 087 \$</b>	<b>3 248 \$</b>	<b>3 080 \$</b>	<b>6 335 \$</b>	<b>6 161 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	1 298 \$	1 331 \$	1 295 \$	2 629 \$	2 570 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	224	214	204	438	386
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	548	616	677	1 164	1 193
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>1 017 \$</b>	<b>1 087 \$</b>	<b>904 \$</b>	<b>2 104 \$</b>	<b>2 012 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>708 \$</b>	<b>762 \$</b>	<b>618 \$</b>	<b>1 470 \$</b>	<b>1 389 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Particuliers clients	1 308 \$	1 333 \$	1 262 \$	2 641 \$	2 499 \$
Services financiers à l'entreprise	584	620	552	1 204	1 107
Solutions cartes et paiements	394	455	411	849	840
Assurance mondiale	801	840	855	1 641	1 715
<b>Principales données moyennes et autres renseignements (2)</b>					
Rendement des capitaux propres (3)	35,5 %	37,6 %	29,0 %	36,6 %	32,4 %
Rendement du capital de risque (3)	47,4 %	51,2 %	39,0 %	49,3 %	43,4 %
Marge nette d'intérêt (4)	3,00 %	3,08 %	3,25 %	3,04 %	3,22 %
Levier d'exploitation (services bancaires) (5)	3,0 %	4,1 %	9,6 %	3,6 %	8,0 %
Total des actifs productifs (2), (6)	221 800 \$	218 100 \$	196 800 \$	219 900 \$	194 700 \$
Prêts et acceptations (2), (6)	221 500	216 700	195 900	219 100	193 700
Dépôts (2)	152 800	152 900	145 100	152 900	145 600
Biens administrés (7)	124 300	115 600	113 100	124 300	113 100
Biens sous gestion	300	300	300	300	300
Primes d'assurance et dépôts, montant brut (8)	898	945	816	1 843	1 711
<b>Services bancaires (1)</b>					
Total des revenus	2 286 \$	2 408 \$	2 225 \$	4 694 \$	4 446 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	224	214	204	438	386
Frais autres que d'intérêt	1 156	1 196	1 160	2 352	2 307
<b>Bénéfice net</b>	<b>604</b>	<b>673</b>	<b>566</b>	<b>1 277</b>	<b>1 152</b>
<b>Assurance mondiale</b>					
Total des revenus	801 \$	840 \$	855 \$	1 641 \$	1 715 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	548	616	677	1 164	1 193
Frais autres que d'intérêt	142	135	135	277	263
<b>Bénéfice net</b>	<b>104</b>	<b>89</b>	<b>52</b>	<b>193</b>	<b>237</b>

(1) Les services bancaires se composent des services suivants : *Particuliers clients*, *Services financiers à l'entreprise* et *Solutions cartes et paiements*.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif. La moyenne de l'actif productif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(5) Le levier d'exploitation correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt des services bancaires.

(6) Le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, s'est établie à 20 milliards de dollars et à 5 milliards, respectivement (20 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2008; 19 milliards et 4 milliards au 30 avril 2007).

(7) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, le poste Biens administrés a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés pour tenir compte de ce changement.

(8) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2008, nous avons révisé les soldes des primes d'assurance brutes et des dépôts liés au secteur Services bancaires canadiens, de manière à y inclure les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés pour tenir compte de ce changement.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 90 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation tient principalement aux résultats à la hausse de l'Assurance mondiale, à l'accroissement continu des volumes et à la gestion efficiente des coûts liés à nos services bancaires. Une perte au titre du rachat de nos actions de Visa dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa a entraîné une baisse du bénéfice de 29 millions de dollars (35 millions avant impôts).

### Services bancaires

Le bénéfice net lié aux services bancaires a augmenté de 38 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient à la forte demande visant nos produits, y compris le financement aux fins

d'accession à la propriété en raison du maintien des solides activités sur le marché de l'habitation au Canada. La forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité a été neutralisée en partie par la diminution des écarts de taux et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. La réduction des frais autres que d'intérêt est en grande partie attribuable à notre gestion des coûts efficace et à la diminution de la rémunération liée au rendement découlant des résultats consolidés plus faibles, facteurs compensés en partie par la hausse des coûts liés à nos initiatives visant la croissance.

Le total des revenus a progressé de 61 millions de dollars ou 3 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance continue des volumes dans tous les secteurs d'activité, neutralisée en partie par la compression des écarts et par la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

Les revenus tirés des services *Particuliers clients* ont augmenté de 46 millions de dollars ou 4 %. L'augmentation reflète en grande partie la forte croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété et aux dépôts des particuliers, la hausse des revenus tirés des opérations de change attribuable essentiellement au volume accru des opérations et l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts et par la diminution des commissions de courtage en valeurs mobilières, laquelle reflète la baisse des commissions liées à nos services de courtage autogéré découlant de la concurrence sur les marchés.

Les revenus tirés des *Services financiers à l'entreprise* ont augmenté de 32 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement de la croissance des prêts aux entreprises et des dépôts des entreprises, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des écarts.

Les revenus tirés des *Solutions cartes et paiements* ont diminué de 17 millions de dollars ou 4 %, résultat qui est en grande partie imputable à la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa, à la diminution des écarts et à la hausse des coûts liés à notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Ces facteurs ont été compensés en partie par la forte croissance des revenus tirés des transactions et des soldes.

La marge nette d'intérêt a diminué de 25 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits de détail, qui est attribuable à la plus forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété et notre compte d'épargne à intérêt élevé, aux taux d'intérêt à la baisse et au maintien des pressions concurrentielles. La diminution tient aussi à la réduction des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 4 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Ce recul tient principalement à la gestion efficace des coûts et à la diminution des frais au titre de la rémunération liée au rendement découlant des résultats consolidés plus faibles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des frais liés aux équipes de vente et de service et par l'augmentation des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris l'ouverture de nouvelles succursales.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 20 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est imputable à la hausse des provisions au titre des prêts commerciaux, laquelle est en grande partie liée à un compte particulier, ainsi qu'à la croissance du portefeuille de prêts de détail.

#### Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a augmenté de 52 millions de dollars ou 100 % par rapport à l'an dernier, en raison de la diminution des coûts liés aux sinistres en matière d'invalidité et de l'amélioration des résultats techniques au titre des polices d'assurance vie universelle au Canada, ainsi que de la croissance de nos activités de réassurance. Une analyse détaillée des revenus tirés des activités d'assurance et des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance pour le deuxième trimestre et l'exercice à ce jour est présentée à la section Rendement financier.

#### **Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net s'est établi à 1 470 millions de dollars, en hausse de 81 millions ou 6 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la croissance continue de nos services bancaires. La hausse a été neutralisée en partie par les résultats à la baisse de l'Assurance mondiale, résultat qui reflète principalement l'incidence favorable de certains ajustements effectués à l'exercice précédent, ainsi que par la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa, qui a été comptabilisée dans les résultats liés aux services bancaires.

#### Services bancaires

Le bénéfice net lié aux services bancaires a augmenté de 125 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. La forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité a été neutralisée en partie par la diminution des écarts de taux et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que par la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance et par la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

Le total des revenus a progressé de 248 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance des soldes des prêts et des dépôts, l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement et la hausse des revenus tirés des opérations de change, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, par la baisse des commissions de courtage en valeurs mobilières, ainsi que par la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

La marge nette d'intérêt a diminué de 18 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits de détail, qui est attribuable à la plus forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété et notre compte d'épargne à intérêt élevé, aux taux d'intérêt à la baisse et au maintien des pressions concurrentielles. La diminution tient aussi à la réduction des écarts liés aux prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 45 millions de dollars ou 2 %. Ce résultat reflète principalement l'accroissement des frais liés aux équipes de vente et de service et la hausse des coûts à l'appui de nos initiatives visant la croissance, y compris l'ouverture de nouvelles succursales, facteurs neutralisés en partie par la gestion efficace des coûts et par la diminution des frais au titre de la rémunération liée au rendement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 52 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des provisions au titre des portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts sur cartes de crédit, laquelle tient essentiellement à la hausse des taux de pertes, ainsi qu'à la croissance du portefeuille de prêts de détail. La comptabilisation, au cours de la période considérée, d'un ajustement cumulatif au titre des prêts aux étudiants a également contribué à l'augmentation.

#### Assurance mondiale

Le bénéfice net de l'Assurance mondiale a reculé de 44 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier. Les résultats de l'an dernier tenaient compte d'un ajustement favorable de 40 millions de dollars (avant et après impôts) lié à la réaffectation de capitaux de placements étrangers, montant qui avait soutenu nos activités de réassurance contre les catastrophes, ainsi que d'un ajustement cumulatif de 38 millions (25 millions après impôts) concernant des périodes précédentes. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la croissance de nos activités de réassurance au cours de la période.

#### **Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

Le bénéfice net a diminué de 54 millions de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent. L'incidence défavorable des facteurs saisonniers sur nos services bancaires, y compris le fait que les résultats portent sur quelques jours de moins et la diminution des dépenses des clients, la compression des écarts liés aux dépôts et la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa ont contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse de l'Assurance mondiale, lesquels reflètent l'amélioration des résultats techniques au titre des polices d'assurance vie universelle ainsi que les gains à la valeur de marché sur les placements en titres de capitaux propres.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêt	113 \$	112 \$	104 \$	225 \$	212 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	542	539	524	1 081	1 026
Revenus tirés des transactions et autres revenus	335	302	380	637	762
<b>Total des revenus</b>	<b>990 \$</b>	<b>953 \$</b>	<b>1 008 \$</b>	<b>1 943 \$</b>	<b>2 000 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	732 \$	688 \$	722 \$	1 420 \$	1 424 \$
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>258 \$</b>	<b>265 \$</b>	<b>286 \$</b>	<b>523 \$</b>	<b>576 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>182 \$</b>	<b>181 \$</b>	<b>194 \$</b>	<b>363 \$</b>	<b>405 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Gestion de patrimoine – Canada	359 \$	363 \$	366 \$	722 \$	722 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	490	445	508	935	1 016
Gestion mondiale d'actifs	141	145	134	286	262
<b>Autres renseignements</b>					
Rendement des capitaux propres (1)	34,8 %	35,5 %	34,3 %	35,2 %	34,4 %
Rendement du capital de risque (1)	72,4 %	76,7 %	66,4 %	74,5 %	69,7 %
Biens administrés	481 500 \$	484 700 \$	505 800 \$	481 500 \$	505 800 \$
Biens sous gestion	172 800	164 700	158 700	172 800	158 700

Incidence de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains	Deuxième trimestre de	Premier semestre de
	2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007	2008 par rapport au premier semestre de 2007
Total des revenus : diminution	52 \$	110 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	43	87
Bénéfice net : diminution	7	18
<b>Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (2)</b>	<b>14 %</b>	<b>15 %</b>

(1) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 12 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier. Le résultat l'an dernier reflétait l'incidence favorable d'un gain de change de 10 millions de dollars (8 millions après impôts) au titre de certains dépôts comptabilisés à l'égard de notre division Gestion de patrimoine – États-Unis et International. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse de 7 millions de dollars du bénéfice comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus a diminué de 18 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'incidence de 52 millions de dollars de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos revenus libellés en dollars américains, facteur qui a largement neutralisé la hausse des revenus. La croissance des revenus tirés des services tarifés a été neutralisée en partie par la baisse des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos activités de courtage.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – Canada* ont reculé de 7 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement de la diminution des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos activités de courtage traditionnel et du nombre moins élevé de nouvelles émissions, résultats qui reflètent les difficiles conditions du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète la hausse des ventes nettes ainsi que l'embauche de conseillers chevronnés.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – États-Unis et International* ont subi une baisse de 18 millions de dollars ou 4 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 43 millions de dollars ou 10 %, en raison principalement de la prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., de la croissance des actifs liés aux

services tarifés des clients et de la croissance des dépôts et des prêts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant la croissance à l'échelle internationale. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos activités de courtage traditionnel découlant des difficiles conditions du marché, et par la constatation, à l'exercice précédent, d'un gain de change sur certains dépôts.

Les revenus tirés de la *Gestion mondiale d'actifs* ont augmenté de 7 millions de dollars ou 5 %, résultat qui reflète principalement le maintien des ventes nettes, qui a favorisé la croissance des biens sous gestion au Canada. La croissance des revenus a par ailleurs été touchée par la baisse des revenus tirés de nos services de gestion d'actifs aux États-Unis, ainsi que par le fait que les clients ont favorisé les fonds du marché monétaire, à rendements plus faibles, en raison de l'incertitude qui règne sur les marchés.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 10 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la prise en compte de l'acquisition de J.B. Hanauer et des coûts à la hausse à l'appui de la croissance des activités, y compris le nombre plus élevé de conseillers en placement et des autres professionnels en contact direct avec les clients, ainsi que de l'accroissement des frais d'occupation découlant de l'ouverture de bureaux à l'étranger. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de 43 millions de dollars de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que par la réduction des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus tirés des commissions.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a reculé de 42 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Le résultat l'an dernier a été touché de façon favorable par un gain de change de 27 millions de dollars (22 millions après impôts) au titre de certains dépôts ainsi que par la contrepassation favorable de charges d'impôts. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse de 18 millions de dollars du bénéfice comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus a diminué de 57 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'incidence de 110 millions de dollars de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, facteur qui a largement neutralisé la hausse des revenus. La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients dans tous les secteurs d'activité, la prise en compte de J.B. Hanauer et la croissance des prêts et des dépôts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays ont été neutralisées en partie par la réduction des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos activités de courtage et par un gain moindre découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage traditionnel aux

États-Unis (qui est contrebalancé en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt).

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'incidence favorable de 87 millions de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ainsi que la réduction de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos services de courtage aux États-Unis, comme il est mentionné ci-dessus. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les coûts liés à la prise en compte de J.B. Hanauer et par les coûts à la hausse à l'appui de la croissance des activités, y compris le nombre plus élevé de conseillers en placement et des autres professionnels en contact direct avec les clients, ainsi que l'accroissement des frais d'occupation découlant de l'ouverture de plusieurs bureaux à l'étranger.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net s'est établi à 182 millions de dollars, soit un résultat dans l'ensemble inchangé par rapport au trimestre précédent. La modeste croissance des revenus a été neutralisée par la hausse des coûts engagés principalement à l'appui de nos initiatives visant la croissance aux États-Unis et dans les autres pays.

### Services bancaires américains et internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêt	298 \$	248 \$	272 \$	546 \$	529 \$
Revenus autres que d'intérêt	266	237	221	503	409
<b>Total des revenus</b>	<b>564 \$</b>	<b>485 \$</b>	<b>493 \$</b>	<b>1 049 \$</b>	<b>938 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	428 \$	378 \$	381 \$	806 \$	729 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	91	71	10	162	20
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>45 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>102 \$</b>	<b>81 \$</b>	<b>189 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>38 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>134 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Services bancaires	349 \$	275 \$	309 \$	624 \$	585 \$
RBC Dexia IS (1)	215	210	184	425	353
<b>Principales données moyennes et autres renseignements (2)</b>					
Rendement des capitaux propres (3)	3,0 %	3,5 %	7,4 %	3,2 %	8,0 %
Rendement du capital de risque (3)	6,3 %	6,4 %	12,7 %	6,3 %	13,4 %
Prêts et acceptations	25 000 \$	21 000 \$	23 700 \$	22 900 \$	22 400 \$
Dépôts	40 700	35 200	35 600	37 900	33 600
Biens administrés – RBC Dexia IS (4)	2 697 000	2 922 000	2 764 900	2 697 000	2 764 900

Incidence de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros (1)	Deuxième trimestre de	Premier semestre de
	2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007	2008 par rapport au premier semestre de 2007
Total des revenus : diminution	38 \$	82 \$
Frais autres que d'intérêt : diminution	26	60
Bénéfice net : diminution	1	3
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (5)	14 %	15 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros (5)	(2)%	1 %

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBC Dexia IS.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 31 mars 2008, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(5) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a reculé de 29 millions de dollars ou 43 % par rapport à l'an dernier. Ce recul est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a été neutralisée en partie par la croissance des activités de *RBC Dexia IS* et de nos services bancaires aux États-Unis.

Le total des revenus a augmenté de 71 millions de dollars ou 14 % comparativement à l'an dernier.

Les revenus tirés des *Services bancaires* ont augmenté de 40 millions de dollars. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des *Services bancaires* ont augmenté de 77 millions de dollars ou 29 %, en raison principalement de la croissance de 30 % des prêts et de la croissance de 33 % des dépôts, qui reflètent la prise en compte de l'acquisition d'ANB et des revenus pour le trimestre complet découlant de l'acquisition de 39 succursales d'AmSouth, ainsi qu'un gain de 15 millions de dollars US lié à nos actions de Visa rachetées dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Le revenu net d'intérêt a également été touché par la compression des écarts, qui reflète la réduction des taux d'intérêt aux États-Unis et le nombre plus élevé de prêts douteux.

Les revenus de *RBC Dexia IS* ont augmenté de 31 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt tiré des dépôts et de la croissance des services de garde et des activités de prêt de titres. L'augmentation reflète aussi le reclassement prospectif de certains éléments des revenus, qui sont compensés au poste Frais autres que d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 47 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement la hausse des coûts découlant de l'acquisition d'ANB, la prise en compte, pour le trimestre complet, des coûts liés à l'effectif et des frais d'occupation des succursales d'AmSouth, ainsi que la hausse des coûts de traitement et des coûts liés à l'effectif de *RBC Dexia IS* engagés à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 81 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts de détail, résultats qui reflètent le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement économique dans ce pays.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a reculé de 65 millions de dollars ou 49 % par rapport à l'an dernier. Ce recul est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui a été neutralisée en partie par la croissance des activités de *RBC Dexia IS* et de nos services bancaires aux États-Unis.

Le total des revenus a augmenté de 111 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable à la croissance des revenus tirés des services bancaires découlant des acquisitions effectuées, y compris les acquisitions d'ANB et des succursales d'AmSouth, à la croissance des activités de *RBC Dexia IS* et au gain découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts liés aux services bancaires, laquelle découle du nombre plus élevé de prêts douteux et de la baisse des taux d'intérêt. L'incidence du raffermisssement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains a également contribué à la diminution. Les résultats de l'an dernier reflétaient aussi une perte au titre de la restructuration du portefeuille de placements des services bancaires américains.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 77 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement la hausse des coûts de traitement et des coûts liés à l'effectif de *RBC Dexia IS* engagés à l'appui de la croissance des activités et de nos acquisitions, y compris l'acquisition d'ANB et des succursales d'AmSouth. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 142 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail, résultat qui reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement économique dans ce pays.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 7 millions de dollars ou 23 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable au gain découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa, à la prise en compte de l'acquisition d'ANB aux États-Unis et à la croissance des activités de *RBC Dexia IS*. L'augmentation a été neutralisée en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêt (1)	451 \$	351 \$	169 \$	802 \$	225 \$
Revenus autres que d'intérêt	29	781	1 013	810	2 187
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>480 \$</b>	<b>1 132 \$</b>	<b>1 182 \$</b>	<b>1 612 \$</b>	<b>2 412 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	546 \$	734 \$	754 \$	1 280 \$	1 492 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	58	28	(5)	86	(13)
<b>Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)</b>	<b>(124)\$</b>	<b>370 \$</b>	<b>433 \$</b>	<b>246 \$</b>	<b>933 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>13 \$</b>	<b>304 \$</b>	<b>350 \$</b>	<b>317 \$</b>	<b>746 \$</b>
<b>Revenus par division</b>					
Marchés mondiaux	131 \$	596 \$	666 \$	727 \$	1 461 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	329	438	450	767	847
Autres	20	98	66	118	104
<b>Principales données moyennes et autres renseignements (2)</b>					
Rendement des capitaux propres (3)	0,7 %	23,9 %	28,5 %	12,6 %	30,7 %
Rendement du capital de risque (3)	0,8 %	29,1 %	34,4 %	15,4 %	37,1 %
Titres du compte de négociation	143 700 \$	144 800 \$	154 900 \$	144 300 \$	155 400 \$
Prêts et acceptations	36 800	36 600	27 800	36 700	27 600
Dépôts	137 200	127 300	130 400	132 200	128 200

Incidence de la conversion de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling	Deuxième trimestre de	Premier semestre
	2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007	de 2008 par rapport au premier semestre de 2007
Total des revenus : augmentation (diminution)	18 \$	(85)\$
Frais autres que d'intérêt : diminution	59	118
Bénéfice net : augmentation	46	23
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	14 %	15 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (4)	13 %	13 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2007.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le bénéfice net a diminué de 337 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de réductions de valeur de 714 millions découlant des perturbations continues sur le marché. Ces réductions de valeur ont eu une incidence de 323 millions de dollars après impôts et écritures de compensation connexes. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur constatées au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice, se reporter à la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier.

Le total des revenus a diminué de 702 millions de dollars ou 59 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur constatées.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont diminué de 535 millions de dollars ou 80 %, en raison principalement des réductions de valeur constatées. La diminution des activités de montage de prêts, principalement aux États-Unis, explique également en partie la baisse des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, opérations de change et activités de négociation de dérivés sur actions, qui tiennent aux taux d'intérêt à la baisse et à la plus grande volatilité des marchés, ainsi que par un gain découlant de la variation de la juste valeur de nos passifs désignés comme détenus à des fins de transaction par suite de l'élargissement de nos écarts de taux.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont reculé de 121 millions de dollars ou 27 %, en raison surtout de la diminution des activités de montage de titres de

participation et des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation d'actions aux États-Unis.

Les revenus tirés des *Autres services* ont diminué de 46 millions de dollars ou 70 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la contrepassation de gains non réalisés comptabilisés précédemment au titre de dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, car les écarts de taux liés aux comptes de certaines grandes entreprises ont diminué au cours du trimestre. Les recouvrements d'intérêts constatés à l'exercice précédent au titre d'un prêt lié aux activités des Crédits mondiaux qui était classé comme un prêt douteux auparavant ont également contribué à la diminution.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 208 millions de dollars ou 28 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la diminution des frais au titre de la rémunération variable, laquelle tient en grande partie aux réductions de valeur constatées.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 58 millions de dollars. Une tranche de 35 millions de dollars de ce montant a trait à la dotation à la provision au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC. L'an dernier, nous avons constaté un recouvrement de pertes sur créances de 5 millions de dollars. Pour de plus amples renseignements sur les prêts douteux consentis en vertu de ces facilités de liquidités, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit, sous la rubrique Risque de crédit.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le bénéfice net a diminué de 429 millions de dollars ou 58 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur constatées, de la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation, ainsi que de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés de plusieurs activités, laquelle découle de la baisse des taux d'intérêt et de la volatilité accrue des marchés, ainsi que par la diminution des frais au titre de la rémunération variable et par la réduction du taux d'imposition effectif.

Le total des revenus a diminué de 800 millions de dollars ou 33 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur constatées. La diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation, la baisse des distributions sur les placements privés et l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling expliquent également en partie la diminution du total des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, opérations de change et activités de négociation de dérivé sur actions, par un gain sur la variation de la juste valeur de nos passifs désignés comme détenus à des fins de transaction et par des gains sur les dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, car l'écart de taux a augmenté au cours de la période.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 212 millions de dollars ou 14 %, en raison principalement de la baisse des frais au titre de la

rémunération variable et de l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains et en livres sterling, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés au développement de systèmes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 86 millions de dollars. Une tranche de 35 millions de dollars de ce montant a trait à la dotation à la provision au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC. L'an dernier, nous avons constaté un recouvrement de pertes sur créances de 13 millions de dollars.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 291 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des réductions de valeur, de la diminution des revenus tirés des activités de négociation liées à certains de nos secteurs, de la réduction des activités de montage de prêts et de titres de participation ainsi que des activités de fusion et d'acquisition, de la contrepassement de gains non réalisés comptabilisés précédemment au titre de dérivés de crédit ayant servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, comme il est fait mention ci-dessus, et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable et par la baisse du taux d'intérêt effectif.

### Services de soutien généraux

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les

renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêt (1)	(259)\$	(224)\$	(215)\$	(483)\$	(333)\$
Revenus autres que d'intérêt	92	53	121	145	189
<b>Total des revenus (1)</b>	<b>(167)\$</b>	<b>(171)\$</b>	<b>(94)\$</b>	<b>(338)\$</b>	<b>(144)\$</b>
Frais autres que d'intérêt	(34)	(11)	(4)	(45)	–
Recouvrement de pertes sur créances	(24)	(20)	(21)	(44)	(43)
<b>Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)</b>	<b>(109)\$</b>	<b>(140)\$</b>	<b>(69)\$</b>	<b>(249)\$</b>	<b>(101)\$</b>
<b>(Perte nette) bénéfice net</b>	<b>(13)\$</b>	<b>(33)\$</b>	<b>50 \$</b>	<b>(46)\$</b>	<b>99 \$</b>
<b>Principales données moyennes et autres renseignements (2)</b>					
Total de l'actif	(3 000)\$	(6 600)\$	(5 800)\$	(4 800)\$	(5 600)\$
<b>Titrisation</b>					
Total des créances titrisées et vendues en cours (3)	18 939	17 574	17 042	18 939	17 042
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (4)	2 306	600	1 100	2 906	2 100

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (dividendes imposables de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 s'est établi à 90 millions de dollars (132 millions au 31 janvier 2008; 66 millions au 30 avril 2007). Le montant pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est établi à 222 millions de dollars (136 millions au 30 avril 2007).

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

(4) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux

## Deuxième trimestre de 2008

La perte nette de 13 millions de dollars comprend des réductions de valeur de 140 millions (113 millions après impôts) au titre de notre exposition au marché américain des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque de catégorie Alt-A, dont une tranche de 67 millions a été classée comme titres disponibles à la vente (un montant de 58 millions étant lié au transfert du portefeuille de titres disponibles à la vente qui faisait auparavant partie de la Gestion de patrimoine), et une tranche de 73 millions, comme détenue à des fins de transaction. Ces pertes ont été en grande partie neutralisées par les

charges d'impôts relatives aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation, par les gains liés aux activités de titrisation et par les gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques. Au cours du trimestre, nous avons également réalisé des gains liés à la variation de la juste valeur de nos passifs liés aux opérations de financement à terme et des débentures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, en raison de l'élargissement des écarts de taux. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur constatées, se reporter à la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier.

**Premier trimestre de 2008**

La perte nette de 33 millions de dollars reflète principalement un écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains, qui constituent des actifs non monétaires évalués aux taux de change historiques à des fins comptables, ainsi que la réduction de valeur d'un actif d'impôts reporté qui reflète la réduction récente des taux d'impôt des sociétés au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain découlant de la variation de la juste valeur de nos passifs liés au financement à terme et des déventures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction et par des charges d'impôts relatives aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation.

**Deuxième trimestre de 2007**

Le bénéfice net de 50 millions de dollars reflète principalement l'incidence du règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents, ainsi que des charges d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation. Des gains liés aux activités de titrisation ont également été comptabilisés au cours du trimestre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les ajustements au titre du financement effectués au deuxième trimestre, qui avaient trait au premier trimestre de 2007 et qui ont été contrebalancés dans les Services bancaires canadiens.

**Deuxième trimestre de 2008 (résultats semestriels)**

La perte nette de 46 millions de dollars comprend les réductions de valeur dont il est fait mention ci-dessus. L'écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains et la réduction de valeur d'un actif d'impôts reportés constatée afin de tenir compte de la réduction récente des taux d'impôt des sociétés au Canada ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les charges d'impôts relatives aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation. Les gains liés à la variation de la juste valeur de nos passifs liés au financement à terme et des déventures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, les activités de titrisation et la variation de la juste valeur de certains dérivés ayant servi de couverture économique ont également neutralisé en partie les pertes.

**Deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net de 99 millions de dollars constaté pour la période tient compte du règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents, des charges d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribuées aux secteurs d'exploitation, des gains liés aux activités de titrisation, ainsi que des intérêts reçus sur les paiements excédentaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un ajustement cumulatif après impôts de 20 millions de dollars comptabilisé au titre de pertes découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

**Résultats par secteur géographique (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le											
	30 avril 2008				31 janvier 2008				30 avril 2007			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
<b>Total des revenus</b>	3 683 \$	705 \$	566 \$	4 954 \$	3 940 \$	1 070 \$	637 \$	5 647 \$	3 635 \$	1 291 \$	743 \$	5 669 \$
<b>Bénéfice net</b>	1 006 \$	(136) \$	58 \$	928 \$	1 015 \$	84 \$	146 \$	1 245 \$	827 \$	205 \$	247 \$	1 279 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre terminé le							
	30 avril 2008				30 avril 2007			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
<b>Total des revenus</b>	7 623 \$	1 775 \$	1 203 \$	10 601 \$	7 346 \$	2 457 \$	1 564 \$	11 367 \$
<b>Bénéfice net</b>	2 021 \$	(52) \$	204 \$	2 173 \$	1 750 \$	430 \$	593 \$	2 773 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2007.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 006 millions de dollars, en hausse de 179 millions ou 22 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la croissance des soldes des clients liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine, ainsi qu'à l'amélioration des résultats liés aux activités d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par la baisse des activités de montage de titres de participation et par les activités de fusion et d'acquisition, par la diminution des écarts ainsi que par la perte découlant du rachat de nos actions de Visa dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

La perte nette aux États-Unis s'est élevée à 136 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 205 millions l'an dernier. Cette perte reflète en grande partie les réductions de valeur découlant des

perturbations continues sur le marché. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis explique également la perte. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des acquisitions récentes et par l'amélioration des résultats liés aux opérations de change et aux activités de négociation de dérivés sur actions, qui ont plus que contrebalancé la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 58 millions de dollars, en baisse de 189 millions ou 77 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse tient principalement à la diminution des revenus, laquelle reflète les réductions de valeur constatées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain lié au rachat de nos actions de Visa dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa et par la croissance des activités de RBC Dexia IS.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007 (résultats semestriels)

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 2 021 millions de dollars, en hausse de 271 millions ou 15 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la croissance des volumes liés à nos services bancaires, à l'amélioration des résultats tirés des activités de négociation sur certains marchés financiers, ainsi qu'à l'accroissement des activités de syndication de prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation ainsi que des activités de fusion et d'acquisition, par la réduction des gains sur les placements privés et des distributions et par une perte au titre du rachat de nos actions de Visa dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

La perte nette aux États-Unis s'est élevée à 52 millions de dollars comparativement à un bénéfice net de 430 millions l'an dernier. Cette perte reflète en grande partie les réductions de valeur constatées, la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des acquisitions récentes, par l'accroissement des activités de syndication de prêts et par les résultats à l'égard des titres à revenu fixe, des opérations de change et des activités de négociation de dérivés sur actions.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 204 millions de dollars, en baisse de 389 millions ou 66 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse reflète principalement les réductions de valeur constatées et un gain de change négatif sur certains dépôts. Ces facteurs ont été

neutralisés en partie par un gain lié au rachat de nos actions de Visa dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa et par un gain découlant de la variation de la juste valeur de certains passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net au Canada a reculé de 9 millions de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la diminution des revenus tirés des activités de négociation, de facteurs saisonniers, notamment le fait que les résultats portent sur quelques jours de moins, et de la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'amélioration des résultats liés aux activités d'assurance.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 220 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement les réductions de valeur plus importantes constatées, la baisse des revenus tirés des activités de négociation, la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation, ainsi que la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net des autres pays a reculé de 88 millions de dollars ou 60 % comparativement au trimestre précédent. Le recul est en grande partie imputable à la diminution des activités de montage de titres de participation ainsi que des activités de fusion et d'acquisition et aux réductions de valeur plus importantes constatées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par un gain découlant du rachat de nos actions de Visa dans le cadre du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

## Situation financière

### Principales données figurant au bilan

(en millions de dollars canadiens)

	Au 30 avril 2008	Au 31 janvier 2008	Au 30 avril 2007
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	12 349 \$	13 664 \$	8 512 \$
Valeurs mobilières	175 352	184 348	198 509
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	61 561	76 419	72 142
Prêts	259 624	247 209	225 649
Autres actifs	114 357	108 525	81 440
Total de l'actif	627 471	632 761	589 076
Dépôts	399 425	394 416	372 728
Autres passifs	191 385	204 232	182 274
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 024	1 523	1 508
Capitaux propres	25 988	25 025	24 081

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

Le total de l'actif a augmenté de 38 milliards de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des prêts et de l'incidence des variations des conditions du marché sur la valeur de marché des dérivés, facteurs neutralisés en partie par une réduction de nos positions sur titres.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrues de 4 milliards de dollars ou 45 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la croissance des activités de RBC Dexia IS ainsi que la réduction des activités liées aux valeurs mobilières.

Les valeurs mobilières ont diminué de 23 milliards de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie imputable à une réduction de nos positions visant à tenir compte de la volatilité récente des marchés financiers, aux réductions de la juste valeur découlant des faibles conditions du marché, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés en dollars américains.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont reculé de 11 milliards de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les activités à la baisse des contreparties découlant de la volatilité des marchés financiers, ainsi que la diminution des activités d'emprunt de titres.

Les prêts ont augmenté de 34 milliards de dollars ou 15 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la croissance affichée relativement à tous les portefeuilles. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada, lesquels se sont accrues de 14 milliards de dollars ou 14 %, et aux prêts aux particuliers, en raison principalement de la forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété découlant du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au Canada, des taux d'intérêt relativement faibles et du faible taux de chômage. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts aux grandes entreprises à l'échelle mondiale et à la prise en compte de ANB.

Les autres actifs ont progressé de 33 milliards de dollars ou 40 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat à la hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des montants liés aux dérivés, qui reflètent principalement les taux d'intérêt à la baisse sur les positions receveur de taux fixes et l'incidence de l'élargissement des écarts de taux sur la protection sur dérivés de crédit achetée, ainsi qu'à l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des positions libellées en devises.

Les *dépôts* se sont accrus de 27 milliards de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement des dépôts des entreprises, qui reflète principalement notre émission récente d'effets et d'obligations foncières aux fins des besoins de financement, et à la croissance des activités. La hausse des dépôts des particuliers découlant en grande partie du maintien de la forte demande visant notre compte d'épargne à intérêt élevé et la prise en compte de ANB ont également contribué à l'augmentation.

Les *autres passifs* ont augmenté de 9 milliards de dollars ou 5 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des montants liés aux dérivés, lesquels reflètent en grande partie les taux d'intérêt à la baisse sur les positions payeur de taux fixe, de l'incidence de l'élargissement des écarts de taux sur la protection sur dérivés de crédit vendue, ainsi que de l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les activités à la baisse des contreparties découlant de la volatilité des marchés financiers et par une diminution des activités de prêts de titres et de vente à découvert. L'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des positions libellées en devises a également contribué au résultat à la hausse.

Les *capitaux propres* ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement notre bénéfice, déduction faite des dividendes, ainsi que l'émission de 0,9 milliard de dollars d'actions ordinaires, laquelle est liée principalement à l'acquisition d'ANB, et l'émission de 0,2 milliard de dollars d'actions privilégiées depuis l'an dernier.

#### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le *total de l'actif* a diminué de 5 milliards de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des biens acquis en vertu de conventions de revente et des titres empruntés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le maintien de la solide croissance des prêts.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* ont reculé de 1 milliard de dollars ou 10 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles afin de tirer profit des actifs générant des rendements plus élevés.

Les *valeurs mobilières* ont diminué de 9 milliards de dollars ou 5 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement

d'une réduction de nos positions tenant à la volatilité récente des marchés financiers et d'une diminution de la juste valeur imputable aux faibles conditions du marché.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont reculé de 15 milliards de dollars ou 19 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète les activités à la baisse des contreparties découlant de la volatilité des marchés financiers ainsi que la diminution des activités d'emprunt de titres.

Les *prêts* se sont accrus de 12 milliards de dollars ou 5 % comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète les hausses liées à presque tous les portefeuilles, lesquelles tiennent principalement à la prise en compte d'ANB ainsi qu'à l'accroissement des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux particuliers au Canada.

Les *autres actifs* ont progressé de 6 milliards de dollars ou 5 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à la hausse des sommes à recevoir des courtiers et à l'augmentation de l'écart d'acquisition lié à ANB.

Les *dépôts* ont augmenté de 5 milliards de dollars ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est en grande partie attribuable à la hausse des dépôts des entreprises, laquelle reflète essentiellement notre émission récente d'effets aux fins des besoins de financement et la croissance des activités. La hausse des dépôts des particuliers, qui tient en grande partie à la prise en compte de ANB et au maintien de la forte demande visant notre compte d'épargne à intérêt élevé, a également contribué à l'augmentation.

Les *autres passifs* ont diminué de 13 milliards de dollars ou 6 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des activités liées aux conventions de rachat et des activités de prêt de titres aux fins des besoins de financement. La diminution est aussi attribuable aux montants liés aux dérivés, qui reflètent principalement la réduction stratégique de nos positions.

Les *capitaux propres* ont augmenté de 0,9 milliard de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète notre bénéfice, déduction faite des dividendes, ainsi que l'émission de 0,9 milliard de dollars d'actions ordinaires, laquelle est liée principalement à l'acquisition d'ANB, et l'émission de 0,2 milliard de dollars d'actions privilégiées depuis le trimestre précédent.

## Gestion des risques

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous procédons à la gestion de ces risques afin de nous protéger contre une volatilité inacceptable des résultats, d'une manière qui étaye et facilite les occasions d'affaires.

Se reporter aux pages 80 à 104 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements. Notre approche au chapitre de la gestion du risque n'a pas changé de façon importante par rapport à celle décrite dans notre rapport annuel 2007.

## Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie à remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'une obligation de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée. Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons le risque de crédit, se reporter aux pages 83 à 91 de notre rapport annuel 2007.

### Risque de crédit brut auquel nous sommes exposés

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés touche les prêts de détail et de gros, et le risque brut auquel nous sommes exposés est

classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur. Pour obtenir des informations sur l'évaluation des prêts et acceptations ainsi que sur les passifs éventuels, se reporter aux notes 1, 2 et 27 de notre rapport annuel 2007.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation touchent les opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres, et des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et les conventions de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés

représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel. Pour plus de détails sur les conventions de rachat et de revente et sur le risque de crédit lié aux dérivés, se reporter aux notes 1 et 7 de notre rapport annuel 2007.

## Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au						Au
	30 avril						31 janvier
	2008						2008
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)	Risque total (4)
	En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)				
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	116 495 \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	116 496 \$	113 433 \$
Prêts aux particuliers	54 605	40 482	68	–	–	95 155	89 224
Prêts sur cartes de crédit	8 063	17 773	–	–	–	25 836	28 098
Prêts aux petites entreprises (6)	2 639	2 803	48	–	–	5 490	5 294
<b>Prêts de détail</b>	<b>181 802 \$</b>	<b>61 059 \$</b>	<b>116 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>242 977 \$</b>	<b>236 049 \$</b>
<b>Prêts aux entreprises (7)</b>							
Exploitations agricoles	5 439 \$	360 \$	24 \$	– \$	13 \$	5 836 \$	5 839 \$
Industrie automobile	3 625	1 813	126	–	250	5 814	5 618
Biens de consommation	5 801	2 129	429	–	426	8 785	8 522
Énergie	6 876	8 305	2 498	1	1 981	19 661	19 045
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 365	4 616	4 658	71 105	8 675	93 419	96 094
Industrie forestière	1 294	447	112	8	31	1 892	2 107
Produits industriels	4 010	2 151	314	–	153	6 628	6 640
Mines et métaux	2 511	903	503	64	621	4 602	4 723
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 091	3 971	1 305	148	259	26 774	24 427
Technologie et médias	2 773	2 768	618	–	696	6 855	6 143
Transport et environnement	3 180	1 821	542	–	184	5 727	5 134
Autres	22 112	6 639	9 000	3 867	15 046	56 664	54 970
États souverains (8)	2 024	2 541	7 865	3 188	15 022	30 640	29 917
Banques (9)	3 978	3 918	58 392	89 902	25 774	181 964	185 095
<b>Prêts de gros</b>	<b>89 079 \$</b>	<b>42 382 \$</b>	<b>86 386 \$</b>	<b>168 283 \$</b>	<b>69 131 \$</b>	<b>455 261 \$</b>	<b>454 274 \$</b>
<b>Risque total</b>	<b>270 881 \$</b>	<b>103 441 \$</b>	<b>86 502 \$</b>	<b>168 283 \$</b>	<b>69 131 \$</b>	<b>698 238 \$</b>	<b>690 323 \$</b>

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(9) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Au 30 avril 2008, le risque brut auquel nous sommes exposés s'élevait à 698 milliards de dollars. Le risque total a augmenté de 8 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au 31 janvier 2008, en raison principalement de l'augmentation du risque lié aux prêts et aux acceptations. La majeure partie de cette hausse a trait à notre portefeuille de prêts de détail. Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés se chiffrait à 243 milliards de dollars, soit 35 % de notre risque total. Les prêts aux particuliers se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou 7 %, et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 3 milliards, ou 3 %, en raison de la forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété et de la vigueur continue des activités sur les marchés de l'habitation au Canada. Cette

augmentation a été partiellement contrebalancée par une baisse des prêts sur cartes de crédit par suite de la réalisation de titrisations supplémentaires. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros s'est élevé à 455 milliards de dollars, soit 65 % de notre risque total. Ce portefeuille a été touché par la hausse du risque lié au portefeuille de prêts aux entreprises par suite de l'acquisition d'ANB et par une baisse des prêts aux banques découlant d'une diminution des mises en pension de titres.

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques. La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités dans les autres pays et aux États-Unis.

### Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive. Les dérivés de crédit et les risques de crédit connexes sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations qui entraînent un risque de crédit. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer la gestion du risque de crédit de contrepartie. Pour une description plus détaillée des types de dérivés de crédit auxquels nous avons recours, se reporter à la note 7 de notre rapport annuel 2007.

#### *Dérivés de crédit émis aux fins de négociation*

La plupart de nos positions sur dérivés de crédit sont détenues à des fins de négociation. Ces positions sont généralement réparties également entre la protection achetée et la protection vendue. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation. Plus de 95 % de notre exposition nette aux risques a trait à des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

Pour un résumé des faits importants qui sont survenus sur le marché au cours du trimestre et qui ont une incidence sur certaines de nos positions sur dérivés de crédit achetées auprès d'assureurs spécialisés, se reporter à la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier.

#### Dérivés de crédit émis aux fins de négociation

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007
Capital nominal	384 697 \$	408 433 \$	299 879 \$
Juste valeur (1)			
Positive	11 245	15 799	2 211
Négative	9 781	14 398	1 624
Coût de remplacement (2)	3 865	3 641	1 292

(1) Juste valeur brute avant la compensation.

(2) Coût de remplacement après la compensation, mais compte non tenu des garanties.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a augmenté de 84,8 milliards de dollars, ou 28 %, par rapport à l'an dernier. Les justes valeurs positive et négative brutes totales se sont accrues de 9 milliards de dollars et de 8,2 milliards, respectivement, par rapport à l'an dernier, alors que le coût de remplacement a augmenté de 2,6 milliards par rapport à l'an dernier. Ces résultats à la hausse reflètent en grande partie l'accroissement des activités de négociation liées à la mise en œuvre de nouvelles stratégies en matière de négociation de même que l'élargissement des écarts de taux.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 23,7 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent. Les justes valeurs positive et négative brutes totales ont toutes deux reculé de 4,6 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Cette diminution est en grande partie imputable à une réduction stratégique de nos positions. Le coût de remplacement a augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui traduit principalement la hausse nette de la juste valeur positive à l'égard des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des accords de compensation.

#### *Dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation*

Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation, de manière à gérer l'ensemble de notre portefeuille de crédit. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons également de la protection sur dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille. La protection sur dérivés de crédit que nous vendons ne constitue pas une portion importante de notre risque de crédit global. Le capital nominal des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation représente le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement par les contreparties et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés et aucun de ces contrats ne vise des actifs liés au marché américain des prêts à risque.

**Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)**

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007
<b>Portefeuille de crédit</b>			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	408 \$	403 \$	413 \$
Énergie	550	668	1 153
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	484	842	957
Mines et métaux	519	517	205
Secteur immobilier et secteurs connexes	186	426	67
Technologie et médias	18	33	17
Transport et environnement	234	354	417
Autres	469	485	480
États souverains (2)	348	332	86
Banques (3)	728	710	494
Protection achetée, montant net	3 944 \$	4 770 \$	4 289 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	20	237	308
Protection achetée, montant brut	3 964 \$	5 007 \$	4 597 \$
Protection vendue, montant net (4)	130 \$	199 \$	236 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	20	237	308
Protection vendue, montant brut	150 \$	436 \$	544 \$
<b>Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)</b>	<b>4 114 \$</b>	<b>5 443 \$</b>	<b>5 141 \$</b>
<b>Juste valeur (5)</b>			
Positive	85 \$	118 \$	20 \$
Négative	43	49	32

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) La protection vendue au 30 avril 2008 visait les postes Autres, 130 millions de dollars (72 millions pour le poste Biens de consommation et 127 millions pour le poste Autres au 31 janvier 2008; 8 millions pour le poste Énergie, 11 millions pour le poste Technologie et médias et 217 millions pour le poste Autres au 30 avril 2007).

(5) Juste valeur brute avant la compensation.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a régressé de 1 milliard de dollars, ou 20 %, par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison d'une réduction stratégique de nos positions. Le total de la protection achetée a diminué de 0,6 milliard de dollars, ou 14 %, comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution a particulièrement touché les secteurs Énergie, Services financiers autres que ceux fournis par des banques et Transport et environnement. Toutefois, elle a été en partie contre-balançée par une augmentation dans les Mines et métaux, les États souverains, les Banques et le poste Secteur immobilier et secteurs connexes, de manière à atténuer la concentration des risques liés à une seule entreprise dans notre portefeuille, en raison du repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'incertitude qui règne sur les marchés financiers mondiaux. Le total de la protection vendue a diminué de 394 millions de dollars, ou 72 %, comparativement à l'an dernier, résultat qui a touché principalement les secteurs Autres et Technologie et médias et qui reflète en grande partie la réduction stratégique de nos positions.

La juste valeur positive brute totale s'est accrue de 65 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, et la juste valeur négative

brute totale a affiché une hausse de 11 millions, ou 34 %, comparativement à l'an dernier. Ces résultats à la hausse tiennent en grande partie à l'élargissement continu des écarts de taux.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a baissé de 1,3 milliard de dollars, ou 24 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la réduction de la protection sur dérivés de crédit achetée. Cette baisse a touché principalement les Services financiers autres que ceux fournis par des banques, le poste Secteur immobilier et secteurs connexes et l'Énergie. La protection sur dérivés de crédit vendue a reculé de 286 millions de dollars, ou 66 %, comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction stratégique de notre position liée aux secteurs Biens de consommation et Autres.

La juste valeur positive brute totale a diminué de 33 millions de dollars, ou 28 %, par rapport au dernier trimestre, et la juste valeur négative brute totale a reculé de 6 millions, ou 12 %, comparativement au trimestre précédent. Ces résultats à la baisse tiennent en grande partie au resserrement continu des écarts de taux.

**Rendement au chapitre de la qualité du crédit**

	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
<b>Montant brut des prêts douteux</b>			
Canada	380 \$	337 \$	327 \$
États-Unis	69	44	20
Autres pays	65	53	46
Prêts de détail	514	434	393
Canada	414	381	325
États-Unis	1 027	643	129
Autres pays	35	36	32
Prêts de gros	1 476	1 060	486
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>1 990 \$</b>	<b>1 494 \$</b>	<b>879 \$</b>
<b>Provision pour pertes sur créances</b>			
Prêts de détail	146 \$	140 \$	125 \$
Prêts de gros	364	286	167
Provisions spécifiques	510	426	292
Provision générale	1 300	1 244	1 234
Total de la provision pour pertes sur créances	1 810 \$	1 670 \$	1 526 \$
<b>Principaux ratios de la qualité du crédit</b>			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,73 %	0,58 %	0,37 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,40 %	0,33 %	0,33 %

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007***Montant brut des prêts douteux*

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 1 111 millions de dollars, ou 126 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos services bancaires aux États-Unis, surtout dans notre portefeuille de financement de constructeurs résidentiels, particulièrement en Californie, en Géorgie et en Arizona, et dans une moindre mesure, au titre des prêts immobiliers résidentiels de notre portefeuille de prêts de détail aux États-Unis, ce qui reflète le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement économique dans ce pays. Ces prêts comprennent nos activités abandonnées de financement de constructeurs résidentiels liées au montage de prêts dans les États suivants : Californie, Washington, Arizona, Utah, Illinois, Idaho et Colorado. Ces prêts seront dénoués de façon méthodique au cours des trois ou quatre prochaines années. L'augmentation reflète également le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui tient principalement à une hausse de 172 millions de dollars au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC et garantis par la tranche AAA de TGC liés à des TAA. La hausse du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux exploitations agricoles, de prêts commerciaux et de prêts aux particuliers au Canada a été neutralisée en partie par la diminution du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux étudiants.

*Provision pour pertes sur créances*

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est accru de 284 millions de dollars, ou 19 %, par rapport à l'an dernier, résultat qui découle en grande partie de l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts aux grandes

entreprises. La provision générale a également augmenté, en raison essentiellement de l'inclusion d'ANB.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008***Montant brut des prêts douteux*

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 496 millions de dollars, ou 33 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'accroissement du nombre de prêts douteux au titre de nos services bancaires aux États-Unis, surtout dans notre portefeuille de financement de constructeurs résidentiels, ainsi qu'au titre de nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail aux États-Unis par suite du repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et du ralentissement économique dans ce pays. L'augmentation reflète également le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui tient essentiellement à une hausse de 172 millions de dollars au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC et garantis par la tranche AAA de TGC liés à des TAA. L'augmentation tient aussi à la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux exploitations agricoles et de prêts aux particuliers au Canada.

*Provision pour pertes sur créances*

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est accru de 140 millions de dollars, ou 8 %, comparativement au trimestre précédent. L'augmentation est imputable à la hausse des provisions spécifiques découlant principalement de la détérioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. L'augmentation tient aussi à la hausse des provisions spécifiques au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Au cours de ce trimestre, la provision générale a également augmenté par suite de l'inclusion d'ANB.

**Instruments d'intermédiation bancaire**

Les instruments d'intermédiation bancaire se composent de positions dans des instruments financiers qui sont détenus à des fins de placement et qui ne font pas partie du portefeuille de négociation. Ces positions incluent des participations directes et indirectes, avec ou sans droit de vote, dans l'actif et le bénéfice d'une entité, qui ne sont ni consolidées ni déduites aux fins du capital réglementaire. Les instruments d'intermédiation bancaire se composent d'actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées, de parts de sociétés en

commandite, de capital-risque et des instruments dérivés détenus qui sont liés à des titres de capitaux propres.

L'accord de Bâle II définit les risques liés au portefeuille d'intermédiation bancaire en fonction de la substance économique de l'opération plutôt qu'en fonction de la forme juridique ou du traitement comptable lié à l'instrument. Cela donne lieu à des différences au chapitre de l'établissement des titres de capitaux propres détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire et de ceux présentés dans les notes 1 à 3 de notre rapport annuel 2007.

La plupart des instruments d'intermédiation bancaire présentés dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés sont classés comme disponibles à la vente, et la tranche restante est classée à titre de placements dans des sociétés liées, aux postes Autres actifs et Titres sans droit de participation (titres de créance).

Les instruments détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire sont assujettis aux exigences concernant le capital lié au risque de crédit, telles qu'elles sont prescrites par le BSIF en vertu du cadre de l'accord de Bâle II.

Le tableau ci-après illustre les risques liés aux instruments d'intermédiation bancaire auxquels nous sommes exposés ainsi que les pertes nettes non réalisées sur le portefeuille.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	30 avril 2008	31 janvier 2008
Actions de sociétés ouvertes	1 570 \$	1 813 \$
Actions de sociétés fermées	1 405	1 300
<b>Risque total lié aux instruments d'intermédiation bancaire (1)</b>	<b>2 975 \$</b>	<b>3 113 \$</b>
<b>Pertes nettes non réalisées aux fins de la réglementation, montant cumulé (2)</b>	<b>(70)\$</b>	<b>(48)\$</b>

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Ce montant représente les pertes non réalisées, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

### Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

Le risque lié aux instruments d'intermédiation bancaire a diminué de 138 millions de dollars, ou 4 %, comparativement au trimestre précédent, essentiellement en raison de la vente d'actions de sociétés ouvertes. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par une hausse de notre portefeuille d'actions de sociétés fermées.

## Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions ou des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation. Se reporter aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements.

### Risque de marché lié aux activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les

marchés des marchandises. Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR), les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation. Se reporter aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements. Nos politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant illustre la VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification, qui représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

### VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008				31 janvier 2008		30 avril 2007	
	Au 30 avril	Pour le trimestre			Au 31 janvier	Moyenne	Au 30 avril	Moyenne
		Haut	Moyenne	Bas				
Actions	18 \$	21 \$	14 \$	8 \$	11 \$	15 \$	9 \$	7 \$
Change	3	6	2	1	3	2	2	3
Marchandises	4	6	3	1	2	2	1	1
Taux d'intérêt	24	32	26	22	20	21	21	19
Risque spécifique lié au crédit	6	9	7	5	6	5	4	3
Diversification	(26)	n.s.	(23)	n.s.	(20)	(21)	(12)	(11)
<b>VAR globale</b>	<b>29 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>22 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008				30 avril 2007	
	Au 30 avril	Pour le semestre			Au 30 avril	Moyenne
		Haut	Moyenne	Bas		
Actions	18 \$	28 \$	14 \$	8 \$	9 \$	8 \$
Change	3	6	2	1	2	2
Marchandises	4	6	2	1	1	1
Taux d'intérêt	24	32	24	17	21	18
Risque spécifique lié au crédit	6	9	6	4	4	3
Diversification	(26)	n.s.	(21)	n.s.	(12)	(12)
<b>VAR globale</b>	<b>29 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>20 \$</b>

n.s. non significatif. Les VAR supérieures et inférieures liées aux facteurs de risque ainsi que la VAR globale se rapportent généralement à diverses dates au cours de la période. L'avantage lié à la diversification, défini comme la somme des VAR liées aux facteurs de risque moins la VAR globale, n'est pas significatif.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 29 millions de dollars, en hausse par rapport à 22 millions l'an dernier. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque sur actions et du risque de taux d'intérêt découlant de l'accroissement des activités de négociation et de la volatilité accrue des marchés. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par l'amélioration de l'effet de diversification, qui s'est établi à 44 %, en hausse par rapport à 33 % l'an dernier.

## Premier semestre de 2008 par rapport au premier semestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le semestre s'est chiffrée à 27 millions de dollars, en hausse par rapport à 20 millions l'an dernier. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque sur actions et du risque de taux d'intérêt découlant de l'accroissement des activités de négociation et de la volatilité accrue des marchés. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par l'amélioration de l'effet de diversification, qui s'est établi à 44 %, en hausse par rapport à 38 % l'an dernier.

## Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 29 millions de dollars, en hausse par rapport à 24 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'accroissement du risque de taux d'intérêt découlant de l'augmentation des activités de négociation et de la volatilité accrue des marchés.

La VAR globale à la fin du trimestre se chiffrait à 29 millions de dollars, en hausse par rapport à 22 millions à la fin du trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'accroissement du risque sur actions et du risque de taux d'intérêt découlant de l'augmentation des activités de négociation et de la volatilité accrue des marchés.

## Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (Gestion de l'actif et du passif)

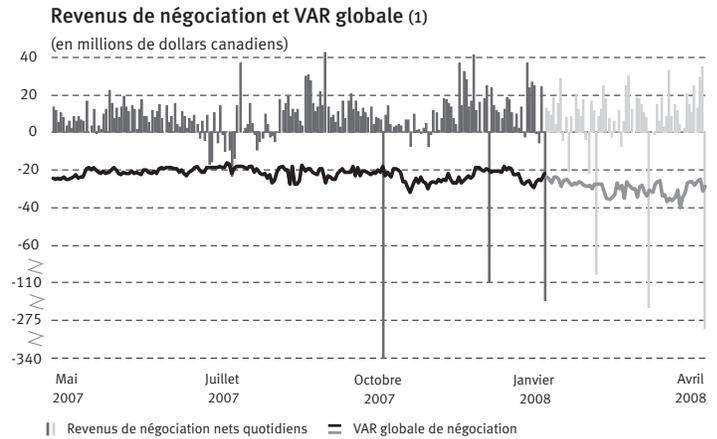
Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt, en fonction de la valeur et du bénéfice.

De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités bancaires

## Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu onze séances marquées par des pertes de négociation nettes. Trois de ces séances marquées par des pertes de négociation nettes, au cours desquelles la VAR globale a été dépassée, s'expliquent principalement par les réductions de valeur décrites plus en détail à la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier. Les huit séances restantes marquées par des pertes de négociation nettes tiennent en grande partie à l'importante volatilité des marchés du crédit au cours du trimestre et aucune n'excédait la VAR globale pour chaque séance.



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, à l'exclusion des revenus liés aux EDDV consolidées.

autres que de négociation sont fournis aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007. Nos politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2007.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Au cours du trimestre, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

## Évaluation du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008						31 janvier 2008		30 avril 2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises				
<b>Incidence avant impôts d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(513)\$	(62)\$	(575)\$	(10)\$	19 \$	9 \$	(496)\$	53 \$	(500)\$	66 \$
diminution des taux de 100 p.b.	455	34	489	(9)	(16)	(25)	386	(87)	372	(123)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

## Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la

réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons le risque opérationnel, se reporter aux pages 95 et 96 de notre rapport annuel 2007.

## Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements. Notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est élaboré de manière à nous protéger contre les risques dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Une analyse détaillée de ce cadre de gestion est présentée aux pages 96 à 98 de notre rapport annuel 2007.

Malgré les défis découlant du maintien de la volatilité des marchés mondiaux, notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement et les niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 29 novembre 2007. Nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement est solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance ou demande connues ni aucun engagement ou événement connus ne sont actuellement susceptibles d'avoir une incidence importante sur cette position.

### Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 28 mai 2008. Au cours du deuxième trimestre de 2008, Standard & Poor's a modifié la

perspective liée à nos cotes de crédit, la faisant passer de positive à stable, en raison de la pression que subit notre bénéfice tiré des activités bancaires de détail aux États-Unis par suite de l'affaiblissement du marché de l'habitation aux États-Unis. Dans l'ensemble, nos cotes de crédit élevées continuent de soutenir notre capacité à accéder aux marchés du financement à court terme et à long terme de façon concurrentielle.

	Au 28 mai 2008 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

### Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la

nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	30 avril 2008					31 janvier 2008	31 octobre 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	16 201 \$	20 017 \$	13 305 \$	7 584 \$	57 107 \$	53 957 \$	51 540 \$
Obligations couvertes	–	–	3 145	1 966	5 111	4 850	–
Débitures subordonnées	126	–	–	6 826	6 952	5 865	6 235
	16 327 \$	20 017 \$	16 450 \$	16 376 \$	69 170 \$	64 672 \$	57 775 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

## Forum sur la stabilité financière

Le Forum sur la stabilité financière (FSF) réunit des hauts représentants des autorités financières internationales, notamment des banques centrales, des autorités de contrôle et des institutions financières internationales. Le 7 avril 2008, le FSF a présenté aux ministres des pays membres du G-7 un rapport sur les conditions actuelles du marché du crédit. Parmi les principales recommandations figurant au rapport, mentionnons le fait que les entreprises doivent publier davantage d'information sur les risques auxquels elles sont exposées, ainsi que sur les méthodes d'évaluation et les réductions de valeur liées à certains types d'instruments et à certaines activités, conformément aux

meilleures pratiques de publication d'information décrites dans le rapport. C'est pourquoi nous présentons les informations suivantes pour le trimestre considéré, en plus de l'information que nous présentons sur les réductions de valeur à la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier, sur les risques auxquels nous sommes exposés à la section Gestion des risques, ainsi que sur les politiques et les méthodes de détermination des justes valeurs et les justes valeurs de nos instruments financiers aux notes 1 et 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les informations que nous présentons sont dans l'ensemble conformes à la substance générale des recommandations du FSF et au but visé par ces recommandations, en ce qui concerne les obligations d'information qui revêtent de l'importance en ce qui nous concerne. Bien que le FSF recommande la présentation du total des risques figurant au bilan et des risques hors bilan compte non tenu et compte tenu des opérations de couverture ainsi que compte non tenu et compte tenu des réductions de valeur, la plupart des informations fournies ci-dessous sont présentées déduction faite des opérations de couverture. De plus, des informations sur les réductions de valeur sont fournies dans la section Incidence des perturbations sur le marché, à la rubrique Rendement financier, et nous fournissons certaines informations concernant MBIA, un assureur spécialisé, compte non tenu et compte tenu des opérations de couverture. Le FSF recommande la présentation de plusieurs autres types d'informations liées aux risques figurant au bilan et aux risques hors bilan, pour lesquels une description est fournie ci-après. Les deux obligations d'information additionnelle qui posent le plus grand problème concernent les informations relatives aux garanties et à l'analyse de sensibilité. Les informations relatives aux garanties qui touchent les titres adossés à des créances et les structures d'accueil pour lesquelles nous ne sommes pas un commanditaire du programme sont moins transparentes. Il est difficile de produire des informations sur l'analyse de sensibilité, en raison de la complexité des modèles d'évaluation. Les informations que nous fournissons mettent l'accent sur la transparence des principaux jugements exercés par la direction, de manière que les utilisateurs des informations fournies puissent eux-mêmes procéder à une évaluation de ces informations. Nous

continuerons de déterminer d'autres éléments pour lesquels des informations pourraient être fournies dans l'avenir.

### Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux prêts à risque et aux créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A sur le marché américain. Les risques figurant au bilan auxquels nous sommes exposés ont trait principalement à nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, dans des TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et dans des prêts hypothécaires (prêts entiers), lesquels constituent des prêts plutôt que des titres. Les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et les TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles peuvent être inscrits au bilan soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Les prêts hypothécaires sont comptabilisés au coût non amorti. Le tableau suivant présente le total de la juste valeur, déduction faite des opérations de couverture liées à nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et dans des TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, ainsi que le total de la valeur comptable déduction faite des opérations de couverture liées à nos prêts hypothécaires. Le total des risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentait moins de 1 % du total de l'actif au 30 avril 2008.

### Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	30 avril 2008			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comporter des prêts à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
<b>Juste valeur, compte tenu des opérations de couverture</b>				
AAA	137 \$	2 076 \$	100 \$	
AA	58	18	–	
A	71	17	58	
BBB	1	–	2	
Inférieur à BBB-	7	72	3	
<b>Juste valeur</b>	<b>274 \$</b>	<b>2 183 \$</b>	<b>163 \$</b>	
<b>Année du montage</b>				
2003 (ou avant)	30 \$	56 \$	(11)\$	
2004	38	171	–	
2005	174	1 104	57	
2006	27	589	46	
2007	5	263	71	
<b>Total</b>	<b>274 \$</b>	<b>2 183 \$</b>	<b>163 \$</b>	<b>2 620 \$</b>
<b>Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)</b>	<b>262 \$</b>	<b>771 \$</b>		<b>1 033 \$</b>
<b>Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A</b>				<b>3 653 \$</b>

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 274 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 97 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et 50 %, une cote AAA, sur une base nette, au 30 avril 2008. Moins de 12 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis au cours des deux dernières années.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 2 183 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur

le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 95 % de nos placements connexes présentaient une cote AAA au 30 avril 2008. Moins de 40 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis au cours des deux dernières années.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 163 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 96 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et plus de 61 %, une cote AAA, au 30 avril 2008. Ceci représente moins de 26 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 628 millions de dollars.

**Structures d'accueil**

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil. Ces dernières sont habituellement créées dans un but unique et distinct, leur durée de vie est souvent limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante, qui peut être un de nos clients ou notre organisation. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. En vertu des PCGR, nous pouvons comptabiliser ou non les structures d'accueil dans notre bilan. Se reporter aux pages 77 à 80 de notre rapport annuel 2007 pour une analyse détaillée de nos structures d'accueil hors bilan.

Les structures d'accueil peuvent comprendre des EDDV telles qu'elles sont définies dans la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable rate entities)* (NOC-15). Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations, à la page 118 de notre rapport annuel 2007 ainsi qu'à la note 6 des Notes complémentaires, qui porte sur les EDDV, aux pages 132 et 133 de ce rapport, pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) ou sur celles dans lesquelles nous détenons des droits variables importants, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements supplémentaires sur ces EDDV au 30 avril 2008.

	Total de l'actif au 30 avril 2008 (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs au 30 avril 2008 (1),(3)	Total de l'actif par cote de crédit (2)				
			AAA et AA	A	BBB	BB et cote plus faible	Aucune cote
(en millions de dollars canadiens)							
<b>EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :</b>							
Conduits multicédants (4)	41 101 \$	42 180 \$	17 370 \$	22 490 \$	1 070 \$	171 \$	– \$
Conduits de tiers	4 609	2 158	–	677	103	–	3 829
EDDV de création de produits de crédit	2 619	1 412	1 435	189	160	386	449
Fonds de placement	1 207	262	118	1	400	35	653
EDDV de financement structuré	9 347	3 744	8 401	946	–	–	–
Autres	304	108	–	–	–	–	304
	<b>59 187 \$</b>	<b>49 864 \$</b>	<b>27 324 \$</b>	<b>24 303 \$</b>	<b>1 733 \$</b>	<b>592 \$</b>	<b>5 235 \$</b>
<b>EDDV consolidées :</b>							
Fonds de placement	1 081 \$		– \$	– \$	– \$	– \$	1 081 \$
EDDV de financement structuré	2 220		938	1 282	–	–	–
EDDV de création de produits de crédit	65		–	–	–	65	–
Structures de rémunération	69		–	–	–	–	69
Autres	135		–	–	–	–	135
	<b>3 570 \$</b>		<b>938 \$</b>	<b>1 282 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>65 \$</b>	<b>1 285 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Total de l'actif au 30 avril 2008 (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs au 30 avril 2008 (1), (3)	Total de l'actif par durée moyenne jusqu'à l'échéance (2)				Total de l'actif selon l'emplacement géographique des emprunteurs (2)		
			Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays
<b>EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :</b>									
Conduits multicédants (4)	41 101 \$	42 180 \$	13 990 \$	24 572 \$	2 539 \$	– \$	11 947 \$	27 213 \$	1 941 \$
Conduits de tiers	4 609	2 158	525	608	3 476	–	1 133	3 476	–
EDDV de création de produits de crédit	2 619	1 412	–	–	2 619	–	–	2 619	–
Fonds de placement	1 207	262	4	–	612	591	40	716	451
EDDV de financement structuré	9 347	3 744	–	–	9 347	–	–	9 347	–
Autres	304	108	–	–	–	304	36	268	–
	<b>59 187 \$</b>	<b>49 864 \$</b>	<b>14 519 \$</b>	<b>25 180 \$</b>	<b>18 593 \$</b>	<b>895 \$</b>	<b>13 156 \$</b>	<b>43 639 \$</b>	<b>2 392 \$</b>
<b>EDDV consolidées :</b>									
Fonds de placement	1 081 \$		– \$	– \$	– \$	1 081 \$	– \$	190 \$	891 \$
EDDV de financement structuré	2 220		–	–	2 220	–	–	2 220	–
EDDV de création de produits de crédit	65		–	–	65	–	–	65	–
Structures de rémunération	69		–	–	–	69	69	–	–
Autres	135		–	–	135	–	–	135	–
	<b>3 570 \$</b>		<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>2 420 \$</b>	<b>1 150 \$</b>	<b>69 \$</b>	<b>2 610 \$</b>	<b>891 \$</b>

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons habituellement à la fin de l'exercice. Se reporter à la note 6, à la page 132 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples détails sur la nature de ces informations.
- (2) Le total de l'actif par cote de crédit, le total de l'actif par durée moyenne jusqu'à l'échéance et le total de l'actif selon l'emplacement géographique des emprunteurs constituent de nouvelles informations fournies par suite des recommandations du FSF.
- (3) Le montant maximal potentiel des paiements futurs découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidité, à la juste valeur des dérivés et aux facilités de rehaussement de crédit à l'échelle des programmes.
- (4) Représente le risque de perte maximal lié à nos conduits multicédants seulement. Les facilités de crédit que nous consentons peuvent porter jusqu'à 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits en raison de la nature du papier commercial, lequel affiche un escompte, émis par les conduits pour financer les actifs. Par conséquent, le montant maximal des paiements futurs pourrait excéder le total des actifs compris dans les conduits multicédants.

La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV présentée dans le tableau ci-dessus reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs. Il y a lieu de noter que les actifs liés à certaines EDDV ne sont assortis d'aucune cote, car ils peuvent se composer de dérivés, de parts de fonds de couverture, de prêts aux particuliers et de prêts privés et d'autres actifs non cotés.

Plus de 87 % des actifs dans des EDDV hors bilan dans lesquelles nous détenons des droits variables importants sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Plus de 62 % des actifs dans des EDDV figurant au bilan dans lesquelles nous détenons des droits variables importants sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Les actifs dans les EDDV figurant au bilan et hors bilan proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance.

#### Conduits multicédants

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des conduits multicédants (conduits multicédants) que nous commanditons représentent plus de

69 % du total des actifs des EDDV que nous ne consolidons pas en vertu des PCGR, au 30 avril 2008. Ces EDDV sont des structures d'accueil qui servent principalement à titriser des actifs financiers des clients. Nous administrons ces conduits multicédants aux États-Unis et au Canada.

En raison des importantes pressions sur les liquidités liées aux marchés du papier commercial adossé à des actifs survenues au cours de l'année, nous avons, de temps à autre, acheté du papier commercial adossé à des actifs émis par nos conduits multicédants, afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 30 avril 2008, nos placements totalisaient 415 millions de dollars. Ces placements sont classés comme détenus à des fins de transaction et il sont comptabilisés à la juste valeur dans nos portefeuilles de négociation. Nous les surveillons afin de nous assurer que nous ne serons pas tenus de consolider les conduits multicédants en vertu des PCGR.

Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. Pour plus de détails, se reporter à la note 14 de nos états financiers intermédiaires non vérifiés.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre risque de perte maximal classé par type d'actifs des clients titrisés dans les conduits multicédants au 30 avril 2008.

### Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2008
<b>Actifs titrisés en cours</b>	
Prêts-auto et crédit-bail automobile	10 729 \$
Titres adossés à des actifs	1 954
Prêts à la consommation	1 568
Prêts sur cartes de crédit	13 222
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	516
Créances liées au marché de l'électricité	306
Créances au titre du matériel	2 205
Primes d'assurance	629
Autres prêts	314
Prêts hypothécaires résidentiels	1 949
Prêts aux étudiants	3 831
Créances clients	4 613
Prêts pour camions et crédit-bail pour camions	344
<b>Total</b>	<b>42 180 \$</b>

(1) Représente le risque de perte maximal lié à nos conduits multicédants seulement.

#### PCAA non commandité par des banques

Des facilités de liquidité totalisant 220 millions de dollars, qui sont incluses dans le tableau ci-dessus, étaient en place afin de soutenir des conduits multicédants canadiens non administrés par des banques. Ces facilités de liquidité demeurent inutilisées. Au 30 avril 2008, nous détenions des placements de 66,8 millions de dollars en papier commercial de tiers non commandité par des banques, dont une tranche de 5 millions est détenue en vertu de l'Accord de Montréal (valeur nominale de 10 millions); les liquidités sont fonction des perturbations générales sur le marché, et nous ne sommes pas un acteur important dans ce marché, ni en tant que distributeur ni en tant que fournisseur de liquidités. Le marché lié à nos autres placements demeure liquide et actif. Pour des renseignements supplémentaires sur

notre participation aux activités de restructuration du papier commercial adossé à des actifs non commandité par des banques, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

#### Instruments de placement structurés

Au 30 avril 2008, nous avions des placements directs totalisant 1 million de dollars US et des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 79 millions de dollars US conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nous estimons qu'aucune de nos positions n'a subi de perte de valeur. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

#### Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement de placements privés dans des infrastructures, des services essentiels et d'autres types d'entités. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité et le financement de qualité

inférieure relativement auquel nous ne participons pas aux placements privés. Le tableau suivant présente le total de nos engagements de financement émis et non émis par secteur géographique et par secteur d'activité, lequel représente moins de 1 % du total de notre actif.

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2008			Variation par rapport au 31 janvier 2008		
	Engagements non émis	Risque lié aux engagements émis	Risque total	Engagements non émis	Risque lié aux engagements émis	Variation nette du risque
<b>Financement avec endettement par secteur géographique</b>						
Canada	300 \$	599 \$	899 \$	(315)\$	(43)\$	(358)\$
États-Unis	923	291	1 214	12	49	61
Europe	569	879	1 448	347	12	359
	<b>1 792 \$</b>	<b>1 769 \$</b>	<b>3 561 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>62 \$</b>
<b>Financement avec endettement par type</b>						
Placements privés dans des infrastructures ou des services essentiels	199 \$	907 \$	1 106 \$	(22)\$	12 \$	(10)\$
Placements privés dans d'autres entités	1 593	862	2 455	66	6	72
	<b>1 792 \$</b>	<b>1 769 \$</b>	<b>3 561 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>62 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008
<b>Risque par secteur d'activité</b>	
Communications/médias/télécommunications	192 \$
Biens de consommation et produits industriels	761
Énergie	435
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	200
Soins de santé	79
Infrastructures	1 106
Technologie	137
Services publics	120
Autres	531
<b>Total</b>	<b>3 561 \$</b>

## Informations supplémentaires fournies conformément aux recommandations du FSF

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'établissait à 397 millions de dollars au 30 avril 2008.

### Gestion du capital

#### Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre bilan afin de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées, tout en fournissant des rendements élevés à nos actionnaires. Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux sous diverses formes, selon une démarche coordonnée et uniforme. De plus amples renseignements sont présentés aux pages 71 à 77 de notre rapport annuel 2007.

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

#### Accord de Bâle II

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007 et par suite de l'adoption par le BSIF des nouvelles lignes directrices basées sur le document datant de juin 2006 intitulé *The International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version* (accord de Bâle II), les grandes banques canadiennes sont tenues de calculer et de présenter leurs ratios de capital réglementaire selon les nouvelles normes d'évaluation. L'entité supérieure consolidée à laquelle l'accord de Bâle II s'applique est la Banque Royale du Canada. Conformément à l'accord de Bâle II, nous avons adopté l'approche des notations internes avancées (approche NI avancée) pour le risque de crédit et utilisé initialement l'approche standardisée relativement au risque opérationnel. En ce qui concerne le capital lié au risque de marché, nous continuons d'utiliser tant les modèles que l'approche standardisée conformément à l'accord de Bâle II.

Le BSIF a donné la permission de procéder à l'adoption progressive de l'approche NI avancée en ce qui concerne le risque de crédit, dans le cadre de la transition aux règles de Bâle II. Il a notamment :

- donné une dispense à RBC Bank (USA), auparavant RBC Centura Bank, en vertu de laquelle elle pourra utiliser l'approche standardisée pour le risque de crédit jusqu'à l'exercice 2010;
- accordé une prorogation de délai pour RBC Dexia IS, laquelle prévoit adopter l'approche NI avancée plus tard au cours de 2008;
- approuvé des exemptions qui visent notamment nos expositions liées à nos activités bancaires dans les Antilles, pour lesquelles le risque de crédit est comptabilisé conformément à l'approche standardisée de l'accord de Bâle II puisque les portefeuilles liés à ces activités et les entités dans les territoires applicables n'ont pas d'incidence importante sur RBC (ce qui est défini à l'heure actuelle comme 1 % du total du montant figurant au bilan et du montant d'équivalent-crédit et 1 % de l'actif ajusté en fonction des risques

selon l'accord de Bâle I; l'ensemble des expositions visées par l'exemption ne doit pas excéder 10 % de ces éléments).

L'accord de Bâle II a donné lieu à l'établissement de besoins de trésorerie qui diffèrent de ceux que nous avons calculés conformément à l'accord de Bâle I. Cela tient en grande partie aux différentes méthodes de calcul utilisées pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques, lesquelles reposaient sur des facteurs de pondération des risques prescrits qui ont été délaissés en faveur de paramètres qui concordent davantage avec nos pratiques internes en matière d'évaluation et de gestion des risques. Étant donné que l'accord de Bâle II a été mis en œuvre sur une base prospective, il pourrait s'avérer difficile d'effectuer des comparaisons avec les données historiques et les ratios de capital établis en vertu de l'accord de Bâle I. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée aux pages 76 et 77 de notre rapport annuel 2007.

#### Actif ajusté en fonction des risques, capital réglementaire et ratios de capital

##### Actif ajusté en fonction des risques

L'actif ajusté en fonction des risques calculé selon l'accord de Bâle II ne peut pas être comparé directement à l'actif ajusté en fonction des risques calculé antérieurement en vertu de l'accord de Bâle I, en raison de plusieurs facteurs, notamment les suivants :

- En vertu de l'approche NI avancée pour le risque de crédit prévue par l'accord de Bâle II, les banques se fondent sur leurs estimations internes des composantes du risque pour déterminer leurs besoins de trésorerie et l'actif ajusté en fonction des risques équivalent pour un risque donné. En vertu de l'accord de Bâle I, les banques utilisaient les taux prescrits dans l'industrie.
- L'accord de Bâle II prévoit une charge de capital liée au risque opérationnel, alors que l'accord de Bâle I ne prévoyait aucune charge de ce genre.
- Les définitions des catégories d'actifs ont changé considérablement et elles sont davantage différenciées en vertu de l'accord de Bâle II.

L'accord de Bâle II prévoit un facteur d'ajustement du plancher de fonds propres pendant la période de transition. Une fois que les banques se seront conformées entièrement aux exigences en matière d'application de l'approche NI et de données, sous réserve de l'approbation du BSIF, un facteur d'ajustement du plancher de 90 % lié à Bâle I s'appliquera pendant au moins quatre trimestres, après quoi les banques seront admissibles au facteur d'ajustement du plancher de 80 % lié à Bâle I.

**Capital réglementaire et ratios de capital**

L'adoption de l'accord de Bâle II a entraîné des changements dans les composantes du capital réglementaire admissible. Les principaux changements sont les suivants :

- La provision générale pour pertes sur créances liée aux portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche standardisée peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie, jusqu'à concurrence de 1,25 % de l'actif ajusté en fonction des risques de ces portefeuilles. Dans le cas des portefeuilles pour lesquels nous appliquons l'approche NI avancée, le traitement varie selon que les provisions générales sont supérieures ou inférieures aux pertes prévues. Si ces provisions sont supérieures aux pertes prévues, l'écart est inclus dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,6 % de l'actif ajusté en fonction des risques des portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche NI avancée. Si les provisions générales sont inférieures aux pertes prévues, une

moitié de l'écart est déduite du capital de première catégorie et l'autre moitié est déduite du capital de deuxième catégorie. En vertu de l'accord de Bâle I, les provisions générales étaient incluses dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % du total de l'actif ajusté en fonction des risques.

- Les augmentations des capitaux relatives aux activités de titrisation, notamment les gains à la vente, sont portées en déduction du capital de première catégorie. Pour les autres déductions relatives aux activités de titrisation, 50 % des déductions s'appliquent au capital de première catégorie et 50 %, au capital de deuxième catégorie. Auparavant, ces déductions s'appliquaient au capital total.

Le tableau suivant présente notre capital réglementaire, notre actif ajusté en fonction des risques et nos ratios de capital réglementaire.

	Accord de Bâle II		Accord de Bâle I	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	30 avril 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants en pourcentage) (1)				
<b>Capital</b>				
Capital de première catégorie	23 708 \$	23 564 \$	23 383 \$	22 716 \$
Capital total	28 597	27 113	28 571	28 506
<b>Actif ajusté en fonction des risques</b>				
Risque de crédit	199 523 \$	188 483 \$	231 302 \$	224 785 \$
Risque de marché	19 669	19 070	16 333	18 417
Risque opérationnel	30 050	29 942	–	–
<b>Total de l'actif ajusté en fonction des risques</b> (4)	<b>249 242 \$</b>	<b>237 495 \$</b>	<b>247 635 \$</b>	<b>243 202 \$</b>
Ajustement transitoire au titre du risque lié au plancher de fonds propres prescrit par le BSIF (2)	–	3 711	–	–
<b>Total de l'actif ajusté en fonction des risques pendant la période de transition</b>	<b>249 242 \$</b>	<b>241 206 \$</b>	<b>247 635 \$</b>	<b>243 202 \$</b>
<b>Ratios de capital</b>				
Capital de première catégorie	9,5 %	9,8 %	9,4 %	9,3 %
Capital total	11,5 %	11,2 %	11,5 %	11,7 %
Coefficient actif/capital (3)	20,1 X	22,0 X	19,9 X	20,1 X

(1) Comme il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF. Les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement.

(2) Ajustement transitoire tel qu'il est prescrit à la section 1.7 de la *Ligne directrice sur les exigences d'adéquation du capital* publiée par le BSIF.

(3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2008, le BSIF a modifié le traitement de la provision générale aux fins du calcul du coefficient actif/capital en vertu de l'accord de Bâle II. Les coefficients des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

(4) L'actif ajusté en fonction des risques au 30 avril 2007 a été révisé au troisième trimestre de 2007 pour tenir compte d'un ajustement de 563 millions de dollars au titre de contrats dérivés sur actions.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

Au 30 avril 2008, le ratio du capital de première catégorie était de 9,5 % et le ratio du capital total, de 11,5 %.

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 20 points de base par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement au montant des capitaux autogénérés à même le bénéfice et à l'émission de capital de première catégorie, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et par l'augmentation de la déduction de capital au titre de l'écart d'acquisition par suite des acquisitions.

Le ratio du capital total a diminué de 20 points de base par rapport à l'an dernier, les capitaux autogénérés à même le bénéfice et les émissions de capital ayant été plus que contrebalancés par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et par le remboursement de débiteures subordonnées au cours du trimestre.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 6 milliards de dollars comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la croissance des activités et des acquisitions, contrebalancées en partie par l'incidence de l'adoption de l'approche NI avancée à l'égard du risque de crédit en vertu de l'accord de Bâle II.

Au 30 avril 2008, notre coefficient actif/capital demeurait en deçà du maximum permis par le BSIF.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007**

Le ratio de capital de première catégorie a augmenté de 10 points de base comparativement au quatrième trimestre de 2007. Cette

augmentation s'explique principalement par les capitaux générés à même le bénéfice et par l'émission de capital, partiellement contrebalancés par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et l'augmentation de la déduction de capital au titre de l'écart d'acquisition par suite de l'acquisition d'ANB.

Le ratio du capital total est demeuré inchangé comparativement au quatrième trimestre de 2007 étant donné que l'incidence des capitaux générés à même le bénéfice et des émissions de capital a été contrebalancée par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et le remboursement de débiteures subordonnées.

Dans l'ensemble, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 1,6 milliard de dollars comparativement au quatrième trimestre de 2007, essentiellement en raison de la croissance des activités et de l'acquisition d'ANB, qui ont été en partie contrebalancées par l'incidence de l'adoption de l'approche NI avancée à l'égard du risque de crédit en vertu de l'accord de Bâle II.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

Le ratio de capital de première catégorie a diminué de 30 points de base comparativement au dernier trimestre. Cette diminution s'explique principalement par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et l'augmentation de la déduction de capital au titre de l'écart d'acquisition lié à ANB, partiellement contrebalancées par les émissions de capital.

Le ratio du capital total a augmenté de 30 points de base comparativement au trimestre précédent, résultat qui traduit l'émission de débiteures subordonnées.

Dans l'ensemble, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 8 milliards de dollars comparativement au dernier trimestre, essentiellement en raison de la croissance des activités et de l'acquisition d'ANB.

Au 30 avril 2008, notre coefficient actif/capital avait diminué de 1,9 fois comparativement au premier trimestre, essentiellement en raison des émissions de capital et de la modification du traitement de la provision générale aux fins du calcul du ratio instauré par le BSIF au cours du trimestre. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par l'incidence de l'acquisition d'ANB.

### Principales activités de gestion du capital

	Pour le trimestre terminé le	Pour le semestre terminé le
	30 avril 2008	30 avril 2008
(en millions de dollars canadiens)		
<b>Dividendes</b>		
Actions ordinaires	647 \$	1 285 \$
Actions privilégiées	23	47
Actions ordinaires émises (1)	853	885
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	–	55
Actions privilégiées émises	213	213
Titres de fiducie de capital émis	500	500
Déventures subordonnées émises	1 000	1 000
Rachat et remboursement par anticipation de déventures subordonnées	–	500

(1) Comprend un montant de 23 millions de dollars (55 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2008) correspondant aux montants en espèces reçus à l'égard des options sur actions exercées au cours de la période.

### Deuxième trimestre de 2008

#### Capital de première catégorie

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une durée de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, un nombre maximal de 20 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous n'avons racheté aucune action en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités étant donné que nous avons accordé la priorité à la préservation du capital afin de maintenir des ratios de capital élevés. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2008, nous avons racheté 1,1 million d'actions ordinaires au coût de 55 millions de dollars.

Le 22 février 2008, nous avons émis 16,4 millions d'actions ordinaires pour 830 millions de dollars dans le cadre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition d'ANB.

Le 29 avril 2008, nous avons émis des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AH d'un montant de 212,5 millions de dollars au prix de 25 \$ l'action.

Le 28 avril 2008, nous avons émis des titres de fiducie de capital RBC d'un montant de 500 millions de dollars. De ce montant, une tranche de 147 millions de dollars a été incluse dans le capital de première catégorie, une tranche de 182 millions a été incluse dans le capital de catégorie 2B et la tranche résiduelle de 171 millions n'a pas encore été comptabilisée à titre de capital.

#### Capital de deuxième catégorie

Le 22 janvier 2008, nous avons remboursé au pair la totalité du montant de 500 millions de dollars de déventures subordonnées en circulation échéant le 22 janvier 2013, plus les intérêts courus.

Le 11 mars 2008, nous avons émis des déventures subordonnées de série 11 d'un montant de 1 milliard de dollars au moyen de notre programme canadien de billets à moyen terme.

Après le 30 avril 2008, nous avons annoncé la conclusion de l'opération suivante portant sur le capital :

Le 29 mai 2008, nous avons annoncé notre intention de racheter la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série N d'un montant de 300 millions de dollars à 25 \$ l'action. Ce rachat devrait être mené à terme le 22 août 2008 et sera financé à même nos fonds généraux.

Pour obtenir plus de détails sur nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Données concernant les actions et dividendes

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au		
	30 avril 2008		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
<b>Actions privilégiées de premier rang (1)</b>			
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300 \$	0,29 \$
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213	–
<b>Total des actions privilégiées de premier rang</b>		<b>2 563 \$</b>	
<b>Actions ordinaires en circulation</b>	<b>1 294 084</b>	<b>8 184 \$</b>	<b>0,50 \$</b>
<b>Actions autodétenues – privilégiées</b>	<b>(332)</b>	<b>(7)</b>	
<b>Actions autodétenues – ordinaires</b>	<b>(2 118)</b>	<b>(99)</b>	
<b>Options sur actions</b>			
Octroyées	25 982		
Pouvant être levées	21 275		

(1) Au 30 avril 2008, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 6 630 000. Au 30 avril 2008, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles. Les autres actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

Au 23 mai 2008, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 314 454 000 et à 25 858 000, respectivement. Au 23 mai 2008, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 297 000 et à 2 319 000, respectivement.

**Capital économique**

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Il est attribué à chaque

secteur d'exploitation en fonction des risques évalués pour chacun de ces secteurs.

Pour plus de détails, se reporter à la page 75 de notre rapport annuel 2007.

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007
Risque de crédit	7 850 \$	7 400 \$	6 800 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	1 750	1 300	2 850
Risque opérationnel	2 400	2 750	2 850
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 000	2 050	2 000
Risque d'assurance	150	150	150
Capital-risque	14 150 \$	13 650 \$	14 650 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	6 400	5 450	5 600
Capital économique	20 550 \$	19 100 \$	20 250 \$
Capital non attribué (1)	3 000	3 650	1 700
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>23 550 \$</b>	<b>22 750 \$</b>	<b>21 950 \$</b>

(1) Le capital non attribué est présenté dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2007**

Le capital économique a augmenté de 300 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du capital lié au risque de crédit et de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, partiellement contrebalancée par une diminution du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation) et au risque opérationnel. Le capital lié au risque de crédit a augmenté essentiellement en raison de la croissance des activités, alors que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ont augmenté principalement en raison de l'acquisition d'ANB. La diminution du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation) découle essentiellement des modifications apportées aux méthodes de calcul du risque de taux d'intérêt, alors que la diminution du capital lié au risque opérationnel résulte de la baisse des revenus.

**Deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008**

Le capital économique a augmenté de 1,5 milliard de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et de l'augmentation du risque de crédit. La hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est principalement attribuable à l'acquisition d'ANB, alors que l'augmentation du capital lié au risque de crédit découle en grande partie de la croissance des activités.

**Capital affecté aux filiales**

La gestion du capital consolidé constitue un objectif clé, car le montant du capital affecté à nos filiales a augmenté. Pour plus de renseignements sur notre cadre de gestion du capital affecté aux filiales, se reporter à la page 76 de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant illustre le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total de notre principale filiale bancaire, RBC Bank (USA).

**Ratios de capital de notre principale filiale bancaire**

	Au		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007
<b>RBC Bank (USA) (1), (2), (3)</b>			
Ratio du capital de première catégorie	9,8 %	10,2 %	10,4 %
Ratio du capital total	12,1 %	12,6 %	12,6 %

(1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le U.S. Federal Reserve Board et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.

(2) Étant donné que l'exercice de RBC Bank (USA) s'échelonne du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, les ratios trimestriels illustrés sont présentés au 31 mars 2008, au 31 décembre 2007 et au 31 mars 2007, respectivement.

(3) Les ratios de capital au 31 janvier 2008 ont été révisés pour tenir compte des données comprises dans les états financiers vérifiés de RBC Bank (USA).

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 77 à 80 de notre rapport annuel 2007.

### Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Nous effectuons aussi des opérations de titrisation synthétique afin de transférer les risques liés à des éléments donnés de nos actifs financiers sans transférer réellement les actifs, par l'entremise de certains instruments financiers. Les paragraphes qui suivent présentent la valeur notionnelle des activités de titrisation qui ont une incidence sur nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

### Deuxième trimestre de 2008 (trimestre)

Au cours du deuxième trimestre de 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 3,6 milliards de dollars. Une tranche de 1,2 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 2,4 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé des prêts sur cartes de crédit d'un montant de 1 milliard de dollars au cours du trimestre.

### Deuxième trimestre de 2008 (semestre)

Au cours du semestre terminé le 30 avril 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 6,2 milliards de dollars. Une tranche de 2,4 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 3,8 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé des prêts sur cartes de crédit d'un montant de 1 milliard de dollars et des prêts hypothécaires commerciaux de 0,2 milliard au cours du semestre terminé le 30 avril 2008.

### Deuxième trimestre de 2008 (période de douze mois)

Au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 14,4 milliards de dollars. Une tranche de 5,6 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 8,8 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé des prêts sur cartes de crédit

d'un montant de 1 milliard de dollars et des prêts hypothécaires commerciaux de 1,2 milliard au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2008.

### Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons à des tiers des garanties, notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 30 avril 2008, nous disposions de facilités de garantie de liquidités d'un montant de 38 milliards de dollars relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, dont une tranche correspondant à 96 % était engagée auprès de conduits multicédants gérés par RBC. Se reporter à la note 27 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements sur les garanties dont il est fait mention ci-dessus et pour une description de nos obligations au titre de certaines ententes d'indemnisation.

### EDDV de financement structuré – titres à enchères américains

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons acheté des titres à enchères américains d'entités qui ont financé leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Certaines de ces entités ne sont pas consolidées.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons vendu des titres à enchères d'environ 1,0 milliard de dollars à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme d'obligations encaissables par anticipation est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Tous les titres à enchères vendus au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenus par des lettres de crédit que nous avons émises et sont financés par l'émission de certificats à taux variable à l'intention d'investisseurs dans des titres à court terme et d'un certificat résiduel à l'intention de tiers investisseurs. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons des facilités de liquidité à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus. Nous ne sommes pas exposés à la majeure partie de la variabilité à laquelle les fiducies de rehaussement de crédit et d'obligations encaissables par anticipation sont assujetties; par conséquent, nous ne consolidons pas ces fiducies. Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux informations sur les EDDV, à la note 9, et à la rubrique Incidence des perturbations sur le marché de la section Rendement financier.

## Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2007. De

plus amples informations sont présentées à la note 29 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2007.

## États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

### Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	30 avril 2007
<b>Actif</b>				
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques</b>	<b>5 958 \$</b>	<b>4 187 \$</b>	<b>4 226 \$</b>	<b>4 270 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts à des banques</b>	<b>12 349</b>	<b>13 664</b>	<b>11 881</b>	<b>8 512</b>
<b>Valeurs mobilières</b>				
Titres du compte de négociation	140 516	150 750	147 485	169 574
Titres disponibles à la vente	34 836	33 598	30 770	28 935
	<b>175 352</b>	<b>184 348</b>	<b>178 255</b>	<b>198 509</b>
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>61 561</b>	<b>76 419</b>	<b>64 313</b>	<b>72 142</b>
<b>Prêts</b>				
Prêts de détail	181 802	174 779	169 462	158 616
Prêts de gros	77 822	72 430	69 967	67 033
	<b>259 624</b>	<b>247 209</b>	<b>239 429</b>	<b>225 649</b>
Provision pour pertes sur prêts	(1 730)	(1 591)	(1 493)	(1 446)
	<b>257 894</b>	<b>245 618</b>	<b>237 936</b>	<b>224 203</b>
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 257	11 700	11 786	9 944
Dérivés	71 743	73 345	66 585	45 692
Locaux et matériel, montant net	2 643	2 277	2 131	1 993
Écart d'acquisition	6 165	4 897	4 752	5 098
Autres actifs incorporels	671	625	628	727
Autres actifs	21 878	15 681	17 853	17 986
	<b>114 357</b>	<b>108 525</b>	<b>103 735</b>	<b>81 440</b>
	<b>627 471 \$</b>	<b>632 761 \$</b>	<b>600 346 \$</b>	<b>589 076 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	125 543 \$	121 351 \$	116 557 \$	119 692 \$
Entreprises et gouvernements	238 539	229 598	219 886	210 168
Banques	35 343	43 467	28 762	42 868
	<b>399 425</b>	<b>394 416</b>	<b>365 205</b>	<b>372 728</b>
<b>Autres</b>				
Acceptations	11 257	11 700	11 786	9 944
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	43 264	44 312	44 689	48 377
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 278	40 522	37 033	41 207
Dérivés	71 551	74 127	72 010	48 660
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 556	7 558	7 283	7 864
Autres passifs	29 479	26 013	28 483	26 222
	<b>191 385</b>	<b>204 232</b>	<b>201 284</b>	<b>182 274</b>
<b>Débitures subordonnées</b>	<b>6 952</b>	<b>5 865</b>	<b>6 235</b>	<b>6 809</b>
<b>Titres de fiducie de capital</b>	<b>1 397</b>	<b>1 400</b>	<b>1 400</b>	<b>1 379</b>
<b>Passifs liés aux actions privilégiées</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>297</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>2 024</b>	<b>1 523</b>	<b>1 483</b>	<b>1 508</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	2 263	2 050	2 050	2 050
Actions ordinaires (émises – 1 294 084 061; 1 276 634 851; 1 276 260 033 et 1 275 327 173)	8 184	7 328	7 300	7 250
Surplus d'apport	245	267	235	241
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 332 044; 290 100; 248 800 et 851 051)	(7)	(6)	(6)	(21)
– ordinaires (détenues – 2 117 985; 2 622 469; 2 444 320 et 2 647 787)	(99)	(119)	(101)	(99)
Bénéfices non répartis	18 951	18 698	18 167	16 786
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 549)	(3 193)	(3 206)	(2 126)
	<b>25 988</b>	<b>25 025</b>	<b>24 439</b>	<b>24 081</b>
	<b>627 471 \$</b>	<b>632 761 \$</b>	<b>600 346 \$</b>	<b>589 076 \$</b>

**États consolidés des résultats** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	3 693 \$	3 930 \$	3 544 \$	7 623 \$	7 074 \$
Valeurs mobilières	1 834	1 810	2 020	3 644	3 881
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	758	934	911	1 692	1 786
Dépôts à des banques	120	150	119	270	280
	6 405	6 824	6 594	13 229	13 021
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts	3 061	3 492	3 384	6 553	6 690
Autres passifs	1 025	1 077	1 236	2 102	2 420
Débentures subordonnées	80	81	85	161	172
	4 166	4 650	4 705	8 816	9 282
<b>Revenu net d'intérêt</b>	2 239	2 174	1 889	4 413	3 739
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	800	841	855	1 641	1 675
Commissions de gestion de placements et de services de garde	427	433	394	860	764
Revenus tirés des fonds communs de placement	385	375	361	760	715
Revenus tirés des activités de négociation	(273)	366	575	93	1 378
Commissions de courtage en valeurs mobilières	309	333	338	642	661
Frais bancaires	323	324	328	647	646
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	163	216	319	379	607
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	149	166	134	315	256
Revenus sur cartes	134	159	134	293	283
Commissions de crédit	84	108	88	192	148
Revenus tirés de la titrisation	121	66	97	187	188
(Perte nette) gain net à la vente de titres disponibles à la vente	(89)	(20)	5	(109)	53
Autres	182	106	152	288	254
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	2 715	3 473	3 780	6 188	7 628
<b>Total des revenus</b>	4 954	5 647	5 669	10 601	11 367
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	349	293	188	642	350
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	548	616	677	1 164	1 193
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Ressources humaines	1 800	1 992	2 022	3 792	4 029
Matériel	273	268	247	541	491
Frais d'occupation	232	214	215	446	413
Communications	178	161	178	339	334
Honoraires	127	134	129	261	249
Impartition de services de traitement	82	77	82	159	156
Amortissement des autres actifs incorporels	29	22	25	51	47
Autres	249	252	250	501	496
	2 970	3 120	3 148	6 090	6 215
<b>Bénéfice avant impôts</b>	1 087	1 618	1 656	2 705	3 609
Charge d'impôts	156	343	353	499	788
<b>Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle</b>	931	1 275	1 303	2 206	2 821
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	3	30	24	33	48
<b>Bénéfice net</b>	928 \$	1 245 \$	1 279 \$	2 173 \$	2 773 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(23)	(24)	(22)	(47)	(38)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	905 \$	1 221 \$	1 257 \$	2 126 \$	2 735 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 287 245	1 273 862	1 272 212	1 280 616	1 273 419
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars)	0,70 \$	0,96 \$	0,99 \$	1,66 \$	2,15 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 298 069	1 286 595	1 288 415	1 292 291	1 290 808
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars)	0,70 \$	0,95 \$	0,98 \$	1,64 \$	2,12 \$
<b>Dividendes par action</b> (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,46 \$	1,00 \$	0,86 \$

**États consolidés du résultat étendu (non vérifié)**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<b>Résultat étendu</b>					
Bénéfice net	928 \$	1 245 \$	1 279 \$	2 173 \$	2 773 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(215)	10	(10)	(205)	16
Reclassement aux résultats de pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	12	10	(4)	22	9
	(203)	20	(14)	(183)	25
Gains (pertes) de change non réalisés	55	1 010	(1 036)	1 065	(157)
Reclassement aux résultats de gains de change	(2)	–	(1)	(2)	(41)
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(46)	(696)	652	(742)	29
	7	314	(385)	321	(169)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(144)	(323)	29	(467)	46
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(16)	2	4	(14)	21
	(160)	(321)	33	(481)	67
Autres éléments du résultat étendu	(356)	13	(366)	(343)	(77)
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>572 \$</b>	<b>1 258 \$</b>	<b>913 \$</b>	<b>1 830 \$</b>	<b>2 696 \$</b>

**États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)**

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<b>Actions privilégiées</b>					
Solde au début	2 050 \$	2 050 \$	1 600 \$	2 050 \$	1 050 \$
Émises	213	–	450	213	1 150
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(150)
Solde à la fin	2 263	2 050	2 050	2 263	2 050
<b>Actions ordinaires</b>					
Solde au début	7 328	7 300	7 216	7 300	7 196
Émises	856	34	50	890	113
Achetées aux fins d'annulation	–	(6)	(16)	(6)	(59)
Solde à la fin	8 184	7 328	7 250	8 184	7 250
<b>Surplus d'apport</b>					
Solde au début	267	235	255	235	292
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	(2)	(2)	(2)	(4)
Attributions de rémunération à base d'actions	(18)	27	(10)	9	(49)
Autres	(4)	7	(2)	3	2
Solde à la fin	245	267	241	245	241
<b>Actions autodétenues – actions privilégiées</b>					
Solde au début	(6)	(6)	(3)	(6)	(2)
Ventes	7	4	5	11	7
Achats	(8)	(4)	(23)	(12)	(26)
Solde à la fin	(7)	(6)	(21)	(7)	(21)
<b>Actions autodétenues – actions ordinaires</b>					
Solde au début	(119)	(101)	(114)	(101)	(180)
Ventes	41	7	16	48	118
Achats	(21)	(25)	(1)	(46)	(37)
Solde à la fin	(99)	(119)	(99)	(99)	(99)
<b>Bénéfices non répartis</b>					
Solde au début	18 698	18 167	16 264	18 167	15 771
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	–	–	–	–	(86)
Bénéfice net	928	1 245	1 279	2 173	2 773
Dividendes sur actions privilégiées	(23)	(24)	(22)	(47)	(38)
Dividendes sur actions ordinaires	(647)	(638)	(586)	(1 285)	(1 097)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	(49)	(143)	(49)	(514)
Frais d'émission et autres	(5)	(3)	(6)	(8)	(23)
Solde à la fin	18 951	18 698	16 786	18 951	16 786
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu</b>					
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(248)	(45)	25	(248)	25
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 886)	(2 893)	(2 173)	(2 886)	(2 173)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(370)	(210)	67	(370)	67
Solde à la fin	(3 549)	(3 193)	(2 126)	(3 549)	(2 126)
<b>Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu</b>	<b>15 402</b>	<b>15 505</b>	<b>14 660</b>	<b>15 402</b>	<b>14 660</b>
<b>Capitaux propres à la fin</b>	<b>25 988 \$</b>	<b>25 025 \$</b>	<b>24 081 \$</b>	<b>25 988 \$</b>	<b>24 081 \$</b>

(1) L'ajustement transitoire découle de la mise en œuvre des nouvelles normes comptables sur les instruments financiers. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés de notre rapport annuel 2007.

## États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net	928 \$	1 245 \$	1 279 \$	2 173 \$	2 773 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	349	293	188	642	350
Amortissement	133	121	106	254	208
Paiements liés au réalignement de l'entreprise	(2)	(5)	(9)	(7)	(26)
Impôts futurs	(277)	(183)	57	(460)	(104)
Amortissement des autres actifs incorporels	29	22	25	51	47
Gain à la vente de locaux et de matériel	(4)	(4)	(4)	(8)	(8)
Gain sur la titrisation de prêts	(76)	(22)	(38)	(98)	(75)
Gain à la vente de titres disponibles à la vente	(12)	(8)	(17)	(20)	(77)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(2)	275	(84)	273	527
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	66	99	164	165	167
Impôts exigibles	(78)	(1 535)	169	(1 613)	128
Actifs dérivés	1 602	(6 760)	(3 466)	(5 158)	(7 963)
Passifs dérivés	(2 576)	2 117	4 689	(459)	6 566
Titres du compte de négociation	11 043	(2 567)	(1 365)	8 476	(12 419)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(671)	1 416	1 796	745	112
Autres	(4 457)	(1 379)	1 121	(5 836)	326
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>5 995</b>	<b>(6 875)</b>	<b>4 611</b>	<b>(880)</b>	<b>(9 468)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 315	(1 783)	(875)	(468)	1 990
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(23 002)	(10 535)	(7 656)	(33 537)	(18 792)
Produit de la titrisation de prêts	2 846	1 405	2 188	4 251	3 941
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	4 695	988	2 242	5 683	4 555
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	4 044	5 839	3 638	9 883	6 585
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(10 083)	(8 061)	(5 720)	(18 144)	(9 875)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(676)	(267)	(148)	(943)	(343)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	14 847	(12 106)	(4 398)	2 741	(12 764)
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	1 568	(9)	290	1 559	(283)
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement</b>	<b>(4 446)</b>	<b>(24 529)</b>	<b>(10 439)</b>	<b>(28 975)</b>	<b>(24 986)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Variation des dépôts	11 219	29 211	4 895	40 430	25 354
Émission de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	500	–	–	500	–
Remboursement de débentures subordonnées	–	(500)	–	(500)	(489)
Émission de débentures subordonnées	1 000	–	–	1 000	–
Émission d'actions privilégiées	213	–	450	213	1 150
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(150)
Frais d'émission	(5)	–	(7)	(5)	(24)
Émission d'actions ordinaires	855	32	46	887	103
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	–	(55)	(159)	(55)	(573)
Actions autodétenues – ventes	48	11	21	59	125
Actions autodétenues – achats	(29)	(29)	(24)	(58)	(63)
Dividendes versés	(662)	(661)	(527)	(1 323)	(1 057)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(1)	(30)	(1)	(31)	(32)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(11 982)	3 489	90	(8 493)	104
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1 048)	(377)	2 016	(1 425)	10 125
Variation des emprunts à court terme des filiales	99	161	(478)	260	(250)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>207</b>	<b>31 252</b>	<b>6 322</b>	<b>31 459</b>	<b>34 323</b>
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	15	113	(102)	128	–
<b>Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques</b>	<b>1 771</b>	<b>(39)</b>	<b>392</b>	<b>1 732</b>	<b>(131)</b>
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 187	4 226	3 878	4 226	4 401
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin</b>	<b>5 958 \$</b>	<b>4 187 \$</b>	<b>4 270 \$</b>	<b>5 958 \$</b>	<b>4 270 \$</b>
<b>Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie</b>					
Intérêts versés durant l'exercice	4 010 \$	4 891 \$	4 341 \$	8 901 \$	9 180 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant l'exercice	312 \$	1 504 \$	394 \$	1 816 \$	687 \$

**Notes complémentaires** (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2007 figurant aux pages 117 à 176 du rapport annuel 2007 (rapport annuel 2007). Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

**Note 1 : Principales conventions comptables****Principales modifications comptables**

*Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes d'information et de présentation publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535, intitulé *Informations à fournir concernant le capital* (chapitre 1535), le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir* (chapitre 3862), et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation* (chapitre 3863).

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir à l'égard des éléments suivants : i) les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité, ii) les données quantitatives sur les éléments

que l'entité considère comme du capital, iii) le fait que l'entité se soit conformée aux exigences en matière de capital ou non et iv) si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette non-conformité.

Les chapitres 3862 et 3863 ont remplacé le chapitre 3861 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces chapitres modifient et augmentent les exigences en matière d'informations à fournir et reprennent les exigences en matière de présentation. Ces nouveaux chapitres accordent une importance accrue aux informations à fournir concernant la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques.

**Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie contre laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur cotés, selon le cas, auquel nous avons accès dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, nous utilisons le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument, sous réserve des ajustements relatifs à la liquidité dont il est fait mention plus bas. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur (cours acheteur ou cours vendeur, selon le cas) pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'établissement des prix des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des facteurs de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Dans certains cas, nous utilisons des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables que nous ajustons afin de refléter l'incertitude et de nous assurer que les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur. Selon nos estimations, nous sommes d'avis que le recours à des hypothèses de rechange possibles pour évaluer ces instruments financiers à la juste valeur ne se traduirait pas par des justes valeurs considérablement différentes.

Lorsque les cours du marché de certains instruments financiers ne peuvent être observés en raison de l'insuffisance du volume des opérations ou de l'absence d'opérations récentes au sein d'un marché moins actif ou inactif, les ajustements relatifs à la liquidité sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur de ces instruments. Des ajustements relatifs à la liquidité sont également calculés afin de refléter le coût associé au dénouement des positions présentant des risques liés à la taille du marché plus importantes que la normale.

Toutes nos opérations sur dérivés sont comptabilisées à la juste valeur. Nous comptabilisons des ajustements de l'évaluation qui correspondent à la juste valeur du risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin

d'établir la juste valeur de ceux-ci. Ces ajustements tiennent compte de la capacité financière de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des opérations ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les accords généraux de compensation et les conventions accessoires. Nous recalculons régulièrement les ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard de tous nos portefeuilles de dérivés. Des changements des ajustements de l'évaluation du crédit sont comptabilisés dans le résultat de la période considérée.

Un gain net de 2 millions de dollars, correspondant à un ajustement des justes valeurs estimatives établies à l'aide de techniques d'évaluation reposant sur des paramètres d'entrée qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables, a été constaté dans le résultat net du trimestre terminé le 30 avril 2008 (4 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers sont comptabilisés au résultat net uniquement si la juste valeur de l'instrument i) est attestée par les cours du marché sur un marché actif ou par comparaison avec d'autres transactions actuellement observables sur le marché et portant sur un instrument essentiellement identique ou ii) est fondée sur une technique d'évaluation reposant sur des données de marché observables ou iii) lorsque les risques liés au contrat dérivé sont entièrement compensés par d'autres contrats conclus avec des tiers. Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale constituent la différence entre le prix de transaction et la juste valeur de l'instrument à la date de transaction. Pour les instruments financiers dont la juste valeur n'est pas attestée par les critères ci-dessus ou pour lesquels les risques liés au contrat initial ne sont pas entièrement transférés à un tiers, le gain ou la perte non réalisé au moment de la comptabilisation initiale est reporté. Le gain ou la perte reporté est comptabilisé lorsque i) des données de marché observables peuvent être obtenues et attester la juste valeur de la transaction ou ii) les risques liés au contrat initial sont presque entièrement compensés par d'autres contrats conclus avec des tiers ou iii) le gain ou la perte est réalisé au moyen d'un encaissement ou d'un paiement en espèces ou iv) la transaction se conclut avant son échéance ou à l'échéance.

Nous disposons de politiques internes documentées qui détaillent nos processus d'évaluation de la juste valeur, y compris les méthodes utilisées pour déterminer les ajustements de l'évaluation. Ces méthodes sont appliquées de façon uniforme et font périodiquement l'objet d'un examen par la Gestion des risques du Groupe.

**Note 2 : Juste valeur des instruments financiers** (suite)

Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains et des pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers pour les trimestres terminés le 30 avril 2008 et le 31 janvier 2008.

	Au et pour le trimestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début		
Ajouter : pertes non réalisées reportées survenues au cours de la période	180 \$	186 \$
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	(1)	(2)
Gains non réalisés reportés, à la fin	2	4
	177 \$	180 \$

Les gains et les pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation, des dérivés de crédit et de taux d'intérêt structurés et des polices d'assurance vie détenues par des banques.

**Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers**

Le tableau suivant illustre la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007 :

	Au 30 avril 2008						
	Valeur comptable et juste valeur						
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction (1)	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (2)	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
<b>Actifs financiers</b>							
Valeurs mobilières							
Titres du compte de négociation	120 973 \$	19 543 \$	– \$	– \$	– \$	140 516 \$	140 516 \$
Titres disponibles à la vente (3)	–	–	33 700	–	1 136	34 836	34 836
Total des valeurs mobilières	120 973 \$	19 543 \$	33 700 \$	– \$	1 136 \$	175 352 \$	175 352 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	21 936 \$	– \$	39 625 \$	– \$	61 561 \$	61 561 \$
Prêts							
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	181 092 \$	– \$	181 092 \$	181 092 \$
Prêts de gros	–	4 047	–	72 755	–	76 802	76 802
Total des prêts	– \$	4 047 \$	– \$	253 847 \$	– \$	257 894 \$	257 894 \$
Autres							
Dérivés (4)	71 743 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	71 743 \$	71 743 \$
Autres actifs	–	233	–	27 500	–	27 733	27 733
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts							
Particuliers	– \$	1 902 \$	– \$	123 641 \$	– \$	125 543 \$	125 543 \$
Entreprises et gouvernements	–	56 139	–	182 400	–	238 539	238 539
Banques	–	7 446	–	27 897	–	35 343	35 343
Total des dépôts	– \$	65 487 \$	– \$	333 938 \$	– \$	399 425 \$	399 425 \$
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	43 264 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	43 264 \$	43 264 \$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	18 380	–	9 898	–	28 278	28 278
Dérivés	71 551	–	–	–	–	71 551	71 551
Autres passifs	–	–	–	37 026	–	37 026	37 026
Débetures subordonnées	–	80	–	6 872	–	6 952	6 952
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 397	–	1 397	1 397
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300	–	300	300

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(3) Les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres disponibles à la vente.

(4) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 114 millions de dollars.

**Note 2 : Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Au 31 octobre 2007							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur			
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
<b>Actifs financiers</b>								
<b>Valeurs mobilières</b>								
Titres du compte de négociation	128 647 \$	18 838 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	147 485 \$	147 485 \$
Titres disponibles à la vente (2)	–	–	29 572	–	–	1 198	30 770	30 770
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>128 647 \$</b>	<b>18 838 \$</b>	<b>29 572 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>1 198 \$</b>	<b>178 255 \$</b>	<b>178 255 \$</b>
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>– \$</b>	<b>25 522 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>38 791 \$</b>	<b>38 791 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>64 313 \$</b>	<b>64 313 \$</b>
<b>Prêts</b>								
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	168 782 \$	168 375 \$	– \$	168 782 \$	168 375 \$
Prêts de gros	–	3 235	–	65 919	65 910	–	69 154	69 145
<b>Total des prêts</b>	<b>– \$</b>	<b>3 235 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>234 701 \$</b>	<b>234 285 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>237 936 \$</b>	<b>237 520 \$</b>
<b>Autres</b>								
Dérivés (3)	66 585 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	66 585 \$	66 585 \$
Autres actifs	–	164	–	24 653	24 653	–	24 817	24 817
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	– \$	851 \$	– \$	115 706 \$	115 609 \$	– \$	116 557 \$	116 460 \$
Entreprises et gouvernements	1 639	56 751	–	161 496	161 217	–	219 886	219 607
Banques	–	5 668	–	23 094	23 095	–	28 762	28 763
<b>Total des dépôts</b>	<b>1 639 \$</b>	<b>63 270 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>300 296 \$</b>	<b>299 921 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>365 205 \$</b>	<b>364 830 \$</b>
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 689 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	44 689 \$	44 689 \$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	24 086	–	12 947	12 947	–	37 033	37 033
Dérivés	72 010	–	–	–	–	–	72 010	72 010
Autres passifs	–	–	–	36 232	36 262	–	36 232	36 262
Débitures subordonnées	–	77	–	6 158	6 427	–	6 235	6 504
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 400	1 476	–	1 400	1 476
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300	300	–	300	300

(1) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres disponibles à la vente.

(3) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 147 millions de dollars.

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme

détenus à des fins de transaction attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées.

	Au 30 avril 2008						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2007 attribuables aux modifications du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2007	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
<b>Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction</b>							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 545 \$	3 545 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	21 936	21 936	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	4 047	4 101	(63)	(117)	1 170	17	27
<b>Total</b>	<b>29 528 \$</b>	<b>29 582 \$</b>	<b>(63)\$</b>	<b>(117)\$</b>	<b>1 170 \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>27 \$</b>

(1) Les variations cumulatives sont évaluées à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

**Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**

	Au 31 octobre 2007						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 attribuables aux modifications du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2006	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 821 \$	4 821 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	25 522	25 522	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	3 235	3 164	(42)	(21)	1 106	18	–
<b>Total</b>	<b>33 578 \$</b>	<b>33 507 \$</b>	<b>(42)\$</b>	<b>(21)\$</b>	<b>1 106 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>– \$</b>

(1) Les variations cumulatives sont évaluées à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Pour déterminer la variation, au cours d'un trimestre, de la juste valeur d'un passif financier désigné comme détenu à des fins de transaction, nous calculons, au début du trimestre, la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels de l'instrument au moyen des taux suivants :

d'abord, au moyen d'un taux d'actualisation observé qui reflète l'écart de taux de RBC et ensuite, au moyen d'un taux qui ne tient pas compte de l'écart de taux de RBC. Puis, nous comparons l'écart entre ces valeurs et l'écart entre celles obtenues au moyen des mêmes taux en fin de période.

	Au 30 avril 2008				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2007 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	1 981 \$	1 902 \$	(79)\$	(8)\$	(14)\$
Entreprises et gouvernements	56 154	56 139	(15)	(167)	(241)
Banques	7 447	7 446	(1)	–	(1)
<b>Total des dépôts à terme</b>	<b>65 582 \$</b>	<b>65 487 \$</b>	<b>(95)\$</b>	<b>(175)\$</b>	<b>(256)\$</b>
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	18 387 \$	18 380 \$	(7)\$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	97	80	(17)	(13)	(20)
<b>Total</b>	<b>84 066 \$</b>	<b>83 947 \$</b>	<b>(119)\$</b>	<b>(188)\$</b>	<b>(276)\$</b>

(1) Les variations cumulatives attribuables aux modifications de nos écarts de taux sont évaluées à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

	Au 31 octobre 2007			
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 <sup>er</sup> novembre 2006 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction				
Dépôts à terme				
Particuliers	890 \$	851 \$	(39)\$	(6)\$
Entreprises et gouvernements	56 741	56 751	10	(74)
Banques	5 668	5 668	–	(1)
<b>Total des dépôts à terme</b>	<b>63 299 \$</b>	<b>63 270 \$</b>	<b>(29)\$</b>	<b>(81)\$</b>
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	24 087 \$	24 086 \$	(1)\$	– \$
Débitures subordonnées	82	77	(5)	(7)
<b>Total</b>	<b>87 468 \$</b>	<b>87 433 \$</b>	<b>(35)\$</b>	<b>(88)\$</b>

**Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs au titre de nos dépôts à vue, à préavis et à terme. L'échéance « Moins de 1 an » comprend les dépôts remboursables à vue et les dépôts remboursables sur préavis. Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour

lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait : ces dépôts sont principalement des comptes-chèques. Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

*Dépôts*

	Au	
	30 avril 2008	31 octobre 2007
Moins de 1 an	284 431 \$	308 708 \$
De 1 an à 2 ans	10 893	17 484
De 2 ans à 3 ans	17 613	15 290
De 3 ans à 4 ans	11 527	9 501
De 4 ans à 5 ans	17 981	8 552
Plus de 5 ans	56 980	5 670
	<b>399 425 \$</b>	<b>365 205 \$</b>

**Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente**

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente.

	Au							
	30 avril 2008				31 octobre 2007			
	Coût après amortissement	Gains non réalisés bruts	Pertes non réalisées brutes	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains non réalisés bruts	Pertes non réalisées brutes	Juste valeur (1)
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	10 507 \$	295 \$	– \$	10 802 \$	7 732 \$	34 \$	(6) \$	7 760 \$
Provinces et municipalités	318	8	–	326	279	–	(1)	278
Créances du gouvernement américain								
Gouvernement fédéral	25	1	–	26	–	–	–	–
États, municipalités et organismes	4 073	26	(35)	4 064	3 582	14	(52)	3 544
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (2)	1 083	4	–	1 087	819	1	(2)	818
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 335	–	(434)	2 901	3 345	4	(89)	3 260
Titres adossés à des actifs	1 957	1	(79)	1 879	1 812	2	(29)	1 785
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 483	97	(88)	10 492	9 855	45	(101)	9 799
Titres de participation	2 703	43	(135)	2 611	2 715	191	(32)	2 874
Titres de substitut de prêt	656	–	(8)	648	656	–	(4)	652
	<b>35 140 \$</b>	<b>475 \$</b>	<b>(779) \$</b>	<b>34 836 \$</b>	<b>30 795 \$</b>	<b>291 \$</b>	<b>(316) \$</b>	<b>30 770 \$</b>

(1) Les justes valeurs correspondantes de la période précédente présentées antérieurement ont été révisées; ces révisions n'ont aucune incidence sur nos bilans consolidés.

(2) OCDE signifie Organisation de coopération et de développement économiques.

Chaque trimestre, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons les titres disponibles à la vente affichant des pertes non réalisées afin de déterminer si ces pertes non réalisées sont durables. Pour ce faire, nous prenons en compte plusieurs facteurs, y compris : i) la période pendant laquelle et la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ii) la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur et iii) notre intention ou notre capacité de détenir le placement durant une période suffisamment longue pour permettre le recouvrement prévu de la juste valeur.

Au 30 avril 2008, nous affichions des pertes non réalisées de 434 millions de dollars sur nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires et de 135 millions sur les titres de participation. Les titres adossés à des créances hypothécaires ont subi l'incidence négative de l'élargissement des écarts de taux et des fluctuations des taux d'intérêt. Les pertes non réalisées sur les titres adossés à des créances hypothécaires ont trait à des titres adossés à des créances hypothécaires avec flux groupés de cote AAA non garantis par une agence affichant un surdimensionnement et des écarts de taux excédentaires afin de soutenir le crédit sous-jacent aux obligations. En outre, la courte durée de ces titres atténue le risque de crédit. Une grande partie des titres de participation affichant des pertes non réalisées constituent des actions de banques canadiennes cotées en Bourse que nous détenons à titre de couverture économique; le reste des titres de participation constituent des placements dans des

organismes gouvernementaux américains qui présentent un risque minime de pertes sur créances. En raison des facteurs mentionnés précédemment, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire au 30 avril 2008.

Les pertes non réalisées sur les autres titres que nous détenons, y compris les titres adossés à des actifs, les créances gouvernementales, les titres d'emprunt de sociétés et les autres créances s'expliquent principalement par les variations des taux d'intérêt et par l'élargissement des écarts de taux imputables aux perturbations actuelles sur les marchés des capitaux, par l'affaiblissement du marché de l'habitation américain et par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Cependant, étant donné la qualité du crédit des émetteurs et le fait que certains de ces titres font l'objet d'un surdimensionnement, qu'ils présentent un écart de taux excédentaire afin de soutenir le crédit des obligations ou qu'ils sont assortis d'une cote A ou supérieure, nous croyons que nous serons en mesure de recouvrer la valeur comptable de ces titres conformément aux modalités contractuelles de ces placements, ce qui pourrait avoir lieu à l'échéance des titres. Par conséquent, au 30 avril 2008, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire.

À titre de sûreté pour certains titres disponibles à la vente, nous détenons notamment des hypothèques et d'autres rehaussements de crédit, comme des garanties et des dérivés de crédit.

**Pertes de valeur comptabilisées**

Si nous déterminons qu'il y a eu une perte de valeur durable, la valeur comptable d'un titre est réduite à la juste valeur, et une perte est comptabilisée dans le résultat net. Au cours du trimestre terminé le 30 avril

2008, un montant de 101 millions de dollars au titre des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente que nous avons considérées comme durables a été comptabilisé au résultat net (28 millions au trimestre terminé le 31 janvier 2008).

**Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux***Provision pour pertes sur prêts*

	Au 30 avril 2008						Au 31 octobre 2007
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
<b>Prêts de détail</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels (2)	17 \$	(1)\$	– \$	3 \$	1 \$	20 \$	15 \$
Prêts aux particuliers	113	(128)	19	110	–	114	96
Prêts sur cartes de crédit	–	(78)	13	66	(1)	–	–
Prêts aux petites entreprises (3)	10	(12)	2	12	–	12	9
	140 \$	(219)\$	34 \$	191 \$	– \$	146 \$	120 \$
<b>Prêts de gros</b>							
Prêts aux entreprises (2), (4)	286 \$	(83)\$	6 \$	159 \$	(4)\$	364 \$	231 \$
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–	–	–	–
<b>Provisions spécifiques</b>	426 \$	(302)\$	40 \$	350 \$	(4)\$	510 \$	351 \$
Provision générale (7)	1 244	–	–	(1)	57	1 300	1 221
<b>Total de la provision pour pertes sur créances</b>	1 670 \$	(302)\$	40 \$	349 \$	53 \$	1 810 \$	1 572 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (8)	(79)	–	–	–	(1)	(80)	(79)
<b>Total de la provision pour pertes sur prêts</b>	1 591 \$	(302)\$	40 \$	349 \$	52 \$	1 730 \$	1 493 \$

- (1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises. L'ajustement au titre de la provision générale comprend un montant de 54 millions de dollars qui a trait aux prêts acquis dans le cadre de l'acquisition d'Alabama National Bancorporation. Veuillez vous reporter à la note 7.
- (2) Les chiffres correspondants au 31 octobre 2007 reflètent le reclassement, du portefeuille américain de prêts hypothécaires résidentiels de détail au portefeuille américain de prêts de gros du secteur immobilier et de secteurs connexes, d'un montant de 8 millions de dollars au titre de la provision pour pertes sur créances et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (4) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des provisions de 35 millions de dollars (néant au 31 octobre 2007) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
- (7) Comprend un montant de 80 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (79 millions au 31 octobre 2007).
- (8) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

*Prêts en souffrance mais non douteux*

	Au 30 avril 2008			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total
<b>Prêts de détail</b>				
Prêts de gros	2 858 \$	1 124 \$	289 \$	4 271 \$
	1 201	330	7	1 538
<b>Total</b>	4 059 \$	1 454 \$	296 \$	5 809 \$

*Prêts douteux (1)*

	Au			31 octobre 2007
	30 avril 2008	30 avril 2008	30 avril 2008	
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
<b>Prêts de détail</b>				
Prêts hypothécaires résidentiels (2)	257 \$	(20)\$	237 \$	165 \$
Prêts aux particuliers	227	(114)	113	93
Prêts aux petites entreprises (3)	30	(12)	18	10
	514 \$	(146)\$	368 \$	268 \$
<b>Prêts de gros</b>				
Prêts aux entreprises (2), (4)	1 476 \$	(364)\$	1 112 \$	521 \$
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–
	1 476 \$	(364)\$	1 112 \$	521 \$
<b>Total</b>	1 990 \$	(510)\$	1 480 \$	789 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le semestre terminé le 30 avril 2008 s'est élevé à 1 541 millions de dollars (959 millions au 31 octobre 2007).
- (2) Les chiffres correspondants au 31 octobre 2007 reflètent le reclassement d'un montant de 22 millions de dollars du portefeuille américain de prêts hypothécaires résidentiels de détail au portefeuille américain de prêts de gros du secteur immobilier et de secteurs connexes (prêts douteux bruts de 30 millions, déduction faite des provisions spécifiques de 8 millions).
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (4) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 172 millions de dollars (néant au 31 octobre 2007) et d'un montant net de 137 millions (néant au 31 octobre 2007) au titre des prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des conduits multicédants administrés par RBC.
- (5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

La garantie principale et les autres rehaussements de crédit que nous détenons à titre de sûreté pour les prêts comprennent i) des assurances et des hypothèques sur des terrains et des immeubles résidentiels, ii) des droits de recours sur des actifs commerciaux, comme des immeubles, du matériel, des stocks et des créances, iii) des droits de recours sur des biens immobiliers commerciaux que nous finançons et iv) des droits de recours sur des liquidités, des garanties et des titres.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 59 millions de dollars (22 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). La réduction connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 12 millions de dollars (montant négligeable pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007).

#### Note 5 : Titrisations

##### Activités de titrisation pour le trimestre terminé le (1)

	30 avril 2008 (2)		31 janvier 2008 (3)		30 avril 2007 (3)	
	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)	Prêts hypothécaires commerciaux (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)	Prêts hypothécaires commerciaux (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)
Prêts titrisés et vendus	1 047 \$	1 800 \$	166 \$	1 250 \$	602 \$	1 583 \$
Produit net en espèces reçu	1 000	1 800	156	1 240	606	1 582
Titres adossés à des actifs acquis	46	–	9	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	7	70	–	33	–	35
(Perte) gain à la vente avant impôts	6	70	(1)	23	4	34

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (2) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts hypothécaires commerciaux au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, le produit net en espèces reçu correspond au produit brut de 165 millions de dollars moins les fonds affectés à l'achat de billets de 9 millions. La valeur en capital des billets s'établissait à 10 millions de dollars. Nous n'avons acheté aucun billet dans le cadre de nos activités de titrisation au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007.
- (3) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2008 et le 30 avril 2007.
- (4) Le produit net en espèces reçu à l'égard de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période considérée correspond au produit en espèces brut de 1 046 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 46 millions.
- (5) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2008 totalisaient 2 514 millions de dollars (1 383 millions au 31 janvier 2008; 843 millions au 30 avril 2007). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (6) La totalité des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés sont assurés.

##### Activités de titrisation pour le semestre terminé le (1)

	30 avril 2008			30 avril 2007 (2)	
	Prêts sur cartes de crédit (3)	Prêts hypothécaires commerciaux (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)	Prêts hypothécaires commerciaux canadiens (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)
Prêts titrisés et vendus	1 047 \$	166 \$	3 050 \$	922 \$	3 021 \$
Produit net en espèces reçu	1 000	156	3 040	932	3 009
Titres adossés à des actifs acquis	46	9	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	7	–	103	–	77
(Perte) gain à la vente avant impôts	6	(1)	93	10	65

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (2) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du semestre terminé le 30 avril 2007.
- (3) Le produit net en espèces reçu à l'égard de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du semestre considéré correspond au produit brut en espèces de 1 046 millions de dollars moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 46 millions.
- (4) Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, le produit net en espèces reçu correspond au produit brut de 165 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets de 9 millions. La valeur en capital des billets s'est chiffrée à 10 millions de dollars. Nous n'avons acheté aucun billet dans le cadre de nos activités de titrisation au cours du semestre terminé le 30 avril 2007.
- (5) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du semestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 30 avril 2008 totalisaient 3 498 millions de dollars (1 445 millions au 30 avril 2007). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (6) La totalité des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés sont assurés.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation des activités du trimestre terminé le 30 avril 2008.

##### Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	
		Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	0,25	5,39	4,11
Taux de remboursement	35,38 %	28,00 %	14,34 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	3,89	0,80	1,43
Pertes sur créances prévues	2,48	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	10,00 %	3,69 %	3,48 %

- (1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception des taux de remboursement à l'égard des prêts sur cartes de crédit, qui sont calculés mensuellement.
- (2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux, car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces prêts titrisés.

s.o. : sans objet

Au cours du trimestre, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons vendu à des tiers investisseurs des participations d'un montant de 14,81 millions de dollars US (14,92 millions de dollars CA) dans des prêts commerciaux à l'égard d'immeubles d'habitation collective, pour leur montant en capital. Le gain lié à cette vente a été négligeable. Aucune participation n'avait été vendue au cours du deuxième trimestre de 2007.

#### Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers dérivés et non dérivés	Au 30 avril 2008				Au 31 octobre 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
<b>Actifs financiers</b>								
Instruments financiers dérivés (2)	313 \$	649 \$	77 \$	70 704 \$	390 \$	268 \$	856 \$	65 071 \$
<b>Passifs financiers</b>								
Instruments financiers dérivés (2)	932 \$	135 \$	135 \$	70 349 \$	206 \$	166 \$	5 \$	71 633 \$
Instruments financiers non dérivés (3)	–	423	4 892	s.o.	–	472	4 307	s.o.

(1) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 114 millions de dollars (147 millions au 31 octobre 2007).

(2) Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

(3) Les instruments financiers non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

s.o. : sans objet

#### Activités de couverture

	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008			Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2007		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
<b>Couvertures de la juste valeur</b>									
Tranche inefficace	10 \$	s.o. \$	s.o. \$	(1)\$	s.o. \$	s.o. \$	(2)\$	s.o. \$	s.o. \$
<b>Couvertures des flux de trésorerie</b>									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.	10	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(144)	s.o.	s.o.	(323)	s.o.	s.o.	29
Reclassées dans les résultats au cours du trimestre (1)	s.o.	25	s.o.	s.o.	(3)	s.o.	s.o.	(8)	s.o.
<b>Couvertures de l'investissement net</b>									
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	55	s.o.	s.o.	1 010	s.o.	s.o.	(1 036)
(Pertes) gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(46)	s.o.	s.o.	(696)	s.o.	s.o.	652
	10 \$	25 \$	(135)\$	(8)\$	(3)\$	(9)\$	8 \$	(8)\$	(355)\$

(1) Des gains après impôts de 16 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 (pertes de 2 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008; pertes de 4 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007).

s.o. : sans objet

	Pour le semestre terminé le 30 avril 2008			Pour le semestre terminé le 30 avril 2007		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
<b>Couvertures de la juste valeur</b>						
Tranche inefficace	9 \$	s.o. \$	s.o. \$	(1)\$	s.o. \$	s.o. \$
<b>Couvertures des flux de trésorerie</b>						
Tranche inefficace	(7)	s.o.	s.o.	(1)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(467)	s.o.	s.o.	46
Reclassées dans les résultats au cours du semestre (1)	s.o.	22	s.o.	s.o.	(33)	s.o.
<b>Couvertures de l'investissement net</b>						
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	1 065	s.o.	s.o.	(157)
(Pertes) gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(742)	s.o.	s.o.	29
	2 \$	22 \$	(144)\$	(2)\$	(33)\$	(82)\$

(1) Des gains après impôts de 14 millions de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le semestre terminé le 30 avril 2008 (pertes de 21 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2007).

s.o. : sans objet

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à l'égard du risque de crédit de contrepartie lié aux actifs dérivés au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008 (164 millions au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008).

#### Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au 30 avril 2008				Au 31 octobre 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1), (2)	18 533 \$	26 831 \$	26 407 \$	71 771 \$	65 568 \$
Passifs dérivés (3)	18 890	27 054	24 586	70 530	71 422

(1) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 114 millions de dollars (147 millions au 31 octobre 2007).

(2) Excluant les dépôts de garantie obligatoires de (28) millions de dollars (1 017 millions au 31 octobre 2007).

(3) Excluant les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit de 1 021 millions de dollars (588 millions au 31 octobre 2007).

#### Note 7 : Acquisitions importantes

##### Services bancaires américains et internationaux

Le 22 février 2008, RBC Bancorporation (USA), auparavant RBC Centura Banks, Inc., a finalisé l'acquisition d'Alabama National Bancorporation (ANB), société mère de dix banques filiales et d'autres entreprises affiliées d'Alabama, de Floride et de Géorgie, dont le siège est situé à Birmingham.

La répartition du coût d'acquisition est provisoire et n'a pas été achevée parce que l'évaluation de certains actifs et de certains passifs n'est pas terminée. Le tableau suivant présente le détail de la répartition provisoire du coût d'acquisition :

	ANB
Date d'acquisition	Le 22 février 2008
Secteur d'exploitation	Services bancaires américains et internationaux
Pourcentage des actions acquises	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 933 \$ US et environ 16,4 millions d'actions de RBC évaluées à 49,9067 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 774 \$ CA
Juste valeur des immobilisations corporelles acquises (1)	7 520 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(7 087)
Juste valeur des actifs nets identifiables acquis	433
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (2)	71
Écart d'acquisition	1 270
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 774 \$

(1) Comprend des prêts d'environ 140 millions de dollars (139 millions de dollars US) qui ont été classés comme disponibles à la vente.

(2) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de sept ans.

En décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition d'une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas, pour former une coentreprise désignée sous la dénomination sociale de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited. Cette acquisition n'est relativement pas importante pour le secteur Services bancaires américains et internationaux.

Le 2 octobre 2007, nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec RBTT Financial Group (RBTT) visant le regroupement de nos activités bancaires de détail dans les Antilles avec celles de RBTT au moyen de

l'acquisition de RBTT, au prix d'acquisition total de 13,8 milliards de dollars de Trinité-et-Tobago (2,2 milliards de dollars CA au 30 avril 2008). RBTT est un groupe de services bancaires de détail et financiers des Antilles qui offre une gamme complète de services d'intermédiaire bancaires et financiers pour les clients de Trinité-et-Tobago et des Antilles. L'acquisition, qui a été approuvée par les actionnaires de RBTT en mars 2008, est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation des autorités de réglementation de Trinité-et-Tobago et d'autres organismes de réglementation. L'opération devrait être menée à terme au cours du troisième trimestre de 2008.

**Gestion de patrimoine**

Le 1<sup>er</sup> mai 2008, nous avons finalisé l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N), dont le siège est situé à Vancouver, et nous avons émis environ 20 millions d'actions ordinaires de RBC et 7 millions d'actions échangeables d'une filiale en propriété exclusive de RBC à l'intention des actionnaires de PH&N. Ces actions échangeables seront échangées à raison de une pour une contre des actions ordinaires de RBC trois ans après la clôture conformément à la convention d'acquisition.

Le 14 février 2008, nous avons annoncé la conclusion d'une convention de fusion définitive aux termes de laquelle RBC Capital Markets Corporation, auparavant RBC Dain Rauscher Inc., fera l'acquisition de Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW), située à Washington, D.C. L'acquisition est assujettie aux conditions de clôture habituelles, notamment l'approbation des autorités de réglementation des États-Unis et du Canada, ainsi que celle des actionnaires de FBW. L'opération devrait être menée à terme d'ici au milieu de 2008.

**Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi**

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Charge au titre des prestations constituées	83 \$	86 \$	93 \$	169 \$	184 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	28	28	28	56	55

**Note 9 : Entités à détenteurs de droits variables****Titres à enchères**

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons acheté des titres à enchères américains émis par des entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Le capital des prêts aux étudiants et les intérêts courus s'y rapportant sont en grande partie garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. À titre d'agent de revente aux enchères pour ces entités, nous n'avons aucune obligation juridique d'acheter les billets émis par ces entités dans le cadre du processus d'enchère.

Certaines entités desquelles nous avons acheté des titres à enchères sont des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (NOC-15)*, pour lesquelles nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire. Le total des actifs dans ces entités au 30 avril 2008 s'établissait à 2,2 milliards de dollars. Les actifs qui soutiennent les obligations des EDDV consolidées sont présentés dans notre bilan consolidé, principalement de la façon suivante : un montant de 102 millions de dollars au titre de l'encaisse et des montants à recevoir de banques, un montant de 2,0 milliards au titre des prêts de détail, qui représentent principalement des prêts aux étudiants, et un montant de 77 millions au titre des autres actifs.

En ce qui concerne les EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs (exclusion faite de nos droits variables significatifs dans les programmes d'obligations encaissables par anticipation), le total des actifs des EDDV au 30 avril 2008 s'établissait à 8,3 milliards de dollars. Notre risque maximal de perte, qui comprend les titres à enchères connexes, se chiffrait à 2,7 milliards de dollars au 30 avril 2008. Ce montant est comptabilisé dans les titres du compte de négociation.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons vendu des titres à enchères d'environ 1,0 milliard de dollars à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme d'obligations encaissables par anticipation est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Tous les titres à enchères vendus au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenus par des lettres de crédit que nous avons émises et sont financés par l'émission de certificats à taux variable à l'intention d'investisseurs dans des titres à court terme et d'un certificat résiduel à l'intention d'un unique tiers investisseur. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons des facilités de liquidité à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus.

Tant les fiducies de rehaussement de crédit que celles d'obligations encaissables par anticipation sont des EDDV. Nous détenons des droits variables significatifs dans ces fiducies par l'intermédiaire de nos facilités de liquidité et lettres de crédit. Cependant, nous ne sommes pas exposés à la majeure partie de la variabilité à laquelle elles sont assujetties; par conséquent, nous ne consolidons pas ces fiducies en vertu de la NOC-15. Au 30 avril 2008, le total des actifs de ces EDDV et notre risque maximal de perte découlant de notre participation dans ces EDDV s'établissaient à 1,0 milliard de dollars et à 1,1 milliard, respectivement. Les facilités de liquidité et lettres de crédit sont visées par les informations sur les garanties, à la note 14.

Le 30 avril 2008, nous nous sommes engagés à vendre une tranche de 279 millions de dollars de nos titres à enchères à la juste valeur de marché à l'intention d'une EDDV non affiliée et non consolidée. L'achat des titres à enchères par cette EDDV sera financé par un prêt que nous consentirons, et le prêt sera garanti par les titres à enchères. Nous sommes l'agent revendeur des titres à enchères. L'opération de vente devrait être conclue en juin 2008.

**Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement****Titres de fiducie de capital**

Le 28 avril 2008, nous avons émis un montant de 500 millions de dollars de titres de fiducie de capital RBC de série 2008-1 (les titres RBC TruCS de série 2008-1) par l'intermédiaire de notre filiale consolidée Fiducie de capital RBC (Fiducie), une fiducie à capital fixe créée sous le régime des lois de la province d'Ontario.

Le prix de l'émission a été établi à 1 000 \$ par titre de fiducie RBC TruCS de série 2008-1. L'émission procurera un rendement indiqué de 6,821 %, payable semestriellement au moyen d'un paiement de 34,105 \$ le dernier jour des mois de juin et de décembre de chaque année jusqu'au 30 juin 2018, et, par la suite, de distributions variables au taux des acceptations bancaires de six mois plus 350 points de base. Le produit a été affecté au financement de l'acquisition d'actifs de fiducie par la Fiducie.

Les détenteurs de titres RBC TruCS de série 2008-1 ne disposent pas de droit de conversion ni d'aucun autre droit de rachat. Par conséquent, à la consolidation de la Fiducie, les titres RBC TruCS de série 2008-1 sont classés à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Les titres RBC TruCS de série 2008-1 peuvent être rachetés à compter du 30 juin 2013, inclusivement, en totalité (mais non en partie)

sans le consentement des détenteurs, sous réserve de l'approbation du BSIF, pour une contrepartie en espèces correspondant i) au prix de rachat anticipé si le rachat se produit avant le 30 juin 2008 ou ii) au prix de rachat si le rachat se produit le ou après le 30 juin 2018. Le prix de rachat correspond à 1 000 \$ plus la partie impayée de la distribution indiquée sur les titres, le cas échéant. Le prix de rachat anticipé correspond au plus élevé des deux montants suivants : i) le prix de rachat ou ii) le rendement des titres RBC TruCS de série 2008-1 selon le prix des obligations du Canada.

La totalité des titres RBC TruCS de série 2008-1 seront échangés automatiquement, sans le consentement des détenteurs, contre 40 de nos actions privilégiées rachetables à dividende non cumulatif de série AI si l'un des événements suivants se produit : i) un processus visant la liquidation de la Banque Royale est amorcé; ii) le BSIF prend le contrôle de la Banque Royale; iii) le ratio de capital de première catégorie de la Banque Royale est inférieur à 5 % ou le ratio de capital total est inférieur à 8 %; iv) le BSIF nous a demandé d'augmenter nos capitaux propres ou de fournir des liquidités supplémentaires et nous optons pour un tel échange automatique ou nous ne parvenons pas à satisfaire à la demande du BSIF.

Les titres RBC TruCS de série 2008-1 ne constituent pas des obligations de la Banque Royale, de la Fiducie, ni d'un de leurs agents ou affiliés respectifs, ni des participations dans ceux-ci, et ils ne sont ni garantis ni assurés par ceux-ci. Les titres RBC TruCS de série 2008-1 ne sont ni assurés ni garantis par la société d'assurance-dépôts du Canada ni par quelque autre organisme gouvernemental ou intermédiaire du gouvernement.

#### Déventures subordonnées

Le 11 mars 2008, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de déventures subordonnées (les billets) en vertu de notre programme canadien de billets à moyen terme. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,84 % par année, payable semestriellement jusqu'au 11 mars 2013 et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de trois mois plus 2,00 %, payable trimestriellement, et ce, jusqu'à l'échéance le 11 mars 2018. Le produit a été utilisé à des fins bancaires générales.

Les billets peuvent être rachetés en totalité en tout temps, et en partie à l'occasion, sous réserve de l'approbation du BSIF, avec un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours à l'intention des détenteurs inscrits. Si les billets sont rachetés avant le 11 mars 2013, le prix de rachat correspondra au plus élevé du prix des obligations du Canada et de la valeur nominale. Le prix des obligations du Canada correspond au prix que procurerait un rendement de la date de rachat au 11 mars 2013 équivalant à 0,425 % plus le rendement qu'une obligation du gouvernement du Canada non remboursable offrirait de la date de rachat au 11 mars 2013. Si les notes sont rachetées après le 11 mars 2013, elles seront rachetées à la valeur nominale.

#### Autres opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 29 avril 2008, nous avons émis un montant de 212,5 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AH à 25 \$ l'action. Les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes préférentiels non cumulatifs trimestriels d'un montant de 0,353125 \$ par action pour un rendement de 5,65 % annuellement. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions en totalité ou en partie, selon une prime décroissante le 24 mai 2013 ou après cette date.

Le 22 février 2008, nous avons émis environ 16,4 millions d'actions ordinaires au titre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition d'ANB. Veuillez vous reporter à la note 7.

Le 22 janvier 2008, nous avons racheté la totalité des déventures subordonnées à 6,10 % échéant le 22 janvier 2013 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date du rachat.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Au cours du trimestre, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Depuis la date de renouvellement, nous avons racheté 1,1 million d'actions ordinaires à un coût moyen de 49,50 \$ l'action.

### Note 11 : Revenus liés aux activités de négociation et certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction

#### Instruments financiers détenus à des fins de transaction

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré des intérêts et des dividendes liés à l'actif et au passif des activités de négociation, ainsi que de l'amortissement des primes et des escomptes découlant des titres acquis ou émis. Les revenus autres que d'intérêt comprennent un montant de 319 millions de dollars reflétant la diminution de la juste valeur de nos actifs financiers nets classés comme détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 (une augmentation de 321 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008; une augmentation de 587 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007).

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net d'intérêt (charge)	272 \$	95 \$	(31)\$	367 \$	(182)\$
Revenus autres que d'intérêt (charges)	(273)	366	575	93	1 378
Total	(1)\$	461 \$	544 \$	460 \$	1 196 \$

#### Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 37 millions de dollars (augmentation de 144 millions au 31 janvier 2008; augmentation de 34 millions au 30 avril 2007).

#### Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Les éléments suivants ont été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008 :

- des honoraires nets de 744 millions de dollars, qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction (777 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008);
- des honoraires nets de 1 247 millions de dollars provenant des activités de fiducie (1 333 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008);
- des gains nets et des pertes nettes négligeables découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement (des gains et des pertes négligeables pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

### Note 12 : Impôts sur les bénéfices – autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(130)\$	9 \$	3 \$	(121)\$	21 \$
Reclassement aux résultats des pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	16	6	(3)	22	5
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(51)	(335)	337	(386)	(15)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	(69)	(156)	15	(225)	24
Reclassement aux résultats des (gains) pertes sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	(9)	1	3	(8)	11
Total de la charge (l'économie) d'impôts	(243)\$	(475)\$	355 \$	(718)\$	46 \$

**Note 13 : Bénéfice par action**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<b>Bénéfice de base par action</b>					
Bénéfice net	928 \$	1 245 \$	1 279 \$	2 173 \$	2 773 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(23)	(24)	(22)	(47)	(38)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	905 \$	1 221 \$	1 257 \$	2 126 \$	2 735 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 287 245	1 273 862	1 272 212	1 280 616	1 273 419
Bénéfice de base par action	0,70 \$	0,96 \$	0,99 \$	1,66 \$	2,15 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	905 \$	1 221 \$	1 257 \$	2 126 \$	2 735 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 287 245	1 273 862	1 272 212	1 280 616	1 273 419
Options sur actions (1)	8 744	10 122	13 621	9 464	14 130
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 080	2 611	2 582	2 211	3 259
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 298 069	1 286 595	1 288 415	1 292 291	1 290 808
Bénéfice dilué par action	0,70 \$	0,95 \$	0,98 \$	1,64 \$	2,12 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 3 796 476 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,96 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 2 964 950 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,25 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008; un nombre moyen de 22 179 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2007). Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 3 376 144 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,09 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 10 906 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2007).

**Note 14 : Garanties et éventualités****Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 du *Manuel de l'ICCA*, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque

maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers.

	Au			
	30 avril 2008		31 octobre 2007	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1), (2)	75 347 \$	3 708 \$	70 242 \$	2 657 \$
Facilités de garantie de liquidités (3)	41 540	44	43 066	41
Produits à valeur stable (2), (4)	20 114	–	17 369	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (5)	19 872	71	16 661	57
Rehaussements de crédit	4 628	25	4 814	30
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	47	–	230	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés.  
(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 7,7 milliards de dollars (7,0 milliards au 31 octobre 2007) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 12,4 milliards (10,4 milliards au 31 octobre 2007) au titre de régimes de retraite aux termes de l'*Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA)*, tels que les régimes 401(k).  
(3) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 30 avril 2008, ces prêts totalisaient 1 186 millions de dollars US (1 195 millions de dollars CA) avant la provision pour pertes sur prêts de 35 millions de dollars US (35 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.  
(4) Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une provision d'environ 70 millions de dollars au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque. La provision reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placements sous-jacents liés aux polices ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices.  
(5) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 1,1 milliard de dollars liés aux programmes d'obligations encaissables par anticipation, qui correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 30 avril 2008, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 66 640 millions de dollars (63 462 millions au 31 octobre 2007). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veuillez vous reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

**Restructuration de certains conduits de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non commandité par des banques**

Au mois d'août 2007, certains conduits de PCAA non commandité par des banques au Canada se sont heurtés à divers problèmes de liquidités. En raison de ces problèmes, les conduits ont finalement consenti à un moratoire et entamé des discussions en vue de trouver une solution à plus long terme. À la suite de négociations entre diverses parties, un plan de restructuration du PCAA a été déposé en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et il est actuellement examiné par la Cour supérieure de l'Ontario (Cour supérieure). Ce plan de restructuration prévoit notamment une facilité de financement sur marge offerte par un groupe de contreparties de dérivés, de banques et autres. RBC a participé activement aux discussions qui ont mené au plan de restructuration et a annoncé son appui à la facilité de financement sur marge, sous réserve de l'approbation du plan de

restructuration par la Cour supérieure et du respect de certaines autres conditions. Lorsque le plan de restructuration sera approuvé et que les conditions auront été remplies, nous prévoyons comptabiliser la facilité de financement sur marge à titre d'engagement de prêt.

#### Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons des actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Les valeurs comptables des actifs donnés en garantie de passifs sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	30 avril 2008	31 octobre 2007
Encaisse et montants à recevoir de banques	1 130 \$	305 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 247	3 443
Prêts	7 449	1 733
Valeurs mobilières	52 293	51 695
Biens achetés en vertu de conventions de revente	28 548	39 670
Autres actifs	134	1 052
	<b>92 801 \$</b>	<b>97 898 \$</b>

	Au	
	30 avril 2008	31 octobre 2007
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 070 \$	1 981 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 210	1 772
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	24 197	34 801
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	47 513	48 479
Opérations sur produits dérivés	7 898	7 474
Obligations couvertes	5 164	–
Autres	3 749	3 391
	<b>92 801 \$</b>	<b>97 898 \$</b>

#### Biens affectés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des conventions accessoires assorties de modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt et d'emprunt comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples de modalités générales liées aux biens affectés en garantie que nous pouvons vendre, donner en garantie ou affecter de nouveau en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle le bien est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Au 30 avril 2008, la valeur de marché approximative des biens en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 125 milliards de dollars (122,4 milliards au 31 octobre 2007). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 52,7 milliards de dollars a été vendue ou affectée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert (56,5 milliards au 31 octobre 2007).

#### Litiges

##### Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Cette poursuite a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constitue le principal recours collectif d'actionnaires

présupposés d'Enron englobant des poursuites semblables intentées contre bon nombre d'autres institutions financières, de cabinets d'avocats, de cabinets d'experts-comptables et de certains anciens dirigeants et administrateurs d'Enron. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de plusieurs autres poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses tierces parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandereses serait établie dans le cadre de cette poursuite. Au cours du quatrième trimestre de 2005, RBC a constitué une provision au titre du litige de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US) en ce qui a trait au risque lié au litige relatif à Enron auquel elle est exposée.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue. Des faits nouveaux, notamment des décisions de la Cour suprême des États-Unis qui ont eu pour effet d'obliger les demandeurs de la poursuite *Newby* à présenter de nouveau le fondement de leur poursuite, nous ont amenés à réévaluer la fourchette probable des pertes éventuelles. RBC est d'avis que ces faits nouveaux raffermissent de façon importante notre position de défendeur à l'égard du litige relatif à Enron en cours, et bien qu'il reste un large éventail d'issues possibles, nous croyons que la tranche supérieure de la fourchette de pertes éventuelles a diminué considérablement. Malgré l'incidence importante de ces faits nouveaux sur le risque auquel nous sommes exposés, la direction est d'avis qu'avant d'ajuster cette provision, il serait bon d'attendre de nouveaux développements, notamment à l'égard de la poursuite *Newby*, puisque les données sur lesquelles nous nous appuyerions pour estimer précisément la perte éventuelle demeurent incertaines. Nous continuerons de suivre de près les faits nouveaux et nous mettrons à jour notre évaluation lorsque ce sera justifié. En outre, nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans le cadre de ces poursuites et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt.

*Autres*

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que

le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

**Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation***Bénéfice trimestriel*

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Services bancaires américains et internationaux		
	T2/08	T1/08	T2/07	T2/08	T1/08	T2/07	T2/08	T1/08	T2/07
Revenu net d'intérêt	1 636 \$	1 687 \$	1 559 \$	113 \$	112 \$	104 \$	298 \$	248 \$	272 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 451	1 561	1 521	877	841	904	266	237	221
Total des revenus	3 087	3 248	3 080	990	953	1 008	564	485	493
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	224	214	204	–	–	–	91	71	10
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	548	616	677	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 298	1 331	1 295	732	688	722	428	378	381
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 017	1 087	904	258	265	286	45	36	102
Charge (économie) d'impôts	309	325	286	76	84	92	5	3	32
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	2	2	3
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>708 \$</b>	<b>762 \$</b>	<b>618 \$</b>	<b>182 \$</b>	<b>181 \$</b>	<b>194 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>67 \$</b>
Moins : dividendes sur actions privilégiées	8	8	9	2	2	2	5	3	4
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	700 \$	754 \$	609 \$	180 \$	179 \$	192 \$	33 \$	28 \$	63 \$
<b>Total de l'actif moyen (1)</b>	<b>241 000 \$</b>	<b>237 400 \$</b>	<b>216 900 \$</b>	<b>18 200 \$</b>	<b>16 000 \$</b>	<b>16 400 \$</b>	<b>47 200 \$</b>	<b>40 200 \$</b>	<b>41 000 \$</b>

*Bénéfice trimestriel*

	Marchés des Capitaux (2)			Services de soutien généraux (2)			Total		
	T2/08	T1/08	T2/07	T2/08	T1/08	T2/07	T2/08	T1/08	T2/07
Revenu net d'intérêt	451 \$	351 \$	169 \$	(259)\$	(224)\$	(215)\$	2 239 \$	2 174 \$	1 889 \$
Revenus autres que d'intérêt	29	781	1 013	92	53	121	2 715	3 473	3 780
Total des revenus	480	1 132	1 182	(167)	(171)	(94)	4 954	5 647	5 669
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	58	28	(5)	(24)	(20)	(21)	349	293	188
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	548	616	677
Frais autres que d'intérêt	546	734	754	(34)	(11)	(4)	2 970	3 120	3 148
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(124)	370	433	(109)	(140)	(69)	1 087	1 618	1 656
Charge (économie) d'impôts	(123)	53	77	(111)	(122)	(134)	156	343	353
Part des actionnaires sans contrôle	(14)	13	6	15	15	15	3	30	24
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>13 \$</b>	<b>304 \$</b>	<b>350 \$</b>	<b>(13)\$</b>	<b>(33)\$</b>	<b>50 \$</b>	<b>928 \$</b>	<b>1 245 \$</b>	<b>1 279 \$</b>
Moins : dividendes sur actions privilégiées	5	5	5	3	6	2	23	24	22
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	8 \$	299 \$	345 \$	(16)\$	(39)\$	48 \$	905 \$	1 221 \$	1 257 \$
<b>Total de l'actif moyen (1)</b>	<b>351 400 \$</b>	<b>339 200 \$</b>	<b>310 200 \$</b>	<b>(3 000)\$</b>	<b>(6 600)\$</b>	<b>(5 800)\$</b>	<b>654 800 \$</b>	<b>626 200 \$</b>	<b>578 700 \$</b>

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et le montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. L'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est chiffré à 90 millions de dollars (132 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008; 66 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2007).

**Bénéfice semestriel**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Services bancaires américains et internationaux	
	T2/08	T2/07	T2/08	T2/07	T2/08	T2/07
Revenu net d'intérêt	3 323 \$	3 106 \$	225 \$	212 \$	546 \$	529 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 012	3 055	1 718	1 788	503	409
Total des revenus	6 335	6 161	1 943	2 000	1 049	938
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	438	386	–	–	162	20
Frais autres que d'intérêt	1 164	1 193	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 629	2 570	1 420	1 424	806	729
Charge (économie) d'impôts	2 104	2 012	523	576	81	189
Part des actionnaires sans contrôle	634	623	160	171	8	50
Bénéfice net (perte nette)	–	–	–	–	4	5
Moins : dividendes sur actions privilégiées	1 470 \$	1 389 \$	363 \$	405 \$	69 \$	134 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	16	15	4	4	8	6
<b>Total de l'actif moyen (1)</b>	<b>1 454 \$</b>	<b>1 374 \$</b>	<b>359 \$</b>	<b>401 \$</b>	<b>61 \$</b>	<b>128 \$</b>
	<b>239 200 \$</b>	<b>214 600 \$</b>	<b>17 100 \$</b>	<b>16 600 \$</b>	<b>43 600 \$</b>	<b>39 300 \$</b>

**Bénéfice semestriel**

	Marchés des Capitaux (2)		Services de soutien généraux (2)		Total	
	T2/08	T2/07	T2/08	T2/07	T2/08	T2/07
Revenu net d'intérêt	802 \$	225 \$	(483)\$	(333)\$	4 413 \$	3 739 \$
Revenus autres que d'intérêt	810	2 187	145	189	6 188	7 628
Total des revenus	1 612	2 412	(338)	(144)	10 601	11 367
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	86	(13)	(44)	(43)	642	350
Frais autres que d'intérêt	–	–	–	–	1 164	1 193
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 280	1 492	(45)	–	6 090	6 215
Charge (économie) d'impôts	246	933	(249)	(101)	2 705	3 609
Part des actionnaires sans contrôle	(70)	173	(233)	(229)	499	788
Bénéfice net (perte nette)	(1)	14	30	29	33	48
Moins : dividendes sur actions privilégiées	317 \$	746 \$	(46)\$	99 \$	2 173 \$	2 773 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	10	9	9	4	47	38
<b>Total de l'actif moyen (1)</b>	<b>307 \$</b>	<b>737 \$</b>	<b>(55)\$</b>	<b>95 \$</b>	<b>2 126 \$</b>	<b>2 735 \$</b>
	<b>345 200 \$</b>	<b>303 800 \$</b>	<b>(4 800)\$</b>	<b>(5 600)\$</b>	<b>640 300 \$</b>	<b>568 700 \$</b>

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et le montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. L'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le semestre terminé le 30 avril 2008, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est chiffré à 222 millions de dollars (136 millions pour le semestre terminé le 30 avril 2007).

**Nouveaux secteurs d'exploitation à compter du troisième trimestre de 2008**

Comme il a été annoncé le 11 avril 2008, les changements suivants ont pris effet le 1<sup>er</sup> mai 2008 : nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités étaient auparavant comprises dans le secteur des Services bancaires canadiens, et le secteur Services bancaires américains et internationaux a changé de nom pour celui de Services bancaires internationaux. Nous présenterons nos résultats en fonction de ces nouveaux secteurs d'exploitation à compter du troisième trimestre de 2008.

**Cadre d'information de gestion**

Notre cadre d'information de gestion est conçu de façon à nous permettre de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et de refléter la manière dont nos secteurs d'exploitation sont gérés. Cette approche vise à garantir que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments

n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés. Veuillez vous reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007 pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des charges entre les secteurs d'exploitation.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Au cours du deuxième trimestre de 2008, nous avons transféré aux Services de soutien généraux la supervision des activités de gestion du portefeuille américain de prêts à risque et de titres garantis par des créances soutenables à la vente du secteur Gestion de patrimoine, car les Services de soutien généraux possèdent une plus grande expertise en matière de gestion de ces types de placements. Les résultats comparatifs des secteurs n'ont pas été révisés pour refléter ce changement de gestion, en raison de son incidence négligeable sur les périodes correspondantes.

**Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers**

En raison des instruments financiers que nous détenons, nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché et au risque d'illiquidité et de financement. L'analyse qui suit donne une description de ces risques et explique comment nous gérons notre exposition à ceux-ci.

**Risque de crédit**

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non

réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'une obligation de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée.

**Mesure du risque**

Les risques de crédit auxquels nous sommes exposés touchent nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, et nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour chaque portefeuille. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de

**Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers** (suite)

quantifier les risques liés aux activités de prêt d'une manière précise et uniforme. Nous utilisons un système bidimensionnel en ce qui concerne les risques liés aux prêts de gros et de détail.

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer et à cerner les risques liés à nos activités de prêt d'une manière précise et uniforme, selon deux dimensions : la cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur (CERE), qui reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur, et la perte en cas de défaillance, qui représente la portion du risque de perte auquel nous sommes exposés en cas de défaillance par un débiteur.

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous gérons les risques liés aux portefeuilles de prêts de détail collectivement, et chaque bloc regroupe les risques possédant des caractéristiques homogènes. L'exposition au risque de crédit de chaque bloc est évaluée selon deux dimensions : la probabilité de défaillance, qui constitue une estimation de la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur auquel une CERE a été attribuée se produise sur un horizon de un an, et la perte en cas de défaillance.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation. Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous

sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation ont trait aux opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi qu'à des emprunts et prêts de titres, et à des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et les conventions de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Veillez vous reporter à la note 4 pour obtenir de l'information supplémentaire sur le rendement au chapitre de la qualité de crédit de nos prêts.

*Risque de crédit par portefeuille et par secteur*

	Au					
	30 avril 2008					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)				
Prêts hypothécaires résidentiels (5)						
	116 495 \$	1 \$	– \$	– \$	– \$	116 496 \$
Prêts aux particuliers	54 605	40 482	68	–	–	95 155
Prêts sur cartes de crédit	8 063	17 773	–	–	–	25 836
Prêts aux petites entreprises (6)	2 639	2 803	48	–	–	5 490
<b>Prêts de détail</b>	<b>181 802 \$</b>	<b>61 059 \$</b>	<b>116 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>242 977 \$</b>
Prêts aux entreprises (7)						
Exploitations agricoles	5 439 \$	360 \$	24 \$	– \$	13 \$	5 836 \$
Industrie automobile	3 625	1 813	126	–	250	5 814
Biens de consommation	5 801	2 129	429	–	426	8 785
Énergie	6 876	8 305	2 498	1	1 981	19 661
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 365	4 616	4 658	71 105	8 675	93 419
Industrie forestière	1 294	447	112	8	31	1 892
Produits industriels	4 010	2 151	314	–	153	6 628
Mines et métaux	2 511	903	503	64	621	4 602
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 091	3 971	1 305	148	259	26 774
Technologie et médias	2 773	2 768	618	–	696	6 855
Transport et environnement	3 180	1 821	542	–	184	5 727
Autres	22 112	6 639	9 000	3 867	15 046	56 664
États souverains (8)	2 024	2 541	7 865	3 188	15 022	30 640
Banques (9)	3 978	3 918	58 392	89 902	25 774	181 964
<b>Prêts de gros</b>	<b>89 079 \$</b>	<b>42 382 \$</b>	<b>86 386 \$</b>	<b>168 283 \$</b>	<b>69 131 \$</b>	<b>455 261 \$</b>
<b>Risque total</b>	<b>270 881 \$</b>	<b>103 441 \$</b>	<b>86 502 \$</b>	<b>168 283 \$</b>	<b>69 131 \$</b>	<b>698 238 \$</b>

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(9) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

*Dérivés de crédit*

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive. Les dérivés de crédit et les risques de crédit connexes

sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations qui entraînent un risque de crédit. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer le risque de crédit de contrepartie.

**Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)**

Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation.

*Dérivés de crédit émis aux fins de négociation*

	Au 30 avril 2008
Capital nominal	384 697 \$
Juste valeur (1)	
Positive	11 245
Négative	9 781
Coût de remplacement (2)	3 865

(1) Juste valeur brute avant la compensation.

(2) Coût de remplacement après la compensation mais compte non tenu des garanties.

*Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)*

	Au 30 avril 2008
<b>Portefeuille de crédit</b>	
<b>Prêts aux entreprises</b>	
Industrie automobile	408 \$
Énergie	550
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	484
Mines et métaux	519
Secteur immobilier et secteurs connexes	186
Technologie et médias	18
Transport et environnement	234
Autres	469
États souverains (2)	348
Banques (3)	728
<b>Protection achetée, montant net</b>	<b>3 944 \$</b>
<b>Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence</b>	<b>20</b>
<b>Protection achetée, montant brut</b>	<b>3 964 \$</b>
<b>Protection vendue, montant net (4)</b>	<b>130 \$</b>
<b>Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence</b>	<b>20</b>
<b>Protection vendue, montant brut</b>	<b>150 \$</b>
<b>Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)</b>	<b>4 114 \$</b>
<b>Juste valeur (5)</b>	
<b>Positive</b>	<b>85 \$</b>
<b>Négative</b>	<b>43</b>

(1) Comprend des swaps sur défaillance.

(2) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) La protection vendue au 30 avril 2008 a trait à la rubrique Autres du poste Prêts aux entreprises.

(5) Juste valeur brute avant la compensation.

*Objectifs, politiques et processus*

Nos principes de gestion du risque de crédit se fondent sur nos principes généraux de gestion des risques. Les comités suivants participent au processus de gestion des risques de crédit : le Conseil d'administration, le Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Comité de la politique de prêt, le Comité d'examen de la politique et le Comité de surveillance des montages financiers. Ensemble, ces comités approuvent les plafonds de risque de crédit, s'assurent que la direction a mis en œuvre les cadres, les politiques, les processus et les procédures nécessaires à la gestion du risque de crédit et que les politiques générales de gestion du risque de crédit sont observées au niveau des secteurs d'exploitation et des politiques de transactions.

Nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit, compte tenu de divers contextes de gestion des transactions et des portefeuilles. Ces politiques se divisent en six catégories :

- L'évaluation du risque de crédit englobe les politiques liées à l'analyse du risque de crédit, la notation des risques, l'évaluation du crédit par cote et les risques de crédit commercial.
- L'atténuation du risque de crédit touche notamment les montages financiers, les biens donnés en garantie et les cautionnements.
- L'approbation du risque de crédit vise notamment les plafonds de risque de crédit et les dérogations à ces plafonds.
- La documentation du risque de crédit touche le processus de documentation et d'administration.

Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit à des fins autres que de négociation pour gérer notre portefeuille de crédit dans son ensemble. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons aussi des dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille. Le capital nominal des dérivés de crédit utilisés à des fins autres que de négociation est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un échange par les contreparties, et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés ni ne se rapporte à des actifs liés aux marchés américains des prêts à risque.

- L'examen du risque de crédit et la détérioration de ce risque visent notamment le processus de suivi et d'examen.
- La gestion des portefeuilles de crédit englobe la gestion des portefeuilles et la quantification des risques.

Nos politiques, processus et méthodes en matière de gestion du risque de crédit n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2007.

**Risque de marché**

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation.

**Risque de marché lié aux activités de négociation**

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions,

**Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)**

des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue principalement un rôle dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation, selon la définition du BSIF, se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage.

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises. Le risque de marché lié aux activités de négociation comprend :

- Le risque de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque de change, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des cours du change et des métaux précieux sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque sur actions, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats.
- Le risque lié aux cours des marchandises, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des marchandises sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque d'écart de taux, qui représente l'incidence défavorable générale que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans les écarts de taux liés aux instruments assujettis au risque de crédit que nous détenons.
- Le risque spécifique de crédit, qui représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans le degré de solvabilité et les défaillances des émetteurs des obligations ou des instruments du marché monétaire que nous détenons, ou des dérivés de crédit sous-jacents.

**Mesure du risque**

Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR), l'analyse de sensibilité et l'évaluation des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation. Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux, des taux de change, des cours des actions et des marchandises, et nous mettons en évidence l'avantage tiré de la diversification de notre portefeuille de négociation.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Par conséquent, les scénarios historiques pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de 10 jours aux fins de l'évaluation des risques suppose que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans les 10 prochains jours, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les capitaux au moyen de modèles internes, et les dérivés de crédit structurés, selon l'approche standardisée préconisée par le BSIF. Nous utilisons également cette dernière pour déterminer le risque (spécifique) découlant de changements dans le degré de solvabilité et le risque de défaillance liés à un nombre limité de produits de taux d'intérêt. Notre VAR globale ne tient pas compte de ces produits ni de ces risques.

Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

**VAR globale**

	30 avril 2008				31 janvier 2008		31 octobre 2007		30 avril 2007	
	Au 30 avril	Pour le trimestre			Au 31 janvier	Pour le trimestre Moyenne	Au 31 octobre	Pour le trimestre Moyenne	Au 30 avril	Pour le trimestre Moyenne
		Haut	Moyenne	Bas						
Actions	18 \$	21 \$	14 \$	8 \$	11 \$	15 \$	8 \$	10 \$	9 \$	7 \$
Change	3	6	2	1	3	2	4	3	2	3
Marchandises	4	6	3	1	2	2	2	1	1	1
Taux d'intérêt	24	32	26	22	20	21	20	19	21	19
Risque spécifique lié au crédit	6	9	7	5	6	5	3	4	4	3
Effet de diversification	(26)	n.s.	(23)	n.s.	(20)	(21)	(19)	(16)	(12)	(11)
<b>VAR globale</b>	<b>29 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>22 \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>22 \$</b>

	30 avril 2008				30 avril 2007	
	Au 30 avril	Pour le semestre			Au 30 avril	Pour le semestre Moyenne
		Haut	Moyenne	Bas		
Actions	18 \$	28 \$	14 \$	8 \$	9 \$	8 \$
Change	3	6	2	1	2	2
Marchandises	4	6	2	1	1	1
Taux d'intérêt	24	32	24	17	21	18
Risque spécifique lié au crédit	6	9	6	4	4	3
Effet de diversification	(26)	n.s.	(21)	n.s.	(12)	(12)
<b>VAR globale</b>	<b>29 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>27 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>20 \$</b>

n.s. : non significatif. Les VAR supérieures et inférieures liées aux facteurs de risque ainsi que la VAR globale se rapportent généralement à diverses dates au cours de la période. L'avantage lié à la diversification, défini comme la somme des VAR liées aux facteurs de risque moins la VAR globale, n'est pas significatif.

**Objectifs, politiques et processus**

Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. La surveillance du risque de marché incombe au Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque de marché en fonction des recommandations du Comité des politiques en matière de risque et de révision, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants.

La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe. La Gestion des risques du Groupe établit les plafonds et les politiques liés au risque de marché, élabore les techniques quantitatives et les outils analytiques, étudie en détail les modèles et systèmes de négociation, maintient les systèmes de VAR et d'évaluation des risques entraînant un stress et prépare des rapports sur les activités de négociation à l'échelle de l'entreprise. Elle est également responsable de la surveillance indépendante

**Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)**

des activités de négociation et s'occupe notamment de l'établissement et de l'administration des plafonds opérationnels liés aux activités de négociation, de la conformité aux plafonds du risque de marché et du risque de crédit de contrepartie, de l'analyse des risques ainsi que de l'examen et de la surveillance des opérations non traditionnelles ou complexes.

**Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (Gestion de l'actif et du passif)**

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice. Pour des renseignements supplémentaires sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007.

**Mesure du risque**

Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de notre valeur économique aux fluctuations instantanées de points individuels sur la courbe de rendement.

Le tableau qui suit présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques.

**Évaluation des risques de marché – activités bancaires autres que de négociation**

	30 avril 2008						31 janvier 2008		31 octobre 2007		30 avril 2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises						
Incidence avant impôts d'une : augmentation des taux de 100 p.b. diminution des taux de 100 p.b.	(513)\$ 455	(62)\$ 34	(575)\$ 489	(10)\$ (9)	19 \$ (16)	9 \$ (25)	(496)\$ 386	53 \$ (87)	(440)\$ 309	54 \$ (111)	(500)\$ 372	66 \$ (123)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

**Objectifs, politiques et processus**

La Trésorerie générale est responsable de la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, de la surveillance des plafonds approuvés et de la conformité aux politiques ainsi qu'aux normes en matière d'exploitation. Notre Comité actif-passif fournit des services de supervision à la Trésorerie générale; il examine la politique élaborée par la Trésorerie générale et présente ses recommandations au Comité des politiques en matière de risque et de révision, aux fins d'approbation. Un rapport d'entreprise sur le risque de taux d'intérêt est examiné chaque mois par le Comité actif-passif et chaque trimestre par le Comité de la politique de prêt et par le Conseil d'administration.

Les politiques qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt établissent les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur une augmentation ou une diminution parallèle immédiate et soutenue de 100 p.b. sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. Les politiques et les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Nos politiques et processus en matière de gestion du risque de marché n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2007.

**Risque d'illiquidité et de financement**

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements.

**Mesure du risque**

L'évaluation de notre position de liquidité reflète les estimations, hypothèses et jugements de la direction quant aux conditions propres à l'entreprise et aux conditions du marché actuelles et éventuelles ainsi qu'au

comportement de nos clients et de nos contreparties. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

- Le risque d'illiquidité structural, qui porte sur le risque découlant des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs, et plus précisément sur le risque lié à une trop grande confiance accordée aux passifs à court terme pour financer des actifs non liquides à plus long terme.
- Le risque d'illiquidité stratégique, qui se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, que nous gérons par l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes, ainsi qu'à nos activités de mise en gage, qui sont assujetties à un cadre de gestion à l'échelle de l'entreprise en fonction duquel des plafonds ajustés en fonction des risques sont attribués à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, et des plafonds individuels sont attribués à chaque type d'activité de mise en gage.
- Le risque d'illiquidité éventuel, qui permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe.

**Objectifs, politiques et processus**

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons continuellement de sources fiables et rentables de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;
- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, y compris notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs donnés;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les « actifs liquides en cas d'urgence ») qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

**Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)**

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car elles nous permettent d'attribuer des plafonds prudents aux paramètres liés à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité, tant en fonction de conditions du marché normales que de conditions du marché entraînant un stress. Nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable lorsque nous analysons notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales.

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision de notre cadre de gestion des liquidités et du financement, lequel est établi et mis en œuvre par la haute direction.

- Le Comité de vérification approuve notre cadre de gestion des liquidités et du financement, notre cadre de mise en gage et le plan d'urgence relatif aux liquidités et il établit des niveaux généraux de tolérance relativement au risque d'illiquidité. Le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.
- Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes de conduite établis.
- La Trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités et du financement, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre.
- Les services de trésorerie des secteurs d'exploitation et des principales filiales effectuent les transactions conformément aux politiques et stratégies établies aux fins de la gestion des liquidités.
- Les filiales sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités conformément aux politiques et pratiques établies en fonction de l'avis et des conseils de la Trésorerie générale, ainsi que des exigences réglementaires en vigueur.

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement sont revues et approuvées annuellement par les comités de la haute direction et par le Conseil d'administration. Ces politiques ayant un vaste champ d'application servent à déterminer les paramètres de tolérance aux risques, et elles habilite les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds

concernant des mesures, des activités et des produits donnés. Ces politiques et ces procédures régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information et elles précisent les plafonds de liquidité et de financement approuvés.

Les objectifs relatifs à notre position de liquidité structurale sont approuvés au moins une fois par année et font l'objet de contrôles réguliers. En ce qui concerne les besoins de financement net à court terme, tous les plafonds font l'objet d'un contrôle régulier afin d'assurer la conformité aux objectifs. Le traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses fait l'objet d'un examen périodique afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds à la lumière des faits internes ou externes survenus.

Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion des liquidités et du financement ni aux niveaux de risque d'illiquidité et de financement depuis 2007.

**Cotes de crédit**

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit au 28 mai 2008.

	Au 28 mai 2008 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

**Obligations contractuelles**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

	30 avril 2008 (1)					31 octobre 2007 (1)
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Financement à long terme non garanti	16 201 \$	20 017 \$	13 305 \$	7 584 \$	57 107 \$	51 540 \$
Obligations couvertes	—	—	3 145	1 966	5 111	—
Débitures subordonnées	126	—	—	6 826	6 952	6 235
	16 327 \$	20 017 \$	16 450 \$	16 376 \$	69 170 \$	57 775 \$

(1) Le montant ne représente que le capital et exclut les intérêts courus.

**Note 17 : Gestion du capital**

Nous gérons et surveillons notre capital sous différents angles, notamment du point de vue du capital réglementaire, du capital économique et du capital affecté aux filiales.

**Capital réglementaire et ratios de capital**

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux. Le capital réglementaire comporte deux catégories : le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents et se compose principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées à dividende non cumulatif, dont la plupart ne peuvent pas être converties en actions ordinaires, ainsi que du montant admissible des instruments de capital innovateurs. De plus, l'écart d'acquisition et d'autres éléments prescrits par le BSIF sont portés en déduction du capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie se compose essentiellement de débitures subordonnées, de billets secondaires de fiducie, du montant admissible des instruments de capital innovateurs qui ne peut pas être

inclus dans le capital de première catégorie et d'une tranche admissible du total de la provision générale pour pertes sur créances, moins les déductions prescrites par le BSIF. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques est déterminé au moyen de l'application des règles prescrites par le BSIF concernant les risques figurant au bilan et hors bilan et il comprend un montant au titre du risque de marché lié à nos portefeuilles de négociation, ainsi qu'un montant au titre du risque opérationnel.

Par ailleurs, le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le montant maximal prescrit par le BSIF. Au 30 avril 2008, notre coefficient actif/capital n'excédait pas le montant maximal permis.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007, le BSIF a adopté de nouvelles lignes directrices basées sur l'accord de Bâle II datant de juin 2006, intitulé Convergence internationale de la mesure et de normes de fonds propres – Dispositif révisé, qui apporte quelques modifications au dispositif précédent, couramment appelé accord de Bâle I. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, le capital réglementaire de première catégorie, le total du

capital réglementaire et les ratios de capital ont été calculés conformément à l'accord de Bâle II, qui exige une application prospective. Étant donné les différences entre l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II, il est difficile d'effectuer une comparaison valable du capital et des ratios de la période considérée avec ceux obtenus au 31 octobre 2007; par conséquent, nous ne présentons pas de données correspondantes.

*Capital réglementaire et ratios de capital*

	Accord de Bâle II	
	Au 30 avril 2008	Au 31 janvier 2008
<b>Capital</b>		
Capital de première catégorie	23 708 \$	23 564 \$
Capital total	28 597	27 113
<b>Actif ajusté en fonction des risques</b>		
Risque de crédit	199 523	188 483
Risque de marché	19 669	19 070
Risque opérationnel	30 050	29 942
<b>Total de l'actif ajusté en fonction des risques</b>	<b>249 242 \$</b>	<b>237 495 \$</b>
Ajustement transitoire au titre du risque lié au plancher de fonds propres prescrit par le BSIF (1)		3 711
<b>Total de l'actif ajusté en fonction des risques pendant la période de transition</b>		<b>241 206 \$</b>
<b>Ratios de capital</b>		
Capital de première catégorie	9,5 %	9,8 %
Capital total	11,5 %	11,2 %
Coefficient actif/capital (2)	20,1 X	22,0 X

(1) Ajustement transitoire tel qu'il est prescrit à la section 1.7 de la *Ligne directrice sur les exigences d'adéquation du capital* publiée par le BSIF.

(2) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2008, le BSIF a modifié le traitement de la provision générale aux fins du calcul du coefficient actif/capital en vertu de l'accord de Bâle II. Les coefficients des périodes précédentes n'ont pas été retraités.

**Note 18 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis**

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés intermédiaires doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont quantifiées ci-après. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis, se reporter à la note 31 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007.

*Bilans consolidés condensés*

	Au 30 avril 2008			Au 31 octobre 2007			Au 30 avril 2007		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
<b>Actif</b>									
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques</b>	5 958 \$	(159)\$	5 799 \$	4 226 \$	(78)\$	4 148 \$	4 270 \$	(184)\$	4 086 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts à des banques</b>	12 349	(6 903)	5 446	11 881	(4 436)	7 445	8 512	(4 892)	3 620
<b>Valeurs mobilières</b>									
Titres du compte de négociation	140 516	(8 671)	131 845	147 485	(5 348)	142 137	169 574	(11 792)	157 782
Titres disponibles à la vente	34 836	7 321	42 157	30 770	6 326	37 096	28 935	10 276	39 211
	175 352	(1 350)	174 002	178 255	978	179 233	198 509	(1 516)	196 993
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	61 561	(2 652)	58 909	64 313	(2 263)	62 050	72 142	(2 324)	69 818
<b>Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)</b>	257 894	(1 550)	256 344	237 936	(2 188)	235 748	224 203	(840)	223 363
<b>Autres</b>									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 257	–	11 257	11 786	–	11 786	9 944	–	9 944
Dérivés	71 743	(409)	71 334	66 585	(295)	66 290	45 692	(101)	45 591
Locaux et matériel, montant net	2 643	(121)	2 522	2 131	(102)	2 029	1 993	(49)	1 944
Écart d'acquisition	6 165	(64)	6 101	4 752	(61)	4 691	5 098	(63)	5 035
Autres actifs incorporels	671	(170)	501	628	(180)	448	727	(192)	535
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 169	1 169	–	1 140	1 140	–	1 199	1 199
Actifs des fonds distincts	–	108	108	–	114	114	–	115	115
Autres actifs	21 878	32 681	54 559	17 853	30 590	48 443	17 986	24 210	42 196
	114 357	33 194	147 551	103 735	31 206	134 941	81 440	25 119	106 559
	627 471 \$	20 580 \$	648 051 \$	600 346 \$	23 219 \$	623 565 \$	589 076 \$	15 363 \$	604 439 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
<b>Dépôts</b>	399 425 \$	(14 362)\$	385 063 \$	365 205 \$	(12 276)\$	352 929 \$	372 728 \$	(10 906)\$	361 822 \$
<b>Autres</b>									
Acceptations	11 257	–	11 257	11 786	–	11 786	9 944	–	9 944
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	43 264	137	43 401	44 689	829	45 518	48 377	1 213	49 590
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 278	(1 190)	27 088	37 033	(1 290)	35 743	41 207	(1 263)	39 944
Dérivés	71 551	(446)	71 105	72 010	(312)	71 698	48 660	(126)	48 534
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 556	2 689	10 245	7 283	2 530	9 813	7 864	2 427	10 291
Passifs des fonds distincts	–	107	107	–	114	114	–	115	115
Autres passifs	29 479	33 805	63 284	28 483	33 712	62 195	26 222	23 340	49 562
	191 385	35 102	226 487	201 284	35 583	236 867	182 274	25 706	207 980
<b>Débetures subordonnées</b>	6 952	18	6 970	6 235	6	6 241	6 809	–	6 809
<b>Titres de fiducie de capital</b>	1 397	(1 397)	–	1 400	(1 400)	–	1 379	(1 379)	–
<b>Passif lié aux actions privilégiées</b>	300	(300)	–	300	(300)	–	297	(297)	–
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	2 024	1 396	3 420	1 483	1 405	2 888	1 508	1 382	2 890
<b>Capitaux propres</b>	25 988	123	26 111	24 439	201	24 640	24 081	857	24 938
	627 471 \$	20 580 \$	648 051 \$	600 346 \$	23 219 \$	623 565 \$	589 076 \$	15 363 \$	604 439 \$

**Note 18 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)***États consolidés condensés des résultats*

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	928 \$	1 279 \$	2 173 \$	2 773 \$
Différences :				
Revenu net d'intérêt				
Produits dérivés et opérations de couverture	(3)	(4)	(4)	(7)
Coentreprises	(42)	(29)	(79)	(56)
Passif et capitaux propres	30	28	58	57
Revenus autres que d'intérêt				
Comptabilisation des activités d'assurance	(1)	(176)	(156)	(177)
Produits dérivés et opérations de couverture	(4)	(22)	(24)	(22)
Reclassement de valeurs mobilières et application de l'option de la juste valeur	(77)	10	(51)	54
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	–	4
Sociétés en commandite	11	51	2	51
Coentreprises	(165)	(155)	(340)	(300)
Reclassement de l'écart de conversion	(2)	(1)	(2)	(41)
Autres	(4)	(9)	(9)	(18)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances				
Coentreprises	1	–	2	1
Autres	–	–	(16)	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance				
Comptabilisation des activités d'assurance	(29)	148	96	137
Frais autres que d'intérêt				
Droits à la plus-value des actions	(4)	5	(12)	14
Comptabilisation des activités d'assurance	17	17	33	35
Coentreprises	180	156	359	305
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	–	2
Autres	4	9	9	18
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	52	20	92	20
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales				
Entités à détenteurs de droits variables	–	–	–	(6)
Coentreprises	1	2	2	2
Passif et capitaux propres	(26)	(25)	(51)	(50)
<b>Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>867 \$</b>	<b>1 304 \$</b>	<b>2 082 \$</b>	<b>2 796 \$</b>
Bénéfice de base par action (1)				
PCGR du Canada	0,70 \$	0,99 \$	1,66 \$	2,15 \$
PCGR des États-Unis	0,65 \$	1,00 \$	1,58 \$	2,15 \$
Bénéfice dilué par action (1)				
PCGR du Canada	0,70 \$	0,98 \$	1,64 \$	2,12 \$
PCGR des États-Unis	0,65 \$	0,99 \$	1,57 \$	2,13 \$

(1) L'incidence du calcul du bénéfice par action selon la méthode des deux catégories a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour tous les exercices présentés.

**Note 18 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)***États consolidés condensés des flux de trésorerie*

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<b>Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR du Canada</b>	<b>5 995 \$</b>	<b>4 188 \$</b>	<b>(880)\$</b>	<b>(9 333)\$</b>
Ajustements selon les PCGR des États-Unis à l'égard du bénéfice net	(61)	25	(91)	23
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'exploitation				
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	–	14	(1)
Amortissement	(7)	(6)	(14)	(11)
Impôts futurs	54	(33)	60	(35)
Amortissement des autres actifs incorporels	(7)	(6)	(13)	(12)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation				
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	142	(58)	159	(259)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(26)	40	–	293
Impôts exigibles	(102)	–	(85)	–
Actifs se rapportant aux produits dérivés	227	(132)	114	818
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(274)	284	(134)	(438)
Titres du compte de négociation	(906)	(3 047)	1 816	332
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	(11)	11	(29)	(17)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de ceux-ci	3 083	1 262	(1 221)	(3 301)
Autres	(115)	84	(676)	(551)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>7 991</b>	<b>2 612</b>	<b>(980)</b>	<b>(12 492)</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement selon les PCGR du Canada</b>	<b>(4 446)</b>	<b>(10 016)</b>	<b>(28 975)</b>	<b>(25 121)</b>
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	1 043	667	2 467	669
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(194)	99	(645)	729
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	(86)	–	(86)	–
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	(148)	–	(148)	–
Acquisitions de titres disponibles à la vente	596	505	744	749
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	14	(41)	33	(26)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(324)	(317)	389	176
<b>Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>(3 545)</b>	<b>(9 103)</b>	<b>(26 221)</b>	<b>(22 824)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement selon les PCGR du Canada</b>	<b>207</b>	<b>6 322</b>	<b>31 459</b>	<b>34 323</b>
Variation des dépôts	(11 219)	(4 895)	(40 430)	(25 354)
Variation des dépôts – Canada	13 325	3 548	14 452	3 677
Variation des dépôts – autres pays	(3 063)	673	23 892	20 237
Actions autodétenues – ventes	–	(1)	–	–
Actions autodétenues – achats	–	(1)	–	(1)
Dividendes versés	(3)	(4)	(6)	(8)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	423	256	100	(122)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	–	(51)	(51)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(2 336)	1 055	(692)	2 401
<b>Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>(2 666)\$</b>	<b>6 953 \$</b>	<b>28 724 \$</b>	<b>35 102 \$</b>
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	15 \$	(102)\$	128 \$	– \$
<b>Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques</b>	<b>1 795</b>	<b>360</b>	<b>1 651</b>	<b>(214)</b>
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques au début</b>	<b>4 004 \$</b>	<b>3 726 \$</b>	<b>4 148 \$</b>	<b>4 300 \$</b>
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>5 799 \$</b>	<b>4 086 \$</b>	<b>5 799 \$</b>	<b>4 086 \$</b>

*Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices*

	Au			
	30 avril 2008		31 octobre 2007	30 avril 2007
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États- Unis	
Ajustement de transition	(45)\$	45 \$	– \$	– \$
(Pertes) gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(248)	179	(68)	224
Pertes de change non réalisées, déduction faite des opérations de couverture	(2 886)	(11)	(2 897)	(3 211)
(Pertes) gains sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(370)	(89)	(459)	20
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	–	(541)	(541)	(541)
<b>Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>	<b>(3 549)\$</b>	<b>(417)\$</b>	<b>(3 664)\$</b>	<b>(3 664)\$</b>
				<b>(1 950)\$</b>

**Note 18 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis** (suite)*États consolidés du résultat étendu*

	Pour le trimestre terminé le			30 avril 2007
	30 avril 2008			
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	928 \$	(61)\$	867 \$	1 304 \$
Autres éléments du résultat étendu déduction faite des impôts				
(Pertes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(203)	(16)	(219)	19
Gains (pertes) de change non réalisés	55	(14)	41	(1 036)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(2)	2	–	–
(Pertes) gains de change nets liés aux opérations de couverture	(46)	–	(46)	652
(Pertes) gains nets sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(144)	–	(144)	29
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(16)	1	(15)	4
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>572 \$</b>	<b>(88)\$</b>	<b>484 \$</b>	<b>972 \$</b>
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
(Pertes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(114)\$	(13)\$	(127)\$	10 \$
(Pertes) gains de change nets liés aux opérations de couverture	(51)	–	(51)	337
(Pertes) gains nets sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(69)	–	(69)	15
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(9)	1	(8)	3
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôts</b>	<b>(243)\$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>(255)\$</b>	<b>365 \$</b>

	Pour le semestre terminé le			30 avril 2007
	30 avril 2008			
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	
Bénéfice net	2 173 \$	(91)\$	2 082 \$	2 796 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts				
(Pertes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(183)	46	(137)	33
Gains (pertes) de change non réalisés	1 065	(9)	1 056	(157)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	(2)	2	–	–
(Pertes) gains de change nets liés aux opérations de couverture	(742)	–	(742)	29
(Pertes) gains nets sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(467)	–	(467)	47
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(14)	2	(12)	21
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>1 830 \$</b>	<b>(50)\$</b>	<b>1 780 \$</b>	<b>2 769 \$</b>
Charge (économie) d'impôts déduite des éléments ci-dessus :				
(Pertes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(99)\$	12 \$	(87)\$	17 \$
Pertes de change nettes liées aux opérations de couverture	(386)	–	(386)	(15)
(Pertes) gains nets sur les dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(225)	–	(225)	24
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie	(8)	2	(6)	11
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôts</b>	<b>(718)\$</b>	<b>14 \$</b>	<b>(704)\$</b>	<b>37 \$</b>

**Note 18 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)***Éléments importants du rapprochement pour le bilan*

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis.

	Produits dérivés et opérations de couverture	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières et application de l'option de la juste valeur	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
<b>Au 30 avril 2008</b>													
<b>Actif</b>													
Encaisse et montants à recevoir de banques	- \$	(159)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(159)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	(6 903)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(6 903)\$
Valeurs mobilières	- \$	(797)	-	(831)	(231)	-	-	-	508	-	-	1	(1 350)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	- \$	(2 649)	-	(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 652)\$
Prêts	- \$	(1 542)	-	(36)	-	-	-	-	-	-	-	28	(1 550)\$
Autres actifs	(2)\$	(4 669)	3 000	869	243	(19)	-	(202)	15 035	18 830	-	109	33 194 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>													
Dépôts	(5)\$	(14 365)	-	12	-	-	-	-	-	-	-	(4)	(14 362)\$
Autres passifs	- \$	(2 319)	2 797	(17)	-	(48)	(34)	339	15 543	18 830	-	11	35 102 \$
Débitures subordonnées	- \$	-	-	18	-	-	-	-	-	-	-	-	18 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	(1 397)	-	-	-	-	-	(1 397)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(35)	-	-	-	-	1 431	-	-	-	-	-	1 396 \$
Capitaux propres	3 \$	-	203	(14)	12	29	300	(541)	-	-	-	131	123 \$

	Produits dérivés et opérations de couverture	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières et application de l'option de la juste valeur	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
<b>Au 31 octobre 2007</b>													
<b>Actif</b>													
Encaisse et montants à recevoir de banques	- \$	(78)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(78)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	(4 436)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 436)\$
Valeurs mobilières	- \$	(375)	-	(875)	(195)	-	-	-	2 422	-	-	1	978 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	- \$	(2 262)	-	(1)	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 263)\$
Prêts	- \$	(2 931)	-	(18)	-	-	-	-	-	-	717	44	(2 188)\$
Autres actifs	(2)\$	(4 818)	2 967	873	220	(23)	-	(202)	13 995	18 106	-	90	31 206 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>													
Dépôts	(8)\$	(12 277)	-	13	-	-	-	-	-	-	-	(4)	(12 276)\$
Autres passifs	2 \$	(2 594)	2 728	(14)	-	(60)	(34)	339	16 417	18 106	717	(24)	35 583 \$
Débitures subordonnées	- \$	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	6 \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	(1 400)	-	-	-	-	-	(1 400)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(29)	-	-	-	-	1 434	-	-	-	-	-	1 405 \$
Capitaux propres	4 \$	-	239	(26)	25	37	300	(541)	-	-	-	163	201 \$

	Produits dérivés et opérations de couverture	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières et application de l'option de la juste valeur	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engagements de prêt et autres éléments secondaires	Total
<b>Au 30 avril 2007</b>													
<b>Actif</b>													
Encaisse et montants à recevoir de banques	- \$	(184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(184)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	- \$	(4 892)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 892)\$
Valeurs mobilières	- \$	(458)	-	-	(219)	-	-	-	(840)	-	-	1	(1 516)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	- \$	(2 324)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 324)\$
Prêts	- \$	(1 716)	-	(19)	-	-	-	-	-	-	843	52	(840)\$
Autres actifs	8 \$	(3 524)	2 875	4	238	(25)	-	(25)	7 553	17 925	-	90	25 119 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>													
Dépôts	23 \$	(10 942)	-	17	-	-	-	-	-	-	-	(4)	(10 906)\$
Autres passifs	(83)\$	(2 125)	2 542	(25)	-	(66)	(34)	37	6 713	17 925	843	(21)	25 706 \$
Débitures subordonnées	- \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- \$
Titres de fiducie de capital	- \$	-	-	-	-	-	(1 379)	-	-	-	-	-	(1 379)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	- \$	-	-	-	-	-	(297)	-	-	-	-	-	(297)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	- \$	(31)	-	-	-	-	1 413	-	-	-	-	-	1 382 \$
Capitaux propres	68 \$	-	333	(7)	19	41	297	(62)	-	-	-	168	857 \$

**Note 18 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis (suite)****Valeurs mobilières**

Le tableau qui suit présente la durée des pertes non réalisées liées à nos titres disponibles à la vente. Veuillez vous reporter à la note 3 pour une explication des raisons pour lesquelles ces titres ne sont pas considérés comme ayant subi une perte de valeur durable au 30 avril 2008. Les pertes brutes non réalisées liées aux titres disponibles à la vente en vertu des PCGR des États-Unis sont plus élevées que celles présentées à la note 3 conformément aux PCGR du Canada, essentiellement parce que certains de ces titres ont été désignés comme détenus à des fins de transaction conformément aux PCGR du Canada selon l'option de la juste valeur. Veuillez vous reporter au point 6 de la rubrique Principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis de la note 31 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007.

*Juste valeur et pertes non réalisées liées aux titres disponibles à la vente*

	Au 30 avril 2008					
	Moins de 12 mois		12 mois ou plus		Total	
	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées	Juste valeur	Pertes non réalisées
Créances du gouvernement canadien						
Gouvernement fédéral	324 \$	1 \$	13 \$	– \$	337 \$	1 \$
Provinces et municipalités	70	2	16	–	86	2
Créances du gouvernement américain						
Gouvernement fédéral	–	–	8	–	8	–
États, municipalités et organismes	685	27	1 325	14	2 010	41
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	401	1	50	–	451	1
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 466	246	1 830	236	3 296	482
Titres adossés à des actifs	1 439	42	449	43	1 888	85
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	2 051	125	1 496	79	3 547	204
Titres de participation	711	116	70	19	781	135
<b>Total des titres faisant l'objet d'une perte de valeur temporaire</b>	<b>7 147 \$</b>	<b>560 \$</b>	<b>5 257 \$</b>	<b>391 \$</b>	<b>12 404 \$</b>	<b>951 \$</b>

**Principales modifications comptables***Directives à l'égard de la comptabilisation des impôts sur les bénéfices*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté l'Interpretation No. 48 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Accounting for Uncertainty in Income Taxes – an interpretation of FASB Statement No. 109* (FIN 48). Le FIN 48 fournit des directives précises sur la comptabilisation, la décomptabilisation, l'évaluation et la présentation des positions fiscales dans les états financiers, y compris le montant des intérêts et des pénalités connexes.

En vertu du FIN 48, les avantages fiscaux sont constatés et évalués selon un modèle en deux étapes : i) une position fiscale est constatée lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'elle sera maintenue, c'est-à-dire une probabilité supérieure à 50 % et ii) l'avantage est évalué au montant en dollars qui correspond à la position dont la réalisation au moment du règlement final avec les autorités fiscales est plus probable qu'improbable. L'écart entre l'avantage fiscal constaté conformément au modèle prescrit par le FIN 48 et l'avantage fiscal réclamé dans une déclaration de revenus correspond à l'avantage fiscal non constaté.

Au 1<sup>er</sup> novembre 2007, le solde de nos avantages fiscaux non constatés, déduction faite de tout montant d'intérêts connexes, s'établissait à 635 millions de dollars; si ces avantages fiscaux étaient constatés, une tranche de 627 millions aurait une incidence sur notre taux d'imposition effectif. Le solde des avantages fiscaux non constatés a affiché une augmentation nette de 78 millions de dollars, déduction faite de tout montant d'intérêts connexes, au cours du premier semestre de 2008. Il est difficile de prévoir l'évolution des avantages fiscaux non constatés pour les douze prochains mois.

En vertu du FIN 48, nous continuons de comptabiliser les intérêts et pénalités liés aux impôts sur les bénéfices dans la charge d'impôts. Au 1<sup>er</sup> novembre 2007, le montant des intérêts et des pénalités liés aux impôts sur les bénéfices n'était pas important et ce montant n'a pas changé de façon importante au cours du premier semestre de 2008. L'adoption du FIN 48 n'a pas eu d'incidence importante sur les bénéfices non répartis ni sur l'écart d'acquisition au 1<sup>er</sup> novembre 2007.

RBC et ses filiales sont assujetties à l'impôt sur le revenu des gouvernements provinciaux et fédéral canadiens, des gouvernements fédéral, étatiques et locaux des États-Unis, ainsi que des gouvernements d'autres territoires étrangers. Le tableau suivant présente les principaux territoires fiscaux dans lesquels RBC et ses filiales exercent leurs activités, ainsi que l'année d'imposition la plus récente faisant l'objet d'une vérification :

Territoire	Année d'imposition
Canada	2003
États-Unis	1998
Royaume-Uni	2005

*Comptabilisation des coûts d'acquisition reportés à l'égard des activités d'assurance*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le Statement of Position (SOP) 05-1, intitulé *Accounting by Insurance Enterprises for Deferred Acquisition Costs in Connection with Modifications or Exchanges of Insurance Contracts* (SOP 05-1). Le SOP 05-1 contient des directives sur la comptabilisation des coûts d'acquisition reportés à l'égard des remplacements internes des contrats d'assurance et de placement. Le SOP 05-1 définit le remplacement interne comme une modification apportée aux avantages, aux caractéristiques, aux droits ou aux protections rattachés au produit, par suite du remplacement d'un contrat par un nouveau contrat, d'un avenant ou du choix d'une caractéristique ou d'une protection définie dans le contrat. Un contrat établi en remplacement qui est substantiellement différent du contrat remplacé est comptabilisé comme une extinction du contrat remplacé, et les coûts d'acquisition reportés non amortis, les passifs découlant de produits comptabilisés d'avance et les actifs d'incitatifs à la vente différés liés aux contrats annulés, sont passés en charges. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

*Directives à l'égard des engagements de vente de prêt comptabilisés à la juste valeur dans les résultats*

Le 5 novembre 2007, la SEC a publié le Staff Accounting Bulletin No. 109, intitulé *Written Loan Commitments Recorded at Fair Value Through Earnings* (SAB 109). Le SAB 109 exige que les flux de trésorerie nets futurs prévus liés aux droits de gestion relatifs au prêt soient pris en compte dans l'évaluation de tous les engagements de vente de prêt qui sont comptabilisés à la juste valeur dans les résultats. En outre, les actifs incorporels développés à l'interne ne doivent pas être pris en compte dans le calcul de la juste valeur des engagements de prêt dérivés. En ce qui nous concerne, le SAB 109 a pris effet le 1<sup>er</sup> février 2008. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence importante sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation consolidés.

*Comptabilisation d'un changement qui survient, ou d'un changement prévu, dans l'échéancier des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices découlant d'un bail adossé*

Le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous avons adopté le FASB Staff Position FAS 13-2, intitulé *Accounting for a Change or Projected Change in the Timing of Cash Flows Relating to Income Taxes Generated by a Leveraged Lease Transaction* (FSP FAS 13-2), qui traite de la comptabilisation d'un changement qui survient, ou d'un changement prévu, dans l'échéancier des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices découlant d'un bail adossé. La disposition principale du FSP FAS 13-2 exige qu'un bailleur recalcule les revenus locatifs constatés lorsque survient un changement dans l'échéancier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les

bénéfices découlant du bail adossé, même si le montant total des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices ne change pas. L'adoption du FSP FAS 13-2 a donné lieu à une diminution après impôts de 21 millions de dollars du solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1<sup>er</sup> novembre 2007, ce qui reflète l'incidence cumulative de la modification de principe comptable, et un montant compensatoire correspondant a été porté en diminution du placement net dans les baux adossés. La charge imputée aux bénéfices non répartis sera constatée au titre du bénéfice net sur la durée restante des baux respectifs.

Si de nouvelles informations obtenues par la suite viennent modifier les hypothèses en ce qui a trait au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfices, nous serons alors tenus d'effectuer un nouveau calcul. L'incidence sera comptabilisée dans nos résultats d'exploitation et pourrait, selon l'hypothèse qui a été modifiée, donner lieu à une hausse ou à une baisse du placement net dans les baux.

#### Modifications comptables futures

##### *Cadre d'évaluation de la juste valeur*

Le FASB a publié le FASB Statement No. 157, intitulé *Fair Value Measurements* (FAS 157), le Staff Position FAS 157-1, intitulé *Application of FASB Statement No. 157 to FASB Statement No. 13 and Other Accounting Pronouncements That Address Fair Value Measurements for Purposes of Lease Classification or Measurement under Statement 13*, et le Staff Position FAS 157-2, intitulé *Effective Date of FASB Statement No. 157*, respectivement le 15 septembre 2006, le 14 février 2008 et le 12 février 2008. Le FAS 157 établit un cadre d'évaluation de la juste valeur en vertu des PCGR des États-Unis et s'applique aux autres prises de position en matière de comptabilité pour lesquelles la juste valeur constitue la caractéristique mesurée appropriée. Le FAS 157 exige également que davantage d'information soit fournie sur l'évaluation de la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 157 prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2008, sauf en ce qui concerne certains actifs non financiers et passifs non financiers, pour lesquels il prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2009.

##### *Option d'évaluation des actifs et des passifs financiers à la juste valeur*

Le 15 février 2007, le FASB a publié le Statement No. 159, intitulé *The Fair Value Option for Financial Assets and Liabilities* (FAS 159). Le FAS 159 permet à l'entité de comptabiliser à la juste valeur certains actifs et passifs financiers et établit de nouvelles exigences concernant l'information à fournir sur les actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur. En ce qui nous concerne, le FAS 159 prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2008.

##### *Compensation de montants liés à certains contrats*

Le 30 avril 2007, le FASB a publié le Staff Position FIN 39-1, intitulé *Amendment of FASB Interpretation No. 39* (FSP FIN 39-1), qui modifie certains éléments du FIN 39, intitulé *Offsetting of Amounts Related to Certain Contracts*, de façon à permettre à une entité publiquement cotée de compenser la juste valeur constatée à l'égard du droit de récupérer les garanties en espèces (une créance) ou de l'obligation de rembourser les garanties en espèces (une dette) par la juste valeur constatée à l'égard des instruments dérivés conclus avec une même contrepartie en vertu d'un même accord général de compensation. En ce qui nous concerne, le FSP FIN 39-1 prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2008.

##### *Avantages fiscaux liés aux dividendes versés à titre d'attributions sous forme de paiements à base d'actions*

Lors de la réunion du 27 juin 2007, le FASB s'est rallié au consensus de l'Emerging Issues Task Force (EITF) au sujet de l'Issue 06-11, intitulée *Accounting for Income Tax Benefits of Dividends on Share-Based Payment Awards* (EITF 06-11), qui touche les avantages fiscaux réalisés sur le versement de dividendes dans le cadre de certaines ententes de paiement à base d'actions; le versement de ces dividendes pouvant être traité comme une charge de rémunération déductible aux fins fiscales. En vertu de l'EITF 06-11, un avantage fiscal réalisé sur des dividendes ou des équivalents de dividendes imputés aux bénéfices non répartis et versés à des employés pour des actions de participation ou des unités d'actions de participation dont les droits n'ont pas été acquis ou pour des options d'actions en cours doit être comptabilisé à titre d'augmentation du surplus d'apport. Ces avantages fiscaux sont considérés comme des avantages fiscaux excédentaires (avantages fiscaux imprévus) selon le FAS 123 (R). L'EITF est également parvenu au consensus final suivant : si l'estimation d'une entité concernant les extinctions augmente (donnant ainsi lieu à une charge de rémunération), le montant des avantages fiscaux connexes qui sont reclassés du surplus d'apport à l'état des résultats devrait se limiter au

compte des avantages fiscaux excédentaires. En ce qui nous concerne, cette norme prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2008.

##### *Regroupement d'entreprises*

En décembre 2007, le FASB a publié le Statement No. 141 (révisé en 2007), intitulé *Business Combinations* (FAS 141(R)), qui remplace le Statement No. 141, intitulé *Business Combinations* (FAS 141). Le FAS 141(R), qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2009, améliore la pertinence, l'image fidèle et la comparabilité de l'information que présente l'entité dans ses rapports financiers relativement à un regroupement d'entreprises et à l'incidence qui en découle. Le FAS 141(R) reprend les principales exigences du FAS 141, notamment l'utilisation de la méthode d'acquisition pour tous les regroupements d'entreprises et l'identification d'un acquéreur pour chaque regroupement. Les nouvelles exigences importantes du FAS 141(R) comprennent ce qui suit :

- Davantage de catégories d'actifs acquis et de passifs pris en charge doivent être évalués à la juste valeur à la date d'acquisition;
- Les passifs liés à une contrepartie conditionnelle doivent être évalués à la juste valeur et réévalués à chaque période subséquente;
- Les coûts d'acquisition engagés par l'acquéreur doivent être passés en charges;
- La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales doit être évaluée initialement à la juste valeur et classée à titre d'élément distinct des capitaux propres.

##### *Part des actionnaires sans contrôle*

En décembre 2007, le FASB a publié le Statement No. 160, intitulé *Noncontrolling Interests in Consolidated Financial Statements – an amendment of ARB No. 51* (FAS 160). Le FAS 160, qui, en ce qui nous concerne, prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2009, améliore la pertinence, l'image fidèle et la comparabilité de l'information que présente l'entité dans ses rapports financiers relativement à la part des actionnaires sans contrôle. Les principales exigences du FAS 160 comprennent ce qui suit :

- Toute participation dans les filiales détenue par des parties autres que la société mère doit être présentée clairement dans les capitaux propres, mais séparément des capitaux propres de la société mère;
- Le montant du bénéfice net consolidé attribuable à la société mère et la part des actionnaires sans contrôle doivent être identifiés et présentés clairement dans l'état consolidé des résultats;
- Après l'obtention d'un contrôle, tout changement dans une participation qui n'entraîne pas une perte de contrôle doit être comptabilisé comme une opération sur capitaux propres;
- Tout changement à l'égard d'une participation dans une filiale consolidée qui entraîne une perte de contrôle et la déconsolidation de cette filiale donnera lieu à la constatation d'un gain ou d'une perte et toute participation minoritaire restante dans l'ancienne filiale sera initialement évaluée à la juste valeur.

##### *Produits dérivés et opérations de couverture*

En mars 2008, le FASB a publié le Statement No. 161, intitulé *Disclosures about Derivative Instruments and Hedging Activities, an amendment of FASB Statement No. 133* (FAS 161). Le FAS 161 améliore les normes de présentation de l'information touchant les instruments dérivés et les opérations de couverture, ainsi que de leur incidence sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. En vertu du FAS 161, une entité est tenue de définir ses objectifs quant à l'utilisation des instruments dérivés en précisant le risque sous-jacent et la désignation comptable. De plus, elle doit présenter les justes valeurs des dérivés et les gains et pertes qui en découlent, ainsi que les caractéristiques incertaines liées au risque de crédit incluses dans les conventions relatives aux dérivés. En ce qui nous concerne, le FAS 161 prendra effet le 1<sup>er</sup> février 2009.

##### *Instruments de créance convertibles*

En mai 2008, le FASB a publié le Staff Position APB 14-1, intitulé *Accounting for Convertible Debt Instruments That May Be Settled in Cash upon Conversion (Including Partial Cash Settlement)* (FSP APB 14-1).

Le FSB APB 14-1 précise que les émetteurs d'instruments de créance convertibles doivent comptabiliser séparément les composantes passif et capitaux propres de façon à refléter adéquatement le taux d'emprunt de l'entité qui s'appliquait à un instrument de créance non convertible. En ce qui nous concerne, le FSP APB 14-1 prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2009.

Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption de ces normes sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

#### Note 19 : Événement postérieur à la date du bilan

##### *Opération sur capitaux propres importante*

Le 29 mai 2008, nous avons annoncé notre intention de racheter, au prix de 25 \$ en espèces par action, la totalité de nos actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série N, à 4,70 %, émises et en circulation, totalisant 300 millions de dollars. Le rachat devrait se conclure le 22 août 2008.

## Renseignements aux actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2J5  
Téléphone : 416-974-5151  
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2J5

Site Web : [rbc.com](http://rbc.com)

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal  
Société de fiducie  
Computershare du Canada

1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 3S8  
Téléphone : 514-982-7555  
ou 1-866-586-7635  
Télécopieur : 514-982-7635

Site Web :  
[computershare.com](http://computershare.com)

Coagent des transferts  
(États-Unis)  
Computershare  
Trust Company, N.A.  
350 Indiana Street, Suite 800  
Golden, Colorado  
États-Unis 80401  
Téléphone : 1-800-962-4284

Coagent des transferts  
(Royaume-Uni)  
Computershare Investor  
Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box No. 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 7NH  
Angleterre

### Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)  
Bourses où sont inscrites les actions ordinaires :  
Canada  
Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis  
Bourse de New York (NYSE)  
Suisse  
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Ave., 9th Floor  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 514-982-7555  
ou 1-866-586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
9th Floor, South Tower  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2J5  
Téléphone : 416-955-7806  
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
14th Floor, South Tower  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2J5  
Téléphone : 416-955-7802  
Télécopieur : 416-955-7800

Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :  
[rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs)

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

### Régime de réinvestissement de dividendes

Notre régime de réinvestissement de dividendes constitue, pour nos détenteurs d'actions ordinaires inscrits résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de RBC.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Société de fiducie Computershare du Canada  
Attn : Dividend Reinvestment Dept.  
100 University Ave., 9th Floor  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2Y1  
Téléphone : 1-866-586-7635  
(Canada et États-Unis)  
514-982-7555  
Télécopieur : 416-263-9394  
ou 1-888-453-0330  
Courriel :  
[service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Dates de paiement des dividendes pour 2008

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, W, AA, AB, AC, AD, AE, AF et AG	24 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	22 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série AH	24 juillet 27 octobre	22 août 24 novembre

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

### Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1<sup>er</sup> novembre 2007, nous pourrions racheter jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec notre secrétaire, à notre adresse postale torontoise.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2008

Premier trimestre	29 février
Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	28 août
Quatrième trimestre	5 décembre

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport aux actionnaires sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les marques de commerce utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales sous licence. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport, qui n'est pas la propriété de la Banque Royale du Canada, est la propriété de son détenteur respectif. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia IS sont titulaires de licences d'utilisation de la marque de commerce RBC.



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.